



universität
wien

DIPLOMARBEIT

Titel der Diplomarbeit

L'Europe : le Défi français

Une Analyse des Acteurs de la Politique européenne de
la France sous la Présidence de Jacques Chirac

Verfasser

Thomas Lichtenwöhrer

angestrebter akademischer Grad

Magister der Philosophie (Mag.phil.)

Wien, 2010

Studienkennzahl lt. Studienblatt:

A 236 346

Studienrichtung lt. Studienblatt:

Diplomstudium Romanistik Französisch

Betreuer:

Priv.-Doz. Dr. Wolfram Aichinger

Table des matières

1	Introduction	5
1.1	Avant-propos.....	5
1.2	Préface.....	7
1.3	Thèses et théorie	8
1.4	Méthodes	11
1.5	Structure et contenu.....	12
2	Les fondements de la politique européenne de la France avant la présidence de Jacques Chirac	13
2.1	La politique européenne de la France dans la rétrospective.....	13
2.1.1	Les pères fondateurs de l'idée européenne.....	13
2.1.2	Le gaullisme et la politique européenne de la France.....	17
2.1.2.1	Le retour à l'Europe du général	17
2.1.2.2	L'héritier gaullien.....	20
2.1.2.3	Résumé des acteurs essentiels sous l'ère gaulliste.....	21
2.1.3	Les européens convaincus	22
2.1.3.1	La vraie relance européenne	22
2.1.3.2	Quelle politique européenne socialiste ?	25
2.1.3.3	Résumé des acteurs essentiels sous l'ère des européens convaincus.....	29
2.2	Jacques Chirac et sa démarche politique dans le contexte de la politique européenne.....	31
2.2.1	Les fonctions politiques de Jacques Chirac dans la V ^e République	31
2.2.1.1	Les premiers pas dans la politique	31
2.2.1.2	Chirac, l'eurosceptique	32
2.2.1.3	Le retour chiraquien à l'Europe ?.....	34
2.2.2	Les élections en 1995 et les positions européennes des candidats	36
2.2.2.1	Les positions européennes de Édouard Balladur	37
2.2.2.2	La campagne européenne de Lionel Jospin	38
2.2.2.3	Les positions concernant l'Europe de Jacques Chirac	39
2.2.2.4	Le vote	40
3	La politique européenne de la France pendant le septennat de Jacques Chirac de 1995 à 2002	42
3.1	Le retour à la politique gaulliste	42
3.1.1	L'entrée en fonction du nouveau Président de la République.....	42
3.1.2	La première épreuve : la guerre en Bosnie et la défense européenne commune	43
3.1.3	La reprise des essais nucléaires et son effet sur l'Europe	45
3.1.4	Les acteurs de la politique européenne pendant l'ère neo-gaulliste	47
3.2	La cohabitation Chirac - Jospin.....	49
3.2.1	Le sommet d'Amsterdam et son échec partiel	49
3.2.1.1	Les positions françaises pour une réforme européenne	49
3.2.1.2	Les résultats d'Amsterdam du point de vue français	51
3.2.2	L'Euro, la monnaie unique – une introduction traînante.....	53
3.2.2.1	« L'Euro oui, mais pas comme ça »	53
3.2.2.2	La monnaie unique devient réalité	55
3.2.3	La crise au Kosovo	57
3.2.4	Les élections au Parlement européen en 1999.....	59

3.2.5	Les sanctions contre l'Autriche.....	62
3.2.5.1	Faire un exemple.....	62
3.2.5.2	La levée des sanctions	64
3.2.6	La présidence française du Conseil de l'Union européenne	66
3.2.6.1	« Notre Europe » et les visions chiraquiennes pour Nice.....	66
3.2.6.2	Le sommet de Nice – la réparation des négligences d'Amsterdam ?.....	67
3.2.6.3	Les (non-)décisions de Nice.....	69
3.2.7	Les élections présidentielles en 2002 et leur impact pour l'Europe. 71	
3.2.7.1	Les candidats et leurs visions européennes	71
3.2.7.2	Le vote qui choque la France et l'Europe.....	73
3.2.8	Les acteurs de la politique européenne pendant la cohabitation....	75
4	La politique européenne de la France pendant le quinquennat de Jacques Chirac de 2002 à 2007	77
4.1	Une politique gaulliste et l'arrêt du moteur franco-allemand.....	77
4.1.1	Enfin seul – la nouvelle politique européenne de Jacques Chirac ..	77
4.1.2	La Convention sur l'avenir de l'Europe et le rôle de la France	79
4.1.3	Chirac et Schröder – une amitié sur le tard.....	82
4.2	La relance du noyau franco-allemand	84
4.2.1	La crise irakienne et le coude à coude franco-allemand	84
4.2.2	La France et l'élargissement de l'Union européenne	87
4.2.2.1	L'élargissement vers l'Est	87
4.2.2.2	La finalité de l'Europe et l'élargissement à venir	89
4.2.3	Les élections au Parlement européen en 2004	90
4.3	La grande déception européenne – la fin de règne.....	93
4.3.1	Le référendum sur la Constitution pour l'Europe	93
4.3.1.1	Est-ce qu'on a besoin d'un référendum ?.....	93
4.3.1.2	Le référendum aura lieu	94
4.3.1.3	Le « Non » des Français contre la volonté de leur Président... 96	
4.3.2	La dissolution de la politique européenne de Jacques Chirac	98
4.3.3	Les élections présidentielles en 2007	100
4.3.3.1	Les candidats et leurs idées à l'égard de l'Europe.....	100
4.3.3.2	Le vote	102
4.4	Les acteurs de la politique européenne pendant le quinquennat	105
5	Conclusion.....	106
	Annexe	110
	Bibliographie.....	114
	Tableau des illustrations.....	122

1 Introduction

1.1 Avant-propos

Avant d'entrer *in medias res* j'aimerais mentionner les personnes sans lesquelles je n'aurais pas réussi à écrire ce mémoire.

Tout d'abord je voudrais remercier ma famille de son soutien inébranlable et d'avoir fait de moi l'homme que je suis. Je dis merci à mon père de ses discussions fructueuses et son intérêt vivant pour vraiment tous les sujets de mes études. À ma mère je voudrais exprimer mes remerciements d'avoir dans chaque tempête été ma planche de salut. De plus, je remercie mon frère de m'avoir aidé chaque week-end d'oublier la faculté et une semaine stressante. Enfin, mes remerciements sincères s'adressent à ma mémé. Elle me servira toujours de modèle comment surmonter des obstacles qui semblent insurmontables et en même temps rester heureux et content. Je lui voue ma plus grande admiration.

Au-delà, c'est ma copine Ulrike qui mérite mes remerciements, car elle supportait mes humeurs pendant la genèse de ce mémoire. Elle est l'amour de ma vie et j'aimerais la remercier pour chaque heure formidable que j'ai pu passer à ses côtés.

De plus je voudrais transmettre mes remerciements sincères à mes lectrices et lecteurs Carina Pollak et Maëla et Jean-François Quéré qui ont relu ce mémoire. De plus, ils m'ont aidé beaucoup avec leurs propositions pour l'amélioration concernant le style et le contenu. Sans eux, l'achèvement de ce mémoire n'aurait pas été possible. Je veux aussi dire merci à mon copain Florian Schoiswohl pour son assistance technique en toute question informatique, mais aussi pour son soutien personnel.

Enfin, mes remerciements s'adressent à Monsieur Wolfram Aichinger pour être le meilleur conseiller scientifique qui puisse s'imaginer. Il m'a toujours donné la

liberté d'exprimer mes propres idées sans me laisser seul avec mes doutes et mes questions. De plus, je veux le remercier de ne m'avoir pas seulement influencé par son savoir et ses propos professionnels, mais aussi par son esprit pétillant.

Je dédie ce mémoire à mon frère Klemens, et je désire de tout mon cœur qu'il trouvera, comme moi, un chemin pour traverser sa vie avec bonheur et sérénité.

1.2 Préface

« Nous ne coalisons pas des États, nous unissons des hommes. »¹

Quand Jean Monnet lance ces mots pathétiques à l'occasion d'une visite aux Etats-Unis en 1952, l'Europe unie en est encore à ses débuts. Une longue histoire belliqueuse a divisé les nations européennes et culminé dans les atrocités de la Seconde Guerre mondiale. Cependant ce sont des personnalités singulières et idéalistes qui ne se résignent pas et initient le processus de l'intégration européenne. Ce sont des personnalités comme le Français Jean Monnet qui rendent possible l'époque la plus pacifique de l'histoire du continent européen.

Le 17 mai 1995, Jacques Chirac, élu Président de la République française, prononce son discours d'investiture². Dans ce discours, il n'évoque jamais l'Europe. Il ne parle ni de ses partenaires européens, ni de la position française dans l'Europe, ni de l'avenir de l'intégration européenne. Rien. Comme si l'Europe n'existait pas. Comme si quarante années d'histoire commune n'avaient jamais eu lieu.

Qu'est-ce qui s'est passé ? Est-ce que l'Europe est d'un moindre intérêt qu'elle l'était quarante années auparavant ? Ou bien les européens idéalistes et convaincus ont-ils disparus ? Est-ce que la politique européenne dépend de l'engagement et des convictions personnels des politiciens en charge ?

Sans doute, l'époque de la présidence chiraquienne voit des événements clés dans l'histoire européenne, dans le bon comme dans le mauvais. La monnaie unique, les sommets manqués, l'élargissement et enfin le « Non » à la Constitution commune ont profondément marqué l'Europe d'aujourd'hui. Néanmoins, la politique européenne sous la présidence de Jacques Chirac, qui sera le sujet d'analyse de ce mémoire, a souvent tendance à sembler prendre le contre-pied du propos de Jean Monnet, citée en haut de cette page : on n'unit pas des hommes, mais on coalise des États.

¹ Monnet 1952.

² cf. Chirac 1995a.

1.3 Thèses et théorie

La politique européenne de la France, pourquoi est-elle telle qu'elle est ? Quelles sont les continuités et les ruptures ? Et quels sont les acteurs qui influencent ce champ politique ?

Dans ce mémoire, j'essayerai de répondre à ces trois questions, tout en me concentrant sur la troisième : Les acteurs essentiels qui ont la force politique d'exercer une grande influence sur la politique européenne de la France. À l'aide de la connaissance et de l'analyse de ces acteurs, je serai capable de répondre aux deux premières questions.

La thèse principale de mon mémoire est que les acteurs qui ont la possibilité d'influencer la politique extérieure et surtout européenne, sont l'élément le plus important constituant la forme et la direction de la politique européenne de la France, et que cela apparaît dans le processus de l'intégration européenne.

L'aspect central de mon mémoire repose sur les acteurs, ou plus précisément sur les acteurs politiques. En ce qui concerne le concept de l'acteur, je me réfère sur la classification de Scharpf, qui distingue entre les acteurs individuels et les acteurs complexes ou corporatifs³. Mon mémoire ne traitera que les acteurs individuels, des personnes qui ont à travers leur mandat politique la puissance de diriger la politique européenne de la France. Je laisserai plus ou moins à l'écart les acteurs complexes et corporatifs, d'un côté car je veux focaliser ma recherche sur les individus qui sont, selon ma thèse que je viens d'expliquer, les éléments les plus importants, de l'autre côté car j'ai peur qu'une analyse trop étendue affadisse la force d'expression de mon mémoire.

Mon objet principal sera de montrer les liens entre les acteurs et l'attitude de la politique européenne de la France, supposant que ces deux sont fortement interdépendantes. À cette fin, je me servirai du concept de l'acteur politique, décrit par Blum et Schubert, disant que les acteurs politiques ont une influence majeure ce qui concerne l'orientation des champs politiques sous leur égide. Selon eux, les intérêts individuels des acteurs dominant leurs actes politiques⁴.

De plus, j'utiliserai le concept restreint de l'acteur politique, incluant seulement un cercle élu qui se trouve dans le centre de puissance et laissant à l'écart une

³ cf. Scharpf 2000: p.24.

⁴ cf. Blum 2009: p. 54.

multitude d'acteurs marginaux qui pourraient être importants dans une étude microsociologique, mais pas dans un mémoire qui a pour objet de montrer la politique européenne d'un pays précis pendant une époque de douze années.

Pour cette raison, le mémoire est consacré aux têtes de la politique européenne de la France, ce qui soulève la question : Comment dégager les acteurs importants et essentiels des acteurs négligeables ? Ce choix ne peut être fait qu'en consultant deux sources : D'un côté la Constitution française qui décrit *de jure* les devoirs des acteurs politiques, et de l'autre côté les ouvrages de la Science Politique qui montrent *de facto* le partage des compétences. L'article 20 de la Constitution dit que « [l]e gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation », ce qui donne à première vue une compétence universelle au gouvernement et aux différents ministres. Mais c'est le Président de la République qui nomme selon l'article 8 le Premier ministre et – sur la proposition du Premier ministre – les autres membres du gouvernement. De plus, c'est aussi le Président qui est selon l'article 5 « le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités. » Cet article donne au Président un certain droit prioritaire sur tous les domaines qui concernent la politique extérieure, incluant la politique européenne.

Si l'on regarde la Science Politique, il devient visible qu'il y a une longue querelle entre les Présidents de la République et les chefs du gouvernement sur ce thème⁵. Et c'est pendant la cohabitation de la première présidence de Jacques Chirac que les observateurs constatent que les *Domaines réservés* du Président deviennent des *Domaines partagés* entre le Président de la République et le Premier ministre comme chef du gouvernement⁶. Pour cette raison je vais me concentrer sur le Président de la République, Jacques Chirac, objet principal de mes études, et sur ses Premiers ministres. S'ils me semblent importants, les acteurs principaux de l'opposition, notamment de l'extrême droite au début des années 2000, seront inclus dans mes considérations. Au contraire, je vais laisser à l'écart avec peu d'exceptions les ministres qui se sont formellement occupés de l'agenda européen: Le ministre des Affaires étrangères et le ministre délégué aux

⁵ Pour voir l'évolution de ce débat, cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 16-23, Vogel 2004: p. 37-39 et aussi le classique Duverger 1959: p. 175-189.

⁶ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 186.

Affaires européennes qui n'ont presque aucune importance dans la littérature scientifique et même dans la constellation de l'État.

J'ai opté pour les limitations décrites, bien que je sache pouvoir être critiqué d'ignorer des acteurs peut-être essentiels et de produire des résultats déformés. Par ailleurs, on pourrait me reprocher de négliger d'autres théories en me concentrant seulement sur le concept d'acteurs politiques. Bien sûr mon concept va montrer des limites et ne peut pas expliquer tout. Une perspective des acteurs ne décrit pas suffisamment les différences entre les champs politiques et laisse plus ou moins à l'abandon les questions juridiques et structurelles. Néanmoins je refuse toute prétention d'universalité et il est clair que le travail présenté doit être compris comme une possibilité parmi d'autres d'aborder le thème proposé : les acteurs de la politique européenne de la France sous la présidence de Jacques Chirac.

Pour conclure, je vais montrer que la politique européenne de la France est fortement dépendante des acteurs individuels. Au fil de mon mémoire je vais dégager les tournants et les échecs de l'intégration européenne et les tendances vers une Europe supranationale ou bien vers une Europe intergouvernementale⁷. Je vais mettre en évidence les liens entre les décisions prises et les acteurs politiques. Ainsi j'espère pouvoir soutenir ma thèse que les acteurs politiques sont l'élément essentiel dans la politique européenne de la France.

⁷ Le modèle du supranationalisme propose un Europe centralisé et dirigé par un gouvernement central, alors que le modèle de l'intergouvernementalisme propose un Europe des Nations dirigé par les gouvernements nationaux.

1.4 Méthodes

Du point de vue des méthodes de travail, j'utiliserai une multitude de sources. Premièrement, ce mémoire s'appuiera sur des livres et articles traitant le thème que je viens de décrire. Cela inclut principalement des textes scientifiques – surtout de l'Histoire et de la Science Politique - mais aussi des livres biographiques et polémiques⁸, complétés par des articles dans des revues spécialisées. Pour donner plus de vivacité à mes études et pour mieux exprimer l'opinion publique et celle des critiques contemporains, je me servirai d'articles de la presse française. À fin de respecter le cadre de ce mémoire et car je pense qu'ils sont des journaux de qualité reconnus, je me concentrerai sur les articles parus dans *Le Figaro* et *Le Monde*. De plus, ces deux journaux me permettront de comparer l'opinion de la gauche qui se montre traditionnellement dans *Le Monde* et l'opinion de la droite qui est d'habitude exprimée dans les articles du *Figaro*.

Pour citer aussi des sources primaires, on regardera de même des discours politiques des acteurs concernés, ce qui servira sans doute à une compréhension plus profonde des idées originales des politiciens. Surtout les discours et les points de presse du président de la République qui abordent le thème de l'Europe, seront l'objet de mes études.

En supplément à mes recherches dans les bibliothèques de l'Université de Vienne, j'ai effectué en août 2009 un séjour de recherche à la Bibliothèque nationale de France (BNF) à Paris.

Les méthodes de ce mémoire seront qualitatives et se concentreront sur une analyse profonde des textes examinés. Une analyse complète du point de vue quantitatif ne peut pas être l'objet de mes études à fin de respecter le cadre de ce mémoire. D'ailleurs, cela ne me semble pas être la meilleure méthode pour décrire suffisamment une constellation d'acteurs politiques.

À l'aide de ce corpus de différentes sources et les concepts présentés plus haut, j'espère gagner une vue innovante et à peu près complète sur la politique européenne de la France pendant l'époque de la présidence de Jacques Chirac.

⁸ Surtout Engelkes 2005 et Probst 2006 sont des livres fortement polémiques.

1.5 Structure et contenu

Le mémoire suivant se composera de trois grandes parties. En raison du thème général, il suit la plupart du temps un fil conducteur chronologique, bien qu'il y ait sans doute des interférences nécessaires entre les différents chapitres. La question générale qui fait référence aux acteurs de la politique européenne de la France figure au-dessus de chaque partie et chaque chapitre.

Au-delà, le développement du mémoire est précédé par une introduction thématique et scientifique (chapitre 1) et terminé par une conclusion (chapitre 5) qui rassemble les résultats.

La première grande partie (chapitre 2) traite les bases qui semblent incontournables pour une compréhension profonde de mon sujet. Elle se divise en deux sous-parties, la première parlant de la politique européenne de la fin de la deuxième guerre mondiale à 1995, et la deuxième de la carrière politique de Jacques Chirac avec l'accent mis sur la politique européenne.

La deuxième partie (chapitre 3) concerne le septennat de Jacques Chirac de 1995 à 2002 et a pour sujet les acteurs politiques de cette époque. J'ai divisé cette partie aussi en deux sous-parties : La première s'intéresse au temps du gouvernement de droite, et la deuxième examine les années de la cohabitation Chirac-Jospin.

Ma dernière partie majeure (chapitre 4) traite le quinquennat chiraquien et consiste de trois sous-chapitres : Du temps de l'élection présidentielle de 2002 à la crise irakienne en 2003, du retour du moteur franco allemand au référendum sur l'Europe en 2005 et de la crise de la politique européenne du Président à la fin de son mandat.

La Conclusion rassemble les résultats gagnés et contient de plus une illustration présentant les acteurs essentiels de la politique européenne de la France sous la présidence de Jacques Chirac.

Enfin, la bibliographie, la liste des illustrations et l'annexe contenant des informations supplémentaires se trouvent à la fin du mémoire.

2 Les fondements de la politique européenne de la France avant la présidence de Jacques Chirac

2.1 La politique européenne de la France dans la rétrospective

2.1.1 Les pères fondateurs de l'idée européenne

En 1945, après deux guerres sanglantes et sous l'impression des atrocités de la Deuxième Guerre mondiale qui dépassent tout ce qu'on peut imaginer, il y a partout en Europe un consensus universel : Plus jamais de guerre ! C'est dans cet esprit que naît l'idée d'une Europe commune des états démocratiques qui peuvent ensemble former une zone de liberté et de paix.

En France, les premières années après la guerre sont marquées par la peur d'un nouveau renforcement du voisin allemand. Pour cette raison, les dirigeants françaises d'après guerre, et surtout le général Charles de Gaulle, étant président du gouvernement provisoire de 1944 à janvier 1946, se prononcent pour une Europe sans la participation de l'Allemagne. Au contraire, une Union des États européens devrait servir, selon les idées de De Gaulle, à une Union de défense contre la construction éventuelle d'un *Quatrième Reich*⁹. Mais à cause de la nouvelle situation mondiale d'après guerre qui sépare le monde dans un système bipolaire, la France, pressée par les Etats-Unis et par la plupart de ses partenaires européens, doit finalement accepter l'intégration de l'Allemagne dans le projet européen.

C'est surtout le ministre français des Affaires étrangères de 1944 à 1948, Georges Bidault, autrefois un partisan déclaré de la politique punitive envers l'Allemagne et hostile à toute idée de diminution de la souveraineté nationale, qui commence à renouveler les relations franco-allemandes et ainsi l'idée européenne. Bidault se rend compte que la France doit intégrer l'Allemagne dans un projet européen. C'est d'une part la seule possibilité de contrôler effectivement la politique d'armement allemande et d'empêcher une nouvelle politique agressive d'une

⁹ cf. Binoche 1990: p. 107.

Allemagne ressuscitée. D'autre part il y a la menace soviétique et la guerre froide qui séparent l'Europe et font de l'Allemagne un pays en première ligne contre l'Europe communiste et ainsi un partenaire incontournable des pays de l'Ouest.

Selon Marie-Thérèse Bitsch, Bidault abandonne

la politique punitive définie en 1945 à l'encontre de l'Allemagne et il se rallie à la politique européenne qui présente, à ses yeux, l'avantage de permettre à la France de jouer un rôle sur la scène internationale. Européen de raison plus que de cœur, il n'en joue pas moins un rôle essentiel dans les premiers pas de la construction européenne...¹⁰

En 1948, Georges Bidault doit quitter le Quai d'Orsay, le siège du ministère des Affaires étrangères, à cause de la critique de ses idées trop progressistes.¹¹ Ironiquement c'est son successeur, Robert Schuman, qui va être un des pères fondateurs de l'Europe unie. De plus, c'est sous son égide que l'Allemagne récupère en 1949 sa souveraineté nationale et se constitue, partagée en deux États, sous les noms de RFA (les zones alliées dans l'Ouest) et de RDA (la zone soviétique dans l'Est).

À cause du système politique de la IV^e République qui ne connaît pas un président omnipuissant, le ministre des Affaires étrangères joue un rôle central dans la politique étrangère et européenne. Schuman se sert de sa position de force et avance son projet d'intégration européenne, car lui peut être considéré européen de cœur.

Mais il faut mentionner sans doute un autre européen de la première heure, qui est nommé en 1976 le premier – et à ce jour unique – *Citoyen d'honneur de l'Europe*¹² : Jean Monnet. Sans faire partie du système politique français, il influence quand même décisivement la politique européenne de la France. Si l'on faisait une analyse d'acteurs de cette époque, Monnet, même sans avoir un mandat officiel, aurait été une figure essentielle de nos études.

Après la création de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) en 1948 et du Conseil de l'Europe en 1949, deux institutions qui sont construites dans l'idée d'une Europe unie mais restent, à cause des négociations

¹⁰ Bitsch 2008: p. 34.

¹¹ cf. Bézias 2006: p. 404.

¹² c.f. Saint-Ouen 1997: p. 110.

difficiles¹³, peu autonomes et sans influence réelle, Monnet, qui se prononce toujours partisan d'une Europe supranationale, rêve d'une autre organisation qui sera une vraie Union des peuples européens. Pour cela il trouve indispensable de construire une Union économique sous le contrôle d'une autorité supranationale, incluant les deux productions permettant de se faire la guerre : l'acier et le charbon. Après l'élaboration de ses plans précis, Monnet convainc le ministre des Affaires étrangères, Robert Schuman, « d'endosser la responsabilité politique de l'opération. »¹⁴

Finalement, en 1951, le projet de Monnet, officiellement nommé *plan Schuman*, est accepté par les six États européens (La France, l'Allemagne, l'Italie et les Benelux) qui forment alors la Communauté européenne de charbon et de l'acier (CECA). Le 18 avril 1951, ces pays signent le Traité de Paris et acceptent pour la première fois une autorité supranationale, la Haute Autorité¹⁵, fortement inspirée par Jean Monnet et Robert Schuman, les deux initiateurs français du Traité. Ainsi voit-on que « Paris opte pour la construction d'une Europe supranationale – mais sectorielle – autour d'un noyau franco-allemand. »¹⁶

Cette évolution est aussi soutenue par la solution de la *question de la Sarre*. La France ne voulait jamais accepter la réintégration de ce territoire dans la nouvelle RFA. Mais en 1955, après un référendum dans lequel 67,72% des Sarrois se prononcent pour une réintégration et contre un statut européen proposé par la France¹⁷, les dirigeants français doivent accepter la volonté du peuple et ne font plus obstacle à une Sarre allemande.

Dès ce temps, l'axe Paris-Bonn – et après Paris-Berlin – sera le moteur de l'intégration européenne, et les relations franco-allemandes seront toujours l'élément clé pour l'avancement de l'Europe. Depuis les années cinquante, la France respecte la RFA au moins comme partenaire stratégique et essaye de maintenir sa place internationale dans le monde à travers une Europe unie.

C'est vers la fin de la IV^{ième} République qui se montre dès l'ère de Schuman extrêmement euro-euphorique, que l'intégration européenne avance le plus. En

¹³ Le plus grand problème sont les divergences entre la France et la Grande-Bretagne. La France, qui voulait créer déjà une Union européenne, est bloquée par la Grande-Bretagne qui renonce à tout transfert de souveraineté. Pour plus d'informations, cf. Bitsch 2008: p.31-60.

¹⁴ Saint-Ouen 1997: p. 98.

¹⁵ Jean Monnet lui-même sera le premier *Président de la Haute Autorité*, de 1952 à 1955.

¹⁶ Bitsch 2008: p. 61.

¹⁷ cf. Lefèvre 1998: p. 423.

1957, les chefs d'États de la CECA se mettent d'accord sur la fondation d'un Marché commun qui englobe la production industrielle, condition *sine qua non* pour l'Allemagne, et la production agricole, condition *sine qua non* pour la France. De plus, ils prévoient une politique commune concernant le nucléaire civil, l'EURATOM. Finalement, les traités de Rome, signés le 25 mars 1957, marquent un pas décisif dans la construction d'une Europe commune et fondent la Communauté économique européenne (CEE)¹⁸. Ce qui concerne la France, on doit voir cette évolution sous la pression du conflit en Algérie qui influence sans doute aussi les négociations concernant l'Europe et se termine par la fin de la IV^e République. Les savants ont des avis différents en ce qui concerne l'effet des hostilités en Algérie et des problèmes en liaison avec le processus de la décolonisation sur les négociations européennes de la France. Marie-Thérèse Bitsch, par exemple, signale que la tâche des négociateurs français a probablement été facilitée à cause de la focalisation de l'opinion publique sur l'Algérie¹⁹. Gisela Müller-Brandeck-Bocquet pense pourtant que la décolonisation a paralysé la politique extérieure de la France et empêché une participation française plus active²⁰.

Néanmoins, la France a joué un rôle important dans l'intégration européenne pendant les années cinquante, surtout grâce à deux politiciens qui peuvent être nommés les *pères de l'Europe* : Jean Monnet et Robert Schuman. Tous deux sont évidemment les acteurs les plus importants dans le camp des européens en ce temps-là. Mais on ne doit pas oublier que la plupart des décisions pro-européennes a été prise contre les votes de l'opposition gaulliste qui se proclame contre la fondation de la CECA et contre les traités de Rome. Ainsi la fin de la IV^e République et le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958 provoquent une véritable crise dans les pays membres de la CEE, car personne ne sait si le général, qui va être l'acteur décisif dans les années suivantes, va accepter les traités qu'il a toujours refusés étant dans l'opposition.

¹⁸ Au début, la CEE est souvent appelé *Marché commun* pour ne pas nourrir les soucis des anti-supranationalistes.

¹⁹ cf. Bitsch 2008: p. 103.

²⁰ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 15.

2.1.2 Le gaullisme et la politique européenne de la France

2.1.2.1 Le retour à l'Europe du général

Sous la pression de la crise extérieure, provoquée par des soulèvements dans plusieurs colonies françaises et une véritable guerre en Algérie, Charles de Gaulle se voit nommé président du Conseil avec le mandat d'élaborer une nouvelle constitution, à l'aide de laquelle il va avoir les moyens de résoudre la crise. Il opte pour un système présidentiel qui donne au Président de la République une multitude de fonctions et pouvoirs. Selon l'article 5, c'est lui « le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités. » Ainsi est-il aussi le dirigeant de la politique européenne, mais on a déjà abordé ce thème dans le chapitre concernant les méthodes²¹.

Charles de Gaulle se sert de tous les pouvoirs présidentiels et domine la politique européenne de la France, toujours soutenu par son Premier ministre sans éclat, Georges Pompidou. Aucun autre président français ne va avoir une liberté aussi grande que le général ce qui concerne le dossier européen - envers la politique française et même envers les politiciens des autres pays européens.

Très peu après l'arrivée au pouvoir du général il est clair qu'il va accepter les traités européens signés par ses prédécesseurs, respectant les obligations du droit international de la France. Mais tous les dirigeants européens se rendent compte que De Gaulle ne va pas être un partenaire facile, et qu'il va essayer d'utiliser la politique européenne pour ses propres buts.

On craint aussi le rejet du moteur franco-allemand par De Gaulle qui s'était proclamé pendant les années quarante toujours pour une axe franco-britannique, mais les critiques contemporains ont tort : au contraire, De Gaulle se montre extrêmement favorable à une réconciliation rapide et profonde et abandonne totalement sa position de la *politique punitive* des années quarante. De l'un côté, on doit se rendre compte qu'en 1958 la Deuxième Guerre mondiale est finie depuis treize ans - un temps notablement long pour pardonner et oublier. De l'autre côté, De Gaulle entretient des relations bonnes et amicales avec le chancelier allemand, Konrad Adenauer, ce qui facilite sans doute les relations

²¹ Pour plus de détails, cf. chapitre 1.3.

diplomatiques entre les deux pays. Le général commence « à considérer l'Allemagne non plus comme un adversaire mais comme un associé. »²²

Ensuite, De Gaulle essaye de construire une Europe selon ses propres idées : une Europe intergouvernementale qui sert les intérêts de la France. Selon Pierre Pfimlin, pro-européen et ministre d'État sous la présidence du général, De Gaulle

voulait condamner l'idée d'Europe supranationale à laquelle il reprochait de vouloir 'confondre ensemble' les peuples et les États. Sa pensée était résumée dans cette formule : Il ne peut pas y avoir d'autre Europe que celle des États,...²³

Toutes les tentatives conduites par Charles de Gaulle d'avancer le projet européen sont marquées par la volonté de diminuer toute influence supranationale, notamment celle de la Commission européenne de la CEE qui a été installée par les traités de Rome²⁴. En revanche, De Gaulle propose en 1961 et en 1962 dans les *Plans Fouchet I* et *II* une Europe intergouvernementale avec des décisions unanimes : Une Europe des États ou des Nations, selon le goût du général et avec l'objectif d'être utile à la France. Bitsch précise que l'Europe de De Gaulle « doit servir les intérêts de la France, garantir son indépendance, sa puissance, son rang dans le monde. »²⁵

Cela se voit très bien en regardant la mise en œuvre du Marché commun. Sur le secteur industriel, où la France est en danger d'être marginalisée par les produits allemands, De Gaulle essaye tout pour retarder une intégration rapide et profonde. Au contraire, pour ce qui concerne le secteur agricole, De Gaulle se proclame pour un processus prompt et efficace car il sait que la France va être le plus grand bénéficiaire de la Politique agricole commune (PAC). Finalement, il réussit la mise en œuvre de la PAC en 1962 et un retardement du marché commun industriel.

Par contre, le plus grand 'scandale' de la présidence du général sont les deux rejets de la candidature britannique. En 1961, la Grande-Bretagne pose sa candidature d'adhésion à la CEE. De Gaulle, hostile dès son retour au pouvoir à un engagement trop profond de la Grande-Bretagne dans la construction européenne, voit dans cette candidature un vrai affront : de fait, la Grande-Bretagne a-t-elle fondé, un an avant, une propre zone de libre échange en

²² Binoche 1990: p. 142..

²³ Pfimlin 1991: p. 211.

²⁴ cf. Schieder 1992: p. 392.

²⁵ Bitsch 2008: p. 136.

concurrence à la CEE : L'association européenne de libre échange (AELE). Voyant que cette zone ne rencontre pas les succès espérés, les dirigeants britanniques optent pour l'adhésion à la CEE. Mais le général de Gaulle se prononce vivement contre ce double jeu et déclare son 'Non' à l'adhésion de la Grande-Bretagne sans consulter ses partenaires européens. Surtout les Pays-bas et la Belgique sont favorables à une Grande-Bretagne dans la CEE et essaient de négocier avec le général en lui proposant des concessions remarquables. « [M]ais les deux pays apprirent alors que l'on ne 'négocie' pas avec le général de Gaulle (on accepte ou simplement on refuse). »²⁶

Même une deuxième candidature britannique en 1967 n'a pas davantage de succès. De Gaulle craint de laisser entrer avec la Grande-Bretagne un 'cheval de Troie' des Etats-Unis, avec lesquels il y a des tensions considérables après la décision du général de se retirer des organisations militaires intégrées de l'OTAN. Cela souligne la politique d'indépendance du général envers les États-Unis et marque le point culminant dans la crise franco-américaine. De plus, il ne veut pas mettre en cause le leadership français dans l'intégration européenne et la balance entre la France et l'Allemagne qui serait certainement perturbée par l'adhésion d'un État politiquement considérable et économiquement plus fort que la France.

Mais aussi les partenaires européens doivent comprendre que De Gaulle essaye tout pour obtenir les résultats les plus convenables pour la France, aussi bien envers les membres de la CEE. La *crise de la chaise vide* montre une autre fois la vraie politique européenne de De Gaulle : Pour bloquer une décision des cinq autres États-membres qui veulent quitter le vote unanime dans le conseil des ministres de la CEE et adopter une règle de majorité, De Gaulle décide en juillet 1965 de ne plus envoyer ses ministres au conseil²⁷. Cela représente, à cause de l'unanimité obligatoire, un blocus absolu de la politique européenne.

La crise ne peut être résolue qu'en admettant, dans les traités signés à Luxembourg en janvier 1966, la clause que tout pays a le droit de réclamer le vote à l'unanimité s'il s'agit d'une question très importante. En l'absence d'une définition de 'question importante', une porte de sortie est ménagée pour toute

²⁶ Saint-Ouen 1997: p. 187.

²⁷ Officiellement, De Gaulle prétend que sa *politique de la chaise vide* résulte du retardement du financement de la PAC. En vérité, cela n'était qu'une raison secondaire. Pour plus de détails voir Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 26-27.

décision à prendre dans le cadre européen, ce qui donne effectivement à chaque pays le droit de veto. De Gaulle et la France ont à nouveau gagné.

Sans doute Charles de Gaulle a eu des idées et concepts pour l'Europe, et on ne peut pas lui reprocher de n'avoir rien achevé sur le plan européen. Mais, comme le dit son biographe Jean Lacouture : « Son Europe est sincère. Elle est ouverte, généreuse. Mais irréductiblement tricolore... »²⁸.

Si c'est une crise extérieure qui a provoqué le retour au pouvoir du général, c'est une crise intérieure – la crise de 1968 – qui marque la fin de son règne et conduit à sa démission. Son Premier ministre, Georges Pompidou, toujours dans l'ombre du Président omnipotent et sans aucune expérience sur le champ européen, doit payer les pots cassés de son prédécesseur et relancer les relations bilatérales mises à l'épreuve par la politique européenne française pendant la présidence de De Gaulle.

2.1.2.2 L'héritier gaullien

La politique européenne de la France sous l'égide de Georges Pompidou, souvent appelé la *relance européenne*, est marquée par une nouvelle définition du rôle français dans le monde : peu après les élections en 1969 qui marquent une victoire claire de l'ancien premier ministre et prolongent le règne des gaullistes, Pompidou abandonne le rêve français d'être une puissance mondiale du premier rang. Il accepte les Etats-Unis comme première puissance occidentale – une idée toujours vivement rejetée par De Gaulle – et voit que seul une Europe unie peut empêcher le déclin de la France vers une puissance régionale. De plus, Georges Pompidou renonce déjà dans sa campagne présidentielle à faire obstacle à une adhésion de la Grande-Bretagne, qui va entrer dans la CEE avec l'Irlande et le Danemark en 1973. Ainsi voit-on des changements remarquables en comparaison avec la politique du général. Bitsch résume les ambitions européens de Pompidou :

« [I]l est convaincu de la nécessité de poursuivre la construction de l'Europe, seule capable d'assurer sa modernisation, sa puissance et son indépendance, (...) [et il] veut sortir la Communauté de l'impasse. »²⁹

²⁸ Lacouture, Jean 1986: p. 315.

²⁹ Bitsch 2008: p. 173.

Mais l'ère Pompidou voit aussi la séparation de l'alliance franco-allemande : le nouveau chancelier allemand, Willy Brandt, proclame une nouvelle orientation de la politique de l'extérieure de l'Allemagne et essaye surtout de détendre les tensions avec les pays du bloc de l'Est. Le Président français voit dans cette nouvelle *Ostpolitik* la tentative allemande de quitter le chemin commun avec la France et l'Europe et une émancipation de l'Allemagne. Pour cette raison, il commence à forcer l'intégration européenne pour attacher l'Allemagne irréversiblement à la construction européenne et pour exclure la possibilité d'une politique trop indépendante sur le plan international de la RFA. Ainsi l'initiative française pour l'Europe commune est-elle un 'combat de retraite' pour marginaliser les idées trop progressistes de l'Allemagne. Même l'adhésion de la Grande-Bretagne peut être interprétée comme manœuvre habile de Georges Pompidou pour équilibrer la nouvelle puissance allemande³⁰.

Bien que Pompidou lui-même soit à peu près autant eurosceptique que son prédécesseur et refuse toute ambition supranationale, il y a parmi ses collaborateurs des européens convaincus qui contrebalancent l'attitude du Président : Parmi ses ministres, on trouve plusieurs membres du Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe, une association fondée par Jean Monnet pour travailler pour une Europe selon le modèle des Etats-Unis d'Amérique. Maurice Schumann, membre du Comité et ministre des Affaires étrangères sous le Président Pompidou, contribue largement à la progression des dossiers européens et mérite une grande partie du succès de l'adhésion britannique.

Le mort du Président, qui prend vers la fin de sa présidence des décisions de plus en plus gaullistes et contre ses partenaires européens, ouvre la porte à une nouvelle époque de la politique européenne de la France. Le gaullisme comme doctrine de la politique européenne française ne va revenir au pouvoir qu'en 1995.

2.1.2.3 Résumé des acteurs essentiels sous l'ère gaulliste

Du point de vue des acteurs, on peut constater que l'époque de 1958 à 1969 ne connaît qu'un acteur décisif : le général De Gaulle. Il prend tous les décisions et dirige la politique européenne selon ses propres goûts. On le constate aussi dans

³⁰ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 30.

la question allemande : Anciennement hostile à toute coopération avec l'Allemagne, il force la réconciliation après son retour au pouvoir, sans doute aussi grâce à ses relations amicales avec le chancelier allemand, Konrad Adenauer. Au contraire, il refuse l'adhésion britannique contre la volonté de ses partenaires européens, seulement à cause de ses propres idées d'une Europe continentale avec un noyau franco-allemand sans la participation d'une troisième puissance considérable.

L'ère de Pompidou doit être vue sous l'angle de l'ère de De Gaulle. D'un côté, le nouveau Président doit renouveler les relations tendues avec les autres pays européens, de l'autre côté il n'a pas du tout le format rhétorique ni charismatique de son prédécesseur³¹ pour résoudre ces tâches complexes et difficiles. Ainsi a-t-il besoin de collaborateurs compétents, ce qui donne à plusieurs personnes la possibilité d'agir sur le terrain européen. Ce sont surtout les pro-européens autour de Jean Monnet, et particulièrement le ministre des Affaires étrangères, Maurice Schumann, qui essaient de profiter du rôle moins omnipotent du Président. Peut-être Maurice Schumann est-il le ministre des Affaires étrangères de la V^e République avec le plus grand potentiel d'action sur le plan européen.

2.1.3 Les européens convaincus

2.1.3.1 La vraie relance européenne

Le 19 mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing, chef de l'UDF, un parti explicitement pro-européen, est élu Président de la République et rompt avec les traditions gaullistes dans la politique européenne de la France. Giscard sans doute peut être considéré européen de cœur : Pour lui, la construction européenne est une nécessité incontournable, et la construction d'une Europe puissante est la seule possibilité de garantir à la fois l'indépendance européenne et française. C'est lui qui lance pour la première fois le concept de l'*Europe Puissance* – contrairement

³¹ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 27.

au concept seulement géographique de l'*Europe Espace* – qui à pour objet une Europe politique et indépendante sur le plan international³².

Peu après son élection, Giscard annonce une vraie relance de la politique européenne : Il propose la limitation du droit de veto, qui a été institué sur l'instance du général De Gaulle, et se montre ouvert à une élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Ainsi est-il le premier Président français qui ne s'oppose pas à une supranationalisation de la Communauté, une idée impensable pour ses prédécesseurs De Gaulle et Pompidou.

Bien sûr on doit se rendre compte que le septennat giscardien est marqué par une crise mondiale économique qui montre de nouveau que la France ne peut pas survivre toute seule sur le plan international. Giscard sait qu'il a besoin d'une Communauté forte pour résoudre les problèmes de la France et, comme les précédents Présidents français, il se sert du projet européen pour en faire profiter son propre pays. Mais contrairement aux Présidents gaullistes on doit admettre qu'il est européen sans restrictions et qu'il s'engage sur les deux chemins avec la même intensité : le chemin français et le chemin européen. De plus, la conviction immuable de Valéry Giscard d'Estaing de jouer un rôle décisif dans la construction européenne vient d'une conclusion logique qu'il nous explique dans ses mémoires :

[L]’organisation de l’Europe est une question de survie pour les Européens face aux grandes puissances, et [...] ‘c’est aussi l’intérêt de la France de conduire l’organisation de l’Europe ! Quand on est à la tête, on conduit, quand on est à la traîne, on subit !’³³

Une des plus importantes décisions sur le plan européen pendant la présidence de Giscard est sans doute l'installation du Système monétaire européen (SME). Ce système qui est mis en place en 1979 a pour but une monnaie unique européenne et est voulu par le moteur franco-allemand qui commence de nouveau à diriger la Communauté après la stagnation sous la présidence de Pompidou. Giscard entretient de bonnes relations avec le chancelier allemand, Helmut Schmidt, et les deux chefs d'État, qui sont tous les deux des européens convaincus, essayent toujours de surpasser l'enthousiasme européen de l'autre. De plus, Giscard accepte dans le cadre du SME la dominance allemande sur le

³² cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p.36.

³³ Giscard d'Estaing 2006: p. 237.

plan économique et ne s'oppose pas au fait que cela fait « très vite apparaître le SME comme une 'zone mark'. »³⁴ En revanche, l'Allemagne donne son consentement à la prééminence de la France dans le cadre de la politique internationale de la Communauté.

La politique européenne de la France pendant le septennat de Giscard est marquée par le rôle puissant du Président de la République qui n'accepte pas de partager les compétences dans un domaine auquel il semble être attaché personnellement. Néanmoins il y a des opposants, dont le plus important est nommé Premier ministre de 1974 à 1976 : Jacques Chirac. Le chef du RPR qui a soutenu la campagne électorale de Giscard contre le candidat gaulliste Chaban-Delmas et ainsi divisé la droite française, a une autre idée de l'Europe. Valéry Giscard d'Estaing décrit les positions européennes de son premier ministre en disant que

son objectif est de dire non 'à la politique de supranationalité, à l'asservissement économique et à l'effacement international de la France.' [...] [Il a] pour seul objectif d[e] défendre les intérêts nationaux de la France, intérêts qui sont souvent assimilés à la puissance des lobbies [...]³⁵

Évidemment Jacques Chirac a une idée gaulliste de l'Europe qui doit servir à la France, mais sans y faire des transferts de compétences et sans aucune attitude supranationale. Ce mémoire va revenir plus précisément sur les idées chiraquiennes de l'Europe. Pour l'instant il suffit de savoir que le Président Valéry Giscard d'Estaing et son Premier ministre Jacques Chirac n'ont pas grand chose en commun en ce qui concerne le champ européen. À cause de la prise en charge présidentielle du sujet européen, cela ne marque pas profondément la politique européenne de la France pendant la présidence de Giscard.

Les premières élections européennes en 1979 marquent le point culminant des desseins européens de Giscard d'Estaing. Contre une opposition tenace et intransigeante dans l'Assemblée nationale, qui prône l'incompatibilité des élections européennes avec la Constitution française, il réussit, avec le soutien du Conseil constitutionnel, à organiser les élections européennes comme prévu.

³⁴ Bitsch 2008: p. 214.

³⁵ Giscard d'Estaing 2006: p. 241.

Pour équilibrer cette croissance d'influence de l'aspect supranational, Giscard crée avec ses partenaires européens le Conseil européen qui réunit les chefs d'État de la CEE et fonctionne comme comité directeur de la Communauté.

Gisela Müller-Brandeck-Bocquet résume très précisément l'ère giscardienne et son impact à l'intégration européenne :

Paradoxerweise konnten während der 7-jährigen Amtszeit Giscard d'Estaings, dieses überzeugten Europäers, außer der Institutionalisierung des Europäischen Rats, der Direktwahl des EP [Parlement européen; note de l'auteur] und der Schaffung des EWS [SME; note de l'auteur] keine weiteren europapolitischen Innovationen eingeführt werden. Dies waren zugegebenermaßen beachtliche und auch folgeschwere Schritte auf dem Weg zur Einheit Europas; die Vertiefung der Integration und die Stärkung der internationalen Rolle der EG [CE; note de l'auteur] konnten damit aber nicht erreicht werden.³⁶

2.1.3.2 Quelle politique européenne socialiste ?

Les élections de 1981 marquent la défaite de Valéry Giscard d'Estaing et pour la première fois l'arrivée d'un Président socialiste : François Mitterrand. Comme son prédécesseur, Mitterrand peut être considéré européen de cœur. Collaborateur de la première heure de la construction européenne, l'Europe et l'édification d'une Union qui doit garantir la paix 'éternelle' en Europe pour lui sont des buts personnels et incontournables.

Sur la question du type du gouvernement de l'Europe, il ne quitte pas le chemin intergouvernemental traditionnel de la France. Comme ses prédécesseurs – peut-être à l'exception de Valéry Giscard d'Estaing – il reste favorable à des décisions intergouvernementales, ce qui est expliqué par Alistair Cole par la forme de la présidence française elle-même, laquelle donne au Président de la République un mandat exceptionnel dans le champ européen³⁷.

L'idée de l'Europe de François Mitterrand est absolument pro-européenne, mais fondamentalement différente de celle de tous les Présidents français précédents. Son Europe est marqué par l'idéologie socialiste qui n'approuve pas trop la focalisation sur les domaines économiques, laissant totalement à l'écart le

³⁶ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 39-40.

³⁷ cf. Cole 1994: 125.

domaine social. Mitterrand sait qu'une Union sociale ne peut être acquise que dans un cadre politique et force l'intégration politique de la Communauté qui se trouve encore à l'état embryonnaire. Bien que les premières années de la présidence de François Mitterrand ne permettent pas de grands pas dans la construction européenne, surtout à cause des communistes qui font partie du gouvernement et se montrent assez hostiles à tout transfert de compétence, la présidence française du Conseil européen en 1984 marque une nouvelle relance de la dynamique européenne. En effet, c'est une initiative des ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne et de l'Italie, Hans-Dietrich Genscher et Emilio Colombo, qui propose un projet d'acte européen³⁸. Le vif soutien par François Mitterrand de cette initiative permet sans doute de déboucher en 1985 sur l'Acte unique européen.

Du point de vue actuel, Müller-Brandeck-Bocquet lui reproche de n'avoir pas été un européen convaincu jusqu'au moment où il a compris que la France a besoin de l'Europe plus que l'Europe de la France, et que le socialisme à la française n'a pas de chance de réussir dans l'économie mondiale³⁹. À mon avis les motifs de Mitterrand ne sont pas si calculateurs et dépourvus d'émotion. Mitterrand a exprimé déjà sous la IV^e République son adhésion à une intégration européenne, mais il a eu des problèmes pour accepter l'Europe héritée en 1981 de ses prédécesseurs, qui l'ont vue comme un moyen d'équilibrer la faiblesse économique de la France. Mitterrand opte pour une Europe puissante, surtout sur le plan social et sur le plan scientifique, qui reste toujours un domaine d'intérêt personnel pour lui. Peut-être se rend-il compte après une courte période de réflexion qu'il ne doit pas laisser l'Europe aux économistes, mais lutter pour une Europe selon ses propres vues. L'Acte unique européen est sans doute le premier résultat de ce cheminement.

Pour garantir un travail efficace et conclusif, François Mitterrand noue des relations très étroites avec la RFA. Jusqu'à la fin du deuxième septennat, le tandem François Mitterrand et Helmut Kohl, chancelier allemand dès 1982, fonctionne comme moteur européen. D'une part, la réconciliation franco-allemande, grâce aux relations amicales entre Mitterrand et Kohl, peut-être considérée achevée. D'autre part, la chute du mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne font de la RFA un acteur qui n'est plus négligeable sur le plan

³⁸ cf. Bitsch 2008: 224.

³⁹ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 62-63.

international et forcent l'engagement français pour une intégration plus profonde de l'Allemagne dans les structures européennes⁴⁰.

Les années suivantes entrent dans l'histoire comme les années glorieuses de la politique européenne française⁴¹. La fin du monde bipolaire stimule un nouveau débat sur la finalité de l'Europe dont le centre se déplace vers l'Est, sans le mur qui a séparé le continent pour environ quarante années. Mitterrand comprend qu'il faut plus que jamais prendre le rôle de pionnier pour ne pas perdre l'initiative dans la construction européenne. Ainsi est-il rendu possible que le commencement des années 90 voie des pas décisifs sur le plan européen, construisant une Union politique avec un agenda beaucoup plus grand que l'avaient envisagés les pères de la Communauté. Le marché unique, préparé par l'acte unique, commence à être réalisé, et les douze membres⁴² sont décidés d'aller plus loin : En 1991, les chefs d'État des douze pays membres se mettent d'accord sur la fondation d'une union politique – l'Union européenne. Initiée par le tandem franco-allemand, cette Union marque peut-être le plus grand pas vers une Europe unie depuis les traités de Rome. Pour la première fois il y a un consensus presque unanime⁴³ qu'une Union européenne doive inclure l'aspect politique. Le traité de Maastricht prévoit un système de trois piliers, dont le premier contient les traités déjà achevés dans le cadre de la Communauté européenne, alors surtout l'aspect économique. Le deuxième représente la politique étrangère et le troisième la coopération judiciaire et policière. François Mitterrand et son ministre chargé des Affaires européennes, Elisabeth Guigou, insistent surtout sur une politique étrangère commune – un domaine toujours réservé à la Grande Nation, et essayent d'initier une politique de défense européenne, indépendante des Etats-Unis et de l'OTAN. Le but de la France et de Mitterrand est une Union européenne qui n'ait plus besoin de la puissance protectrice américaine. Antérieurement plus ouverte à une coopération amicale avec les Etats-Unis, Mitterrand voit grâce au nouveau système mondial,

⁴⁰ Au commencement, Mitterrand est hostile à toute idée qui réunit la RFA et la RDA, formant ensemble de loin le plus grand État européen du point de vue de la population. Il collabore avec le chef d'État soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, qui s'oppose aussi à une réunification. Mais avec la chute de l'URSS, Mitterrand ne peut plus empêcher la réunification, soutenue par presque tous les pays occidentaux. Pour plus d'informations, voir Müller-Brandeck-Bocquet: p. 87-95, Buda 1990: p. 167-168 et Engelkes 2005: p. 115-116.

⁴¹ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 87.

⁴² La Grèce, l'Espagne et le Portugal entrent dans la Communauté dans les années 80.

⁴³ Seulement les Britanniques et leur Premier ministre, Margaret Thatcher, restent toujours réservés vis-à-vis d'une Union trop politique et trop puissante.

qui a fait disparaître la menace soviétique, la chance unique d'échapper à la prédominance américaine. Pour atteindre ce but, il faut construire une Europe puissante avec un noyau franco-allemand. Malheureusement, ces plans échouent en ce qui concerne deux points : Premièrement, une vraie politique étrangère commune, mais aussi une politique de défense européenne sont strictement rejetées par la Grande-Bretagne qui ne veut pas remettre en cause ses relations privilégiées avec les Etats-Unis. Ainsi la nouvelle Union est-elle politiquement étendue, mais ceci reste limité plus ou moins à la politique économique et à quelques domaines moins importants. Les 'domaines chauds' restent de la compétence de chaque pays. Deuxièmement, le traité de Maastricht marque la fin des années glorieuses de la politique européenne en France. Mitterrand, qui négocie les affaires européennes très librement et sans beaucoup s'appuyer sur les forces nationales, doit se rendre à l'évidence qu'en France il s'est formé entre-temps un front consistant contre le traité de Maastricht. Deux leaders du champ conservateur, Séguin et Pasqua, tout comme le Front National (FN) et le Parti Communiste Français (PCF) se proclament contre le traité et forcent le Président à annoncer en 1992 un référendum sur le traité en France. Mais les conservateurs ne sont pas unis, et Jacques Chirac, chef du parti gaulliste RPR, s'engage pour la ratification du traité. Bien que les chefs de parti des deux partis majeurs, le PS et le RPR, prônent le 'Oui', ils doivent craindre que le référendum ne soit pas compris comme un référendum sur l'Europe, mais utilisé par les citoyens pour voter contre l'élite politique dirigeante⁴⁴.

Finalement, le plébiscite donne une courte victoire au 'Oui' avec 51,02% contre 48,98% au 'Non'⁴⁵. Mais la France se trouve clairement séparée dans deux champs sur la question européenne, et cela va profondément marquer la politique européenne française des années suivantes.

Les dernières années de la présidence de Mitterrand de 1993 à 1995 voient pour la première fois un vrai partage des domaines européennes entre le Président et le Premier ministre. Contrairement à la première cohabitation avec le Premier ministre Jacques Chirac, de 1986-1988, lequel était toujours marginalisé par le Président omnipuissant, la deuxième cohabitation avec Edouard Balladur donne une liberté jusque là inconnue au chef du gouvernement. L'explication est

⁴⁴ cf. Appleton 1996: p. 302.

⁴⁵ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 122.

évidente : François Mitterrand n'a plus la force de s'engager dans tous les domaines à cause de l'évolution de sa maladie⁴⁶, et Balladur devient l'acteur le plus important dans la politique européenne⁴⁷. Il lance son concept d'une Europe à plusieurs cercles⁴⁸ qui influencera la discussion de l'intégration des années suivantes. Néanmoins il ne peut pas prendre de décisions spectaculaires dans le cadre européen : D'une part, il est confronté avec une population et un parti qui est au moins partiellement eurosceptique, et d'autre part le président sortant, bien qu'il n'ait plus prise les décisions quotidiennes, n'accepte pas un changement de sa politique européenne.

2.1.3.3 Résumé des acteurs essentiels sous l'ère des européens convaincus

Pour conclure, on peut dire que les présidents sont les acteurs principaux sur la scène européenne. Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand sont des présidents forts qui dirigent eux même la politique extérieure de leur pays. Cependant on peut ajouter deux autres personnages qui ont joué un rôle, peut-être pas décisif, mais au moins important, dans la politique européen de la France de cette époque : Les Premiers ministres Jacques Chirac et Edouard Balladur. Jacques Chirac, deux fois Premier ministre, sous la présidence de Giscard et la présidence de Mitterrand, peut influencer la politique européenne française, surtout pendant son premier gouvernement en agissant vivement contre les transferts de compétences envisagés par le président. Mitterrand ne laisse pas d'espace à un engagement trop actif du Premier ministre Chirac dans les affaires européennes et dirige lui-même sans compromis la politique européenne. Ce n'est qu'à cause de sa maladie qu'il concède vers la fin de son deuxième mandat plus de compétences au Premier ministre Balladur. Celui-ci ne peut pas agir librement, mais il peut se rendre compte d'être le premier ministre avec la plus grande liberté dans le domaine européen de la V^e République. De plus, son concept de l'Europe à plusieurs cercles qui envisage d'installer plusieurs degrés d'intégration des pays

⁴⁶ Déjà avant sa première candidature présidentielle en 1981, François Mitterrand souffre de cancer de la prostate. Le public n'apprend la maladie de son Président qu'après la réélection de Mitterrand pour son deuxième mandat.

⁴⁷ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 128.

⁴⁸ cf. Frachon 1995a: p. 9.

européens, lance un débat sur la construction européenne qui durera jusqu'au nouveau millénaire.

2.2 Jacques Chirac et sa démarche politique dans le contexte de la politique européenne

2.2.1 Les fonctions politiques de Jacques Chirac dans la V^e République

Comme montré dans l'introduction, le Président de la République française est selon la Constitution et la Science Politique l'acteur principal du domaine européen. Pour cette raison il est indispensable de présenter, avant d'entrer dans les années de la présidence chiraquienne, la démarche politique de Jacques Chirac dans le contexte de la politique européenne, afin de mieux comprendre l'ère présidentielle de 1995 à 2007.

2.2.1.1 Les premiers pas dans la politique

Né en 1932 à Paris, Jacques René Chirac opte très tôt pour la politique. Contre l'avis de son père, il s'inscrit après son baccalauréat à l'Institut d'études politiques de Paris. Pendant cette période, il s'identifie plutôt aux idées révolutionnaires de la Gauche qu'aux idéologies qu'il abordera plusieurs années après. *L'Humanité*, un journal communiste, montre à propos de l'élection présidentielle en 1995 le passé de gauche de Chirac : Pendant ses études, il a participé plusieurs fois à des réunions de cellules communistes et il a signé en 1950 un appel contre l'armement nucléaire⁴⁹ – un fait très embarrassant au regard de la position chiraquienne de 1995.

Après ses études de Science Po, Jacques Chirac est reçu à l'École nationale d'administration (ENA). En 1959, après son service militaire et la participation à la guerre d'Algérie, il finit ses études et commence à travailler auprès du directeur général de l'Agriculture en Algérie. En 1962, il est nommé au cabinet du Premier ministre, Georges Pompidou. Grâce à ses bonnes relations avec le chef du gouvernement, Chirac voit s'ouvrir une carrière politique exceptionnelle. En 1967, à l'âge de 35 ans, il est nommé secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires

⁴⁹ cf. Lecomte 1995.

sociales. En 1968 il change de ministère et collabore, comme secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances, avec le ministre Valéry Giscard d'Estaing. Cela ne sera pas la dernière collaboration de ces deux hommes d'État...

Sous la présidence de Pompidou, Chirac est nommé ministre délégué chargé des relations avec le Parlement en 1971. Mais c'est de 1972 à 1974 qu'il occupe son premier poste d'une importance décisive : ministre de l'Agriculture et du Développement rural. C'est le temps pendant lequel il forge ses premiers positions vis-à-vis l'Europe, et, selon plusieurs critiques, c'est aussi le temps pendant lequel il se décide (peut-être) irrévocablement contre l'Europe. Georges de La Loyère, collaborateur de Valéry Giscard d'Estaing et militant pro-européen, résume la position européenne de Jacques Chirac de son point de vue personnel :

La réalité, c'est que, sauf pour des préoccupations d'ordre strictement politique, le fond du sujet, à savoir le fonctionnement de l'Europe, ne l'intéressait pas. Ce qui l'intéressait, c'était d'être toujours le ministre de l'agriculture des années 70, celui qui allait à Bruxelles taper sur la table, et en revenait avec un succès : 'J'ai gagné !'⁵⁰

La politique agricole restera pour Chirac, comme autrefois pour De Gaulle, un sujet décisif dans la politique européenne pendant toute sa carrière politique. L'idée d'utiliser l'Europe pour soutenir financièrement l'agriculture française est une attitude-clé de ces deux politiciens.

En 1974, quelques mois avant la mort de Georges Pompidou, il passe au ministère de l'Intérieur. Mais les élections présidentielles constituent un nouveau défi pour Jacques Chirac : Après avoir soutenu, contre son propre parti et son candidat gaulliste Chaban-Delmas, la candidature du candidat libéral Valéry Giscard d'Estaing qui emporte les élections avec 50,60% devant François Mitterrand du Parti socialiste (PS), Chirac est nommé pour la première fois Premier ministre.

2.2.1.2 Chirac, l'eurosceptique

Mais la collaboration entre Giscard et Chirac ne fonctionne pas du tout et c'est, entre autre, le dossier européen qui sépare les deux politiciens. Giscard se comporte fortement comme pro-européen et force la poursuite de l'intégration de

⁵⁰ La Loyère 2008: p. 31-32.

la Communauté européenne. Au contraire, Chirac est convaincu des positions gaullistes d'une Europe des Nations et hostile à toute idée de donner plus de compétences à l'administration de Bruxelles.

En 1976, deux années après avoir été nommé premier ministre, il quitte son poste à cause de différences insurmontables avec le Président de la République. Mais dès 1977 Chirac se fait élire maire de Paris et devient ainsi le premier maire de Paris depuis que cette fonction sensible a été supprimée après la Commune, il y a plus d'un siècle. Il restera à son poste jusqu'en 1995. Dans les années quatre-vingt-dix, il est accusé de détournement des finances parisiennes pour ses campagnes électorales et de népotisme. Mais Chirac lui-même n'est jamais condamné. Néanmoins, la Mairie de Paris est une base d'opération importante pour les prochaines étapes de la carrière de Jacques Chirac.

En 1978, il lance le fameux *Appel de Cochin* qui montre encore une fois très clairement les positions chiraquiennes à l'égard de l'Europe. À propos des premières élections du Parlement européen, il se déclare contre la construction européenne à la manière giscardienne et accuse le Président de la République de trahir les intérêts de la France :

L'Europe que nous attendions et désirions, dans laquelle pourrait s'épanouir une France digne et forte, cette Europe, nous savons depuis hier qu'on ne veut pas la faire. Tout nous conduit à penser que, derrière le masque des mots et le jargon des technocrates, on prépare l'inféodation de la France, on constant à l'idée de son abaissement. [...] C'est pourquoi nous disons NON. NON à la politique de la supranationalité. NON à l'asservissement économique. NON à l'effacement international de la France. [...] Nous voulons [...] une Europe européenne, où la France conduise son destin de grande nation. Nous disons non à une France vassale dans un empire de marchands, non à une France qui démissionne aujourd'hui pour s'effacer demain.⁵¹

Chirac se rallie complètement à l'idée gaulliste de l'Europe : Une Communauté d'États souverains qui doit servir aux exigences de la France. Il refuse l'aspect supranational et tout transfert de compétences qui pourrait diminuer le rôle français dans la politique internationale. Dans le droit fil de la tradition gaullienne, l'Europe ne sert que comme moyen pour atteindre le but⁵².

De plus, Chirac critique assez directement la politique européenne du Président Valéry Giscard d'Estaing en disant, vers la fin de son appel, que c'était « le parti

⁵¹ Chirac 1978: p. 513-515.

⁵² cf. Wagner 2001: p. 182.

de l'étranger » avec ses « technocrates » qui trahissaient les intérêts français. « Le parti de l'étranger » pour lui est sans doute l'UDF, le parti du Président⁵³. Au-delà, Jacques Chirac conduit lui-même la liste *Défense des intérêts de la France en Europe* pour les élections européennes en 1979, mais son audience reste très marginale. Il ne se place qu'en quatrième position derrière la droite modérée, les socialistes et même les communistes.

2.2.1.3 Le retour chiraquien à l'Europe ?

En 1981, il se présente pour la première fois aux élections présidentielles, mais c'est le socialiste François Mitterrand qui emporte l'élection au deuxième tour contre le Président sortant, Valéry Giscard d'Estaing. Entre 1981 et 1986, Chirac se contente de son rôle du chef de l'opposition. Mais après les élections législatives qui amènent pour la première fois dans l'histoire la situation d'un Président sans majorité à l'Assemblée Nationale, Chirac est nommé Premier ministre et devient le premier chef du gouvernement d'une cohabitation en France. Cette cohabitation pose pour la première fois la question des *domaines réservés* au Président de la République. Venant d'un autre parti que le Président, le Premier ministre n'accepte plus la domination des Affaires étrangères et européennes par le chef de l'État. Ainsi Jacques Chirac réussit-il à accompagner François Mitterrand dans toutes les grandes réunions internationales, y compris les réunions du Conseil européen. Contrairement à ses convictions des années 70, pendant son mandat de Premier ministre il ne fait jamais obstacle à aucune décision à prendre sur l'agenda européen. En 1986, il ratifie sans hésiter l'Acte unique européen. Müller-Brandeck-Bocquet nous explique la motivation de ce volte-face:

Chirac [war] auch [bereit], die Einheitliche Europäische Akte (EEA), die im Dezember 1985 beschlossen worden war [...], zu akzeptieren. Hätte er, der in den 70er Jahren durchaus europakritisch aufgetreten war, die EEA abgelehnt, so hätte er die UDF gegen sich aufgebracht und das Label ‚präsidentiabel‘ verspielt.⁵⁴

⁵³ cf. Giscard 2006: p. 240.

⁵⁴ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 49.

Grosso modo, le temps du gouvernement Chirac, de 1986 à 1988, reste, du point de vue de la politique européenne, sans éclat⁵⁵.

Après son deuxième échec aux présidentielles de 1988, cette fois au deuxième tour contre le Président sortant, il est une nouvelle fois condamné à l'opposition. Dans le débat sur le traité de Maastricht qui va, comme déjà signalé précédemment⁵⁶, diviser profondément la France en deux camps entre pro et anti-européens, Chirac se range cette fois au côté des partisans du traité. Contre ses anciens collaborateurs gaullistes, Charles Pasqua et Philippe Séguin qui prônent le 'Non', Jacques Chirac se déclare favorable à la réforme de Maastricht. Le référendum décidé par François Mitterrand pour aboutir le débat, a un caractère décisif pour l'avenir de la France et même de l'Europe. Giesbert cite Jacques Chirac ayant proclamé en 1992 :

'Si le non l'emporte, l'Europe sera cassée [...]. Nous n'avons pas le droit de déstabiliser l'Europe, nous n'avons pas le droit d'isoler la France... [...]. Si la France répond 'non', c'est une interruption du processus de construction européenne qu'il faut attendre. Si nous disons 'non', la France s'affaiblira définitivement.'⁵⁷

C'est un changement de position considérable vis-à-vis de son discours de l'année 1978, dans lequel il s'est déclaré franchement anti-européen.

Effectivement, la victoire des pro-européens est assez courte. Comme le commente Bitsch, ce n'est qu'un « 'petit oui', qui l'emporte, au référendum du 20 septembre, par 51% des voix exprimées contre 49%... »⁵⁸. Néanmoins c'est une victoire des Français pro-européens et surtout du Président, François Mitterrand, qui a pris vivement position pour le 'Oui'. Et Giesbert ajoute : « Mais c'est aussi une victoire de Chirac. Sur lui-même. »⁵⁹ En comparaison avec ses convictions des années 70, Jacques Chirac a changé presque complètement d'avis.

Les années de la deuxième cohabitation de 1993 à 1995 ne voient pas un engagement chiraquien sur le plan européen digne d'être mentionné. Chirac se concentre plutôt sur les prochaines élections présidentielles et laisse le poste du Premier ministre à son ancien collaborateur, Édouard Balladur. D'ailleurs, il évite

⁵⁵ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 81.

⁵⁶ cf. chapitre 2.1.3.

⁵⁷ Giesbert 2006: p. 61.

⁵⁸ Bitsch 2008: p. 254.

⁵⁹ Giesbert 2006: p. 61.

toute polémique anti-européenne pour ne pas compromettre son image d'homme politique de premier plan.

Après avoir vu les différentes attitudes de Chirac pendant sa carrière politique à l'égard de l'Europe, on peut se demander franchement ce qu'était la vraie conviction de Jacques Chirac. En résumant la multitude des idéologies chiraquiens, Giesbert constate lapidairement : « C'est beaucoup pour un seul homme. »⁶⁰ Mais la question de savoir si Chirac est, au moins jusqu'au commencement de son mandat présidentiel, plutôt pro-européen ou plutôt anti-européen, partage les avis : La Loyère explique sa position :

Quant à Chirac, c'est simple, il n'a jamais été européen. Il n'en a jamais perçu l'intérêt, n'a jamais eu la moindre idée pour faire avancer l'Europe. Il a voté 'oui' à Maastricht – contre la majorité du RPR – parce qu'il pensait que le 'non' risquait de lui nuire pour conquérir l'Élysée.⁶¹

Au contraire, Giesbert soutient une autre thèse, diamétralement opposée à celle de La Loyère : « Européen, Chirac ? En petit comité, il l'a toujours été. Il n'a simplement pas eu le feu sacré, comme Mitterrand ou Giscard. »⁶²

Peut-être la vérité sur la position de Chirac concernant l'Europe se trouve-t-elle quelque part entre ces deux thèses. Ce qui est sûr, c'est que Chirac change souvent de position. C'est en outre pour cette raison que je trouve très intéressant de regarder l'influence personnelle de cet acteur envers la politique européenne de la France pendant les années de sa présidence.

2.2.2 Les élections en 1995 et les positions européennes des candidats

Les élections présidentielles de l'année 1995 connaissent huit candidats qui essayent de conquérir l'Élysée, mais seuls trois ont des chances réelles : Lionel Jospin, candidat du Parti socialiste (PS) et les deux candidats du Rassemblement pour la République (RPR), Jacques Chirac et Édouard Balladur. Cette situation est assez délicate, car c'était Balladur qui s'est fait nommer Premier ministre pour faciliter l'élection de Jacques Chirac :

⁶⁰ Giesbert 2006: p. 24.

⁶¹ La Loyère 2008: p. 31.

⁶² Giesbert 2006: p. 58.

Balladur war öffentlich dafür eingetreten, dass der künftige Präsidentschaftskandidat der Gaullisten – und das schien nur Chirac werden zu können – sich nicht erneut in Matignon verschleiße und diesen Opfergang lieber einem anderen übertragen sollte.⁶³

La candidature balladurienne choque les partisans de Jacques Chirac et provoque la division du camp gaulliste. L'image du 'coup de poignard' dans le dos de Chirac est vivement ressentie, et Balladur est stigmatisé, considéré comme un traître sournois. Mais cette guerre fratricide ouvre la porte au candidat socialiste, Lionel Jospin, qui voit augmenter ses chances à cause de la division de la droite.

Pour cette étude il sera important d'examiner les conceptions européennes des trois candidats pour le poste du Président de la République : d'un côté parce qu'ils sont tous les trois des acteurs qui influencent et vont influencer dans les années suivantes la politique européenne de la France, de l'autre côté pour regarder l'hypothèse ce qui aurait pu se passer si Jacques Chirac n'avait pas emporté les élections du 17 mai 1995.

2.2.2.1 Les positions européennes de Édouard Balladur

Édouard Balladur, le Premier ministre de François Mitterrand des années 1993 à 1995, propose dans sa campagne électorale trois thèmes centraux concernant la politique européenne : Premièrement, il insiste sur la mise en œuvre de la monnaie unique, si possible déjà dès 1997 et non, comme prévu dans les traités, en 1999. Deuxièmement, il s'occupe du développement de l'Union européenne à l'égard de l'élargissement vers l'Est. À ce propos, il proclame sa théorie des trois cercles qu'il a construite pendant son temps de Premier ministre. Ces cercles sont :

celui du droit commun (ce que doivent obligatoirement faire en commun les membres de l'Union) ; celui de la coopération privilégiée (ouvert à ceux qui, dans tel ou tel domaine, veulent aller plus loin sur la voie de l'intégration) ; enfin celui de la coopération élargie (il accueillera, par le biais d'accords de coopération, les États qui ne peuvent adhérer à l'Union).⁶⁴

À l'aide de ces trois cercles, Balladur pense éviter une paralysie des institutions européennes à l'entrée des États de l'Est dans l'Union. D'un autre côté, on peut lui

⁶³ Müller-Bandeck-Bocquet 2004: p. 54.

⁶⁴ Frachon 1995a: p. 9.

reprocher de provoquer une fragmentation de l'Europe entre ceux qui vont de l'avant et ceux qui s'en tiennent au minimum. Balladur lui-même voit la France dans le premier groupe, formant au sein de l'Allemagne le 'moteur européen'.

Le troisième point du programme balladurien, c'est la création d'une force humanitaire européenne. En 1995, au vu de la guerre en ex-Yougoslavie, les européens apprennent que leurs forces ne sont pas suffisantes pour une opération de guerre sans soutien américain. La France, qui a envoyé des troupes en ex-Yougoslavie, est directement touchée par ce problème qui sera un des premières tâches à mener par le prochain président de la République.

En somme, Balladur se montre relativement pro-européen et propose des concepts concrets pour le dossier européen.

2.2.2.2 La campagne européenne de Lionel Jospin

Au contraire, Lionel Jospin, le candidat du PS, se montre assez eurosceptique. Il rompt avec la politique européenne du PS sous l'égide de Mitterrand et essaye de définir une politique européenne réservée. Cela ne signifie pas qu'il n'accepte pas le projet européen et le rôle de la France dans l'Union européenne, mais il n'opte pas pour l'européisation à tout prix. Cela se voit dans la critique ouverte des critères de convergence de Maastricht, qui sont, selon Lionel Jospin, une des raisons de la crise économique et du chômage en France. La nouvelle élite du PS prend ses distances avec les buts européens de son président, François Mitterrand, et crée le slogan : « Prolonger et dépasser Maastricht »⁶⁵. Cela implique aussi une attitude critique envers l'Euro. Bien-sûr, Jospin n'ose pas s'opposer à l'union monétaire, mais il sait profiter des soucis de la population française. Il « met l'accent sur la dimension sociale de l'UE »⁶⁶, laissant plus ou moins ouvert ce qu'il voudrait faire pratiquement.

À cause de son euro-scepticisme, François Mitterrand ne soutient pas la campagne électorale de son camarade de parti – ou bien plus précisément : Lionel Jospin ne demande pas et même refuse le soutien du président ! Et c'est

⁶⁵ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 187.

⁶⁶ « L'Europe de M. Chirac », dans: Le Monde, le 17 mars 1995 : p. 16.

un secret de Polichinelle que Mitterrand préfère un successeur qui maintienne sa politique européenne, bien qu'il vienne d'un autre camp politique.

2.2.2.3 Les positions concernant l'Europe de Jacques Chirac

Quant à Jacques Chirac, on a déjà vu que ses idées de l'Europe sont fortement variables. Pour cette raison c'est un peu difficile de dégager la vraie ligne de la campagne présidentielle de Jacques Chirac.

S'il semble fort probable que J. Chirac ait connu une 'révolution intérieure' en un temps aussi court, du moins peut-on affirmer sans trop se tromper que sa position, elle, a changé⁶⁷,

constate Annie Collovald. Et Georges de la Loyère ajoute, catégorique : « Il est vrai que [Jacques Chirac] n'a jamais cru en l'Europe... Sauf quand il en escomptait un bénéfice électoral. »⁶⁸

Évidemment sa campagne n'est pas anti-européenne, car il obtient le placet de François Mitterrand qui pense, après ses divergences personnelles avec Édouard Balladur, que Chirac est le seul qui pourrait prolonger son style de politique européenne. « Mitterrand est un européen de cœur, et Chirac, de raison, mais c'est assez pour rassurer le président sortant. »⁶⁹ Müller-Brandeck-Bocquet soutient la thèse que c'est grâce à ce soutien présidentiel que Chirac peut finalement emporter les élections et dépasser Balladur et Jospin⁷⁰.

La campagne chiraquienne concernant la politique européenne essaye à mon avis de trouver un compromis entre les positions de Balladur et de Jospin. Un article de presse, paru dans Le Monde le 17 mars 1995, donne un résumé significatif de la campagne électorale de Jacques Chirac du point de vue européen:

Son européanisme, [...] est fondé sur une vision qui se veut pragmatique de l'avenir du Vieux Continent. Tout en considérant que le traité de Maastricht a 'pour une large part manqué le grand rendez-vous de l'histoire auquel l'Europe était conviée', le candidat Chirac n'entend pas bouleverser l'architecture européenne [...]. Le pilier franco-allemand reste pour lui la pièce maîtresse d'un dispositif visant à réussir à la fois l'élargissement de l'Union et son approfondissement. La conception chiraquienne de la réforme des institutions européennes privilégie le rôle central du conseil des

⁶⁷ Collovald 1999: p. 14.

⁶⁸ La Loyère 2008: p. 24.

⁶⁹ Giesbert 2006: 141.

⁷⁰ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 155.

ministres et du Conseil européen [...], plutôt que la mise en place de structures exécutives à coloration fédérale.⁷¹

La stratégie chiraquienne est donc assez claire : Rester au milieu et ne pas donner prise à ses adversaires. Ce n'est que dans la question de la supranationalité qu'il se prononce explicitement contre toute tentative de construire un exécutif fédéral au détriment du pouvoir des acteurs intergouvernementaux, le conseil des ministres et le Conseil européen.

De plus, Chirac réussit à s'adresser à la droite comme à la gauche. Dans les campagnes électorales des années 70 et 80, il a franchement fait étalage de son attitude gaulliste et souligné ses idées souverainistes. La campagne de 1995 finalement cherche à donner une nouvelle posture à Jacques Chirac, à l'aide de laquelle il se présente éligible pour la majorité française :

L'image de 'droitiste' (...) qui jusque là était attachée à J. Chirac s'efface pour laisser place au fur et à mesure que la campagne électorale se déroule à celle d'homme gauche proche du peuple. L'histoire de ce retournement est curieuse.⁷²

Au bout du compte, cette stratégie est gagnante et Jacques Chirac réussit à convaincre une majorité d'électeurs qu'il était le meilleur choix entre les candidats présents.

2.2.2.4 Le vote

Le premier tour place le candidat socialiste, Lionel Jospin, en tête. Mais on ne doit pas surestimer ce résultat à cause de la division de la droite qui s'est partagée entre Balladur et Chirac. Dans ce camp, c'est Jacques Chirac qui dépasse, avec plus de 20,7% des votes, son adversaire Balladur qui n'atteint que 18,5%. Une autre chose intéressante à mentionner s'agissant des élections présidentielles de 2002, c'est le résultat de l'extrême droite et de son candidat Jean-Marie Le Pen. Il obtient 15,1% des votes et devient une force politique considérable dans la politique française.

Le tableau suivant montre tous les résultats du premier tour des élections présidentielles des huit candidats :

⁷¹ « L'Europe de M. Chirac », dans: Le Monde, le 17 mars 1995, p. 16.

⁷² Collovald 1999: p. 15.

<i>Les élections présidentielles de 1995 – Premier tour</i>	
Candidats	% des votes
L. Jospin (PS)	23,3%
J. Chirac (RPR)	20,7%
E. Balladur (RPR)	18,5%
J.-M. Le Pen (FN)	15,1%
R. Hue (PC)	8,7%
A. Laguiller (LO)	5,3%
P. de Villiers (MPF)	4,8%
D. Voynet (Verts)	3,3%

Le deuxième tour voit une confrontation entre Lionel Jospin et Jacques Chirac, mais c'est relativement évident que le candidat de la droite va l'emporter car il peut compter sur les votes des balladuriens. De fait, le scrutin de ballottage donne une victoire claire : Jacques Chirac est le nouveau Président de la République et va diriger la France au moins pour les sept années suivantes.

<i>Les élections présidentielles de 1995 – Deuxième tour</i>	
Candidats	% des votes
J. Chirac	52,6%
L. Jospin	47,4%

3 La politique européenne de la France pendant le septennat de Jacques Chirac de 1995 à 2002

3.1 Le retour à la politique gaulliste

3.1.1 L'entrée en fonction du nouveau Président de la République

Le 7 mai 1995, Jacques Chirac se présente au peuple français dans une limousine de luxe pour une entrée triomphale à Paris: il vient d'être élu le cinquième Président de la République. Après une campagne faite de hauts et de bas, « l'éternel loser »⁷³ l'a finalement emporté à la troisième fois. Après cette traversée du désert, les critiques lui reprochent de maintenant ne voir que ses profits personnels qu'il peut tirer de son mandat :

Sieben Jahre Amtszeit, sieben Jahre Macht, sieben Jahre Glück – mit diesem selbstherrlichen Gefühl übernahm Jacques Chirac 1995 von François Mitterrand das Präsidentenamt und zog in den Elysée-Palast ein.⁷⁴

En vérité il ne tarde pas à former un gouvernement selon ses idées très personnelles : Seuls ses amis et ses compagnons fidèles se voient portés aux postes ministériels. Alain Juppé, un des plus fidèles amis de Jacques Chirac pendant toute sa carrière politique⁷⁵ et ministre des Affaires étrangères sous le gouvernement Balladur, est nommé Premier ministre. En revanche, ceux qui se sont montrés déloyaux et infidèles pendant la campagne électorale, restent les mains vides. C'est bien sûr Édouard Balladur, mais aussi Nicolas Sarkozy, qui a pris position contre Jacques Chirac.⁷⁶

Ainsi la stratégie chiraquienne est-elle de se doter de tous les leviers du pouvoir pour rester grosso modo le seul acteur essentiel. Ce qui concerne la politique européenne, on peut dire que cette stratégie porte les succès espérés : Jacques Chirac devient, au moins pour les années du gouvernement Juppé, le seul

⁷³ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 155.

⁷⁴ Engelkes 2005: p. 117.

⁷⁵ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 156-157.

⁷⁶ cf. Engelkes 2005: p. 117.

architecte de la politique européenne de la France. Bien que le nouveau Président n'évoque pas l'Europe dans son discours d'investiture, le 18 mai, un jour après son entrée à l'Élysée, il accomplit son premier acte administratif de président. Ce

geste symbolique [...] s'adresse à l'Allemagne. [...] Chirac s'envole pour Strasbourg, où il rejoint le chancelier Helmut Kohl, qu'il convient de rassurer sur la nouvelle conception française en matière communautaire...⁷⁷

Ce premier acte officiel du nouveau président concerne alors directement le sujet européen, ce qui souligne clairement la volonté chiraquienne de faire de l'Europe une priorité absolue pendant le septennat à venir. De plus, au sein de sa première conférence de presse devant la presse accréditée, le 13 juin 1995, il définit bien précisément le rôle que la France doit jouer en Europe sous son égide. Il souligne qu'il est respectueux

de la vocation de la France d'être le moteur d'une construction européenne et d'une union européenne qui soit un facteur de stabilité et de progrès dans le monde et en Europe.⁷⁸

On voit très bien les points clés du concept chiraquien de l'Europe unie : un noyau franco-allemand, avec une France forte dans le rôle du moteur européen. La France doit, conformément à la ligne de l'ancien président Mitterrand, jouer un rôle décisif en Europe. Chirac poursuit la politique européenne qu'il a adoptée pendant les années quatre-vingt. Il met la France au centre de l'Europe et comprend l'Union européenne comme construction sans aucune alternative. Rien ne rappelle plus le politicien populiste Chirac des années soixante-dix, qui luttait pour la souveraineté nationale et contre toute ingérence de l'extérieur...

Même s'il n'est pas européen de cœur, il est au moins européen de raison.

3.1.2 La première épreuve : la guerre en Bosnie et la défense européenne commune

Peu après son investiture, Jacques Chirac se voit confronté au revers de la médaille de son poste. Le 27 mai 1995, deux soldats français sont tués dans un combat en Bosnie au sein de l'intervention humanitaire de l'ONU. De plus, plusieurs casques bleus parmi lesquels se trouvent aussi quelques soldats

⁷⁷ Ollivier 2002: p. 180.

⁷⁸ Chirac 1995c.

français, sont blessés ou pris en otage. Cela ne constitue pas seulement un choc pour la France, mais aussi un échec pour le projet d'une Europe paisible et protectrice. Jacques Chirac s'en rend compte et insiste encore avec plus vigueur pour une intervention – même militaire :

Notre présence militaire en Bosnie est fondée sur une idée simple et forte : la sécurité de l'Europe se joue aujourd'hui dans cette région. Nous n'acceptons pas non plus le retour de la haine ethnique et de la barbarie sur le continent.⁷⁹

Il précise dans son discours en décembre 1995 : « Ce qui est en jeu, c'est notre sécurité. Ce sont nos valeurs. C'est aussi une certaine idée de l'Europe. »⁸⁰

La guerre en Bosnie est une guerre européenne – une guerre mettant en jeu le projet entier de l'Europe, car elle montre que les européens ne sont pas capables de garantir la paix sur leur propre continent. Bien que le président français, dans un style entièrement gaulliste, n'hésite pas à menacer les Serbes d'actions militaires et de « [r]endre coup pour coup »⁸¹, les européens sont entièrement dépendants de la force américaine. Sans les troupes des Etats-Unis, l'Europe n'aurait jamais pu résoudre la crise bosniaque.

Néanmoins Jacques Chirac n'admet pas le leadership américain. Lors d'une conférence de presse, il répond à la question d'un journaliste qui souhaite savoir comment la situation en Bosnie va se développer après le retrait des troupes américaines qui ont été le leader de l'intervention de l'Alliance atlantique :

Je crois que l'Alliance atlantique n'a pas de leader. [...] Il y a [...] un pilier américain cela va de soi et un pilier européen qui devrait petit à petit se développer, [...] un pilier européen de la défense, ce qui va tout à fait dans le sens souhaitable.⁸²

Même si le Président n'avoue pas l'incapacité de l'Europe et insiste sur l'égalité des partenaires, la guerre en Bosnie donne l'impulsion à une future défense européenne de manière effective. Ainsi lance-t-il de nouveau le concept giscardien de l'*Europe Puissance* qui prévoit une Union européenne capable d'exercer les fonctions d'une alternative crédible aux Etats-Unis.

Pour ce qui concerne le conflit en Bosnie, au moins la France et Jacques Chirac peuvent quitter la scène comme gagnants. Pour montrer encore une fois au

⁷⁹ Chirac 1995b.

⁸⁰ Chirac 1995d.

⁸¹ Giesbert 2006: p. 182.

⁸² Chirac 1995c.

monde entier l'importance et le rang international de la France, le Président de la République peut se vanter de la signature de l'Accord de paix le 14 décembre 1995, au palais de l'Élysée. Giesbert constate de manière lapidaire : « Jacques Chirac aura démontré que la France peut encore faire l'Histoire, sinon du monde, en tout cas du Vieux Monde. »⁸³ C'est quand même bien clair que la France ne peut jouer un rôle international que dans le cadre européen. Même Jacques Chirac ne se fait pas d'illusions.

3.1.3 La reprise des essais nucléaires et son effet sur l'Europe

La dernière - mais peut-être la plus évidente - preuve du nouveau style gaulliste de la politique chiraquienne provoque non seulement une crise européenne, mais aussi mondiale. La décision de Jacques Chirac de reprendre les essais nucléaires, arrêtés en 1992 par François Mitterrand, mène à des tensions graves entre la France et ses partenaires internationaux. Cependant le nouveau Président n'a jamais fait un secret de ses intentions, car la reprise des essais nucléaires était une partie immanente de sa campagne électorale. Chirac voit dans les armes nucléaires françaises un « 'ultime recours' en cas d'agression majeure »⁸⁴ qui soit « nécessaire aux intérêts supérieures de notre nation... »⁸⁵. La reprise des essais qui va avoir lieu dans le Pacifique, à Mururoa, « provoque une tempête de protestations, et d'abord en Australie »⁸⁶, le voisin immédiat. Mais aussi la communauté internationale commence à se soucier du problème. Bien que Chirac se donne de la peine d'affirmer qu'« il n'y a strictement aucune conséquence écologique »⁸⁷, plusieurs États initient en novembre 1995 un projet de résolution de l'ONU, « demandant l'arrêt immédiat des essais »⁸⁸ nucléaires. Le plus délicat est qu'il y a parmi les soutiens à cette résolution dix pays membres de l'Union européenne, soit les deux tiers de ses membres. L'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède votent pour la résolution condamnant la démarche

⁸³ Giesbert 2006: p. 184.

⁸⁴ Duval 1995: p. 14.

⁸⁵ Chirac 1995c.

⁸⁶ Giesbert 2006: p. 188.

⁸⁷ Chirac 1995c.

⁸⁸ Trean 1995: p.2.

française. Seules la Grande-Bretagne et la Grèce soutiennent la France et votent contre le projet de résolution. L'Espagne et l'Allemagne s'abstiennent lors du vote pour éviter des tensions bilatérales avec la France – et ils n'ont pas tort. Jacques Chirac ne peut pas accepter l'affront des dix pays. Le 17 novembre 1995,

[I]a France dénonce le manque de solidarité de certains de ses partenaires à propos des essais nucléaires français et annule des rencontres prévues avec l'Italie et la Belgique. [...] Le sommet franco-italien de Naples a été annulé, ainsi que la visite que le premier ministre belge Jean-Luc Dehaene devait faire à l'Élysée.⁸⁹

« La polémique est lancée »⁹⁰, et Jacques Chirac montre encore une fois qu'il ne tolère pas de contradiction de ses partenaires. Les dirigeants européens doivent se rendre compte du fait que le nouveau Président va être un partenaire plus difficile que l'a été François Mitterrand vers la fin de son parcours.

Dans son article dans *Le Monde*⁹¹, Claire Trean parle ouvertement du risque d'une crise européenne que Jacques Chirac accepte de prendre. En vérité, le président le fait sans risquer trop, car ce ne sont que les pays mineurs et l'Italie qui font obstacle aux essais nucléaires. La Grande-Bretagne et l'Allemagne ne s'opposent pas aux plans français. Selon la conception européenne du gaulliste Chirac, qui a d'ailleurs plus ou moins adopté après son élection le concept des trois cercles⁹² d'Édouard Balladur⁹³, il est plus important de créer un moteur européen des puissances majeures que de toujours chercher un consensus unanime. Ceux qui veulent suivre le mouvement peuvent le faire, ceux qui veulent rester au niveau actuel ne sont pas obligés à aller plus loin.

Finalement, la France reprend ses essais nucléaires et la crise européenne est résolue par un document approuvé par l'ensemble des gouvernements membres de l'Union européenne. Ce document souligne « l'importance des forces nucléaires françaises et britanniques pour l'avenir de la défense de l'Europe... »⁹⁴. Jacques Chirac et la France sortent fortifiés de ce conflit européen, et la France défend son rang de puissance première en Europe.

⁸⁹ Trean 1995: p.2.

⁹⁰ Ollivier 2002: p. 182.

⁹¹ cf. Trean 1995.

⁹² Pour l'explication des trois cercles de Édouard Balladur, voir chapitre 2.2.2.1.

⁹³ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 177.

⁹⁴ Trean 1995: p.2.

3.1.4 Les acteurs de la politique européenne pendant l'ère neo-gaulliste

L'époque décrite, marquée par une politique européenne (neo-)gaulliste de la France, va de l'élection de Jacques Chirac à la dissolution de l'Assemblée nationale au printemps 1997. Pendant cette période, le Président de la République est le seul acteur essentiel dans la politique internationale et européenne. Au même temps, son Premier ministre Alain Juppé s'occupe des affaires nationales et lui laisse le champ européen. Même le ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charrette, reste presque toujours dans l'ombre du président omnipuissant⁹⁵.

En revanche, le Premier ministre a une liberté remarquable en ce qui concerne la politique intérieure, et le gouvernement Juppé dispose d'une puissance sans pareille dans l'histoire de la V^e République. Cela se révèle pendant la réforme de la Sécurité sociale qui est lancée même contre l'avis de Jacques Chirac⁹⁶. La seule condition à ces libertés, c'est la non-ingérence dans les affaires internationales et européennes, qui doivent rester dans les mains du président.

De même, l'opposition ne joue pas un rôle important. D'un côté le système politique français ne prévoit pas beaucoup de possibilités pour les politiciens de l'opposition d'influencer la vie politique en France. De l'autre côté, c'est l'opposition et surtout le parti socialiste lui-même qui n'arrive pas à formuler des idées alternatives. Le concept de Jospin concernant l'Europe reste très critique comme pendant sa campagne électorale.

Mais au printemps 1997 se présente l'opportunité inattendue pour l'actuelle opposition de gagner de l'influence : le Président de la République dissout l'Assemblée nationale et provoque des élections législatives anticipées. Une raison de la dissolution est l'Europe. Alain Juppé s'explique :

[O]n voulait à tout prix participer à l'Europe monétaire, ce qui exigeait de respecter les critères de Maastricht. [...] [U]ne politique de rigueur était indispensable si l'on voulait respecter notre engagement européen. On voulait un mandat pour ça, c'est-à-dire pour l'Europe.⁹⁷

Cependant les Français ont décidés autrement. Le 25 mai 1997 au soir il est clair que le PS va être le gagnant incontesté des élections. Le style populiste et le slogan *Faire l'Europe sans défaire la France* de Jospin pour les élections

⁹⁵ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 157.

⁹⁶ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 157.

⁹⁷ Giesbert 2006: p. 202.

législatives⁹⁸ ont porté leurs fruits. Et Jacques Chirac doit se rendre compte que l'ère des décisions solitaires dans la politique européenne est passée. Dans une cohabitation, le pouvoir présidentiel ne sera plus comparable au pouvoir qu'il a exercé jusqu'à maintenant. Un premier ministre venant d'un autre parti politique va prendre toute sa place à côté du président et pas derrière lui, comme l'a fait Alain Juppé.

Gisela Müller-Brandeck-Bocquet remarque que la dissolution, qui menait à cinq années de cohabitation, était la plus grande faute de Jacques Chirac pendant toute sa carrière politique⁹⁹. Évidemment elle a écrit son livre en 2004, avant le référendum français sur la Constitution européenne en 2005, initié par Jacques Chirac. Si elle avait connu le résultat, peut-être aurait-elle jugé autrement...

⁹⁸ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 188.

⁹⁹ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 182.

3.2 La cohabitation Chirac - Jospin

3.2.1 Le sommet d'Amsterdam et son échec partiel

3.2.1.1 Les positions françaises pour une réforme européenne

Le sommet d'Amsterdam en juin 1997 a lieu juste quelques semaines après les élections anticipées. Ainsi Jacques Chirac se voit-il pris au dépourvu avec un Premier ministre qui ne soutient plus sans faille ses idées sur l'Europe. Cependant, la réunion des dirigeants européens à Amsterdam devrait porter des décisions importantes concernant l'avenir de l'Union européenne : du point de vue français, la monnaie unique est le point le plus urgent. C'est surtout une priorité du Président qui sait que la perspective de la monnaie unique est la seule option pour la France pour ne pas tomber dans une véritable crise économique. Il sait que la France, à cause de sa situation économique précaire, a besoin de l'Euro plus qu'aucun autre pays européen, et que ce but nécessitera des efforts exceptionnels comme une rigueur conséquente en ce qui concerne le budget national. Cependant le nouveau Premier ministre, Lionel Jospin, a des idées différentes. Pendant toute sa campagne électorale, il polémiquait contre les critères de convergence de Maastricht qui ont mené à un fardeau très lourd pour les citoyens français. Ainsi Jacques Chirac essaye-t-il tout de suite de ramener son Premier ministre à la raison :

Lors de son premier entretien avec Lionel Jospin, Jacques Chirac explique au nouveau chef du gouvernement que l'Europe peut constituer un *casus belli*. La France, dit-il, devra respecter ses engagements européens, et notamment le traité de Maastricht. Il en sera le garant.¹⁰⁰

Müller-Brandeck-Bocquet pense que Jospin ne résiste pas trop à cette preuve d'autorité présidentielle, car c'est une bonne excuse de relativiser ses promesses électorales très populistes :

[D]ieses Machtwort Chiracs [kam] Jospin durchaus zu Pass [...]; denn mit Sicherheit wollte er keineswegs gleich zu Beginn seiner Amtszeit eine

¹⁰⁰ Giesbert 2006: p. 215.

europäische Krise auslösen, für die er die politische Verantwortung zu übernehmen hätte.¹⁰¹

Pour cette raison, l'influence de Jospin et de son gouvernement à Amsterdam reste très marginale.¹⁰² Néanmoins pour les cinq années suivantes, le sommet d'Amsterdam est la dernière réunion européenne à laquelle Jacques Chirac peut agir presque comme leader sans restrictions. Par conséquent, les positions suivantes sont celles du Président et pas nécessairement celles du gouvernement français.

En ce qui concerne l'intégration européenne, il faut aussi parler à Amsterdam des réformes institutionnelles - des voix au Conseil et du rôle du Parlement européen et des parlements nationaux dans l'union. À l'initiative de Jacques Chirac,

[I]a France demande aussi une nouvelle pondération des voix au Conseil mais refuse la double majorité proposée par l'Allemagne [et] [e]lle envisage la réduction du nombre de commissaires...¹⁰³

Chirac pense à une pondération des voix en faveur des grands pays. Comme son idée de réduire le nombre des commissaires, ces deux initiatives sont fortement critiquées par les petits pays qui ne veulent pas risquer de perdre d'influence et d'être réduits à des pays vassaux du moteur franco-allemand. La double majorité¹⁰⁴, essayant de concilier les intérêts des grands et des petits pays, ne correspond pas aux idées françaises car elle mélange le concept national avec le concept européen – ce qui serait enfin une introduction de la supranationalité par la petite porte. Jacques Chirac, avec ses convictions gaullistes, essaye pourtant de s'opposer à toute introduction de supranationalité. Il se prononce définitivement pour une Europe unie, mais contre une Europe fédérale qui réduirait les États nationaux à des Départements, comme l'envisagent au long terme les dirigeants allemands. Pour cette raison, il n'appuie pas la revalorisation du Parlement européen, mais propose en revanche de donner plus de droits aux parlements nationaux.

Par ailleurs, Chirac ajoute au débat constitutionnel la défense européenne, pour

¹⁰¹ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 190.

¹⁰² cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 190.

¹⁰³ Bitsch 2008: p. 286.

¹⁰⁴ La double majorité ou majorité surqualifiée prévoit qu'une décision au niveau européen a besoin du consentement de 55% des membres du Conseil qui représentent au moins 15 États et 65% de la population européenne.

‘mettre fin à ce qui est perçu dans le monde comme une incapacité présente des Européens à engager une action politico-militaire d’envergure sous leur responsabilité propre’.¹⁰⁵

L’Europe Puissance, une Europe qui peut agir comme un acteur mondial qu’on doit prendre au sérieux, reste alors un but central de la politique européenne de Jacques Chirac. Mais il n’apparaît pas clairement la vraie conception chiraquienne du projet de défense européenne ou de PESC (Politique extérieure et de sécurité commune), comme on commence à la dénommer dans les cercles bruxellois. D’un côté, il parle d’une autonomie de la défense européenne vis-à-vis les structures américaines¹⁰⁶, d’un autre il envisage une « simple coopération intergouvernementale quand il s’agit de la politique étrangère et de défense »¹⁰⁷ et refuse toute intégration supranationale.

Le dernier thème qui est sujet à discussions vivantes au sommet d’Amsterdam est l’élargissement de l’Union européenne vers l’Est. Dans la tradition bien mitterrandiste, Jacques Chirac craint le déplacement du centre de l’Europe vers l’Est, au détriment de la France et au profit de l’Allemagne¹⁰⁸. Ainsi, l’engagement de Chirac pour un élargissement rapide reste très limité.

Officiellement, la France se montre critique envers l’élargissement car elle veut que « l’élargissement de l’Union européenne n’entraîne pas sa paralysie. »¹⁰⁹

En fait, Jacques Chirac sait que l’élargissement va comporter des inconvénients pour la France, mais qu’il est quand même inévitable. Aussi essaye-t-il de monnayer son consentement aussi cher que possible.

3.2.1.2 Les résultats d’Amsterdam du point de vue français

Le sommet d’Amsterdam aurait dû constituer une traduction du traité de Maastricht et amener un nouveau concept institutionnel, adapté à une Union avec plus de vingt pays-membres. Or, le résultat semble minable – surtout du point de

¹⁰⁵ « Jacques Chirac exhorte l’Europe à s’affirmer comme ‘un grand acteur du monde’ » ; dans : *Le Monde*, le 10 juin 1996 : p. 3.

¹⁰⁶ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004 : p. 180.

¹⁰⁷ « M. Chirac défend une vision ‘centriste’ de l’Europe » ; dans : *Le Monde*, le 21 février 1996 : p. 1.

¹⁰⁸ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004 : p. 172.

¹⁰⁹ « M. Chirac défend une vision ‘centriste’ de l’Europe » ; dans : *Le Monde*, le 21 février 1996 : p. 1.

vue français. Le résumé français du sommet d'Amsterdam est le suivant : « [N]ous avons obtenu ce que nous voulions éviter. »¹¹⁰ Bitsch énumère qu'un

consensus n'a pu se faire ni sur la double majorité, ni sur une nouvelle pondération des voix au Conseil, ni sur la composition d'une Commission moins nombreuse.¹¹¹

De plus, le parlement européen reçoit, absolument contre la stratégie française, des nouveaux droits en ce qui concerne la désignation de la Commission européenne. Cette tendance vers la supranationalité est totalement le contraire que Jacques Chirac voulait obtenir à Amsterdam. En revanche, la défense européenne, le désir le plus important de la France, ne voit aucune décision substantielle. D'une part, les Allemands ne veulent pas risquer des tensions diplomatiques avec les Etats-Unis qui ne se prononcent pas favorablement à un engagement militaire européen hors des troupes de l'OTAN¹¹². D'autre part, les Britanniques s'opposent à l'intégration de l'UEO, l'organisation militaire européenne, dans les structures de l'Union européenne¹¹³, également pour ne pas irriter leur partenaire américain. Ainsi, Chirac reste-t-il seul avec ses propositions. Même les réserves françaises concernant l'élargissement ne sont pas considérées par les autres pays européens. Finalement, les décisions sur l'élargissement et l'adaptation des structures communautaires à un plus grand nombre de pays membres sont décalées à des sommets suivants – une méthode très délicate pour ne pas affronter des problèmes. Mais c'est quand même une autre question sur laquelle Jacques Chirac ne peut pas imposer ses plans et ses idées.

Ainsi le sommet d'Amsterdam est-il une déception immense pour la France. Gisela Müller-Brandeck-Bocquet parle d'un véritable échec français¹¹⁴, alors que Marie-Thérèse Bitsch atténue que « la France obtient une satisfaction partielle à Amsterdam »¹¹⁵, en se référant au fait que les autres pays acceptent la proposition française d'organiser un Conseil européen extraordinaire concernant le problème d'emploi – un mauvais compromis pour que la France ne perde pas la face.

¹¹⁰ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 180.

¹¹¹ Bitsch 2008: p. 289.

¹¹² cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 180.

¹¹³ cf. Bitsch 2008: p. 289.

¹¹⁴ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 181.

¹¹⁵ Bitsch 2008: p. 287.

Comme on a déjà constaté, le sommet d'Amsterdam, du côté français, est presque uniquement dirigé par le Président de la République. Lionel Jospin, le chef du PS et Premier ministre, reste – plus ou moins volontairement – dans l'ombre du chef d'État. Rétrospectivement on peut constater que ce n'était pas une mauvaise décision, car ainsi l'échec français, publiquement très ressenti en France, est uniquement attribué à Jacques Chirac. Dans l'opinion publique, c'est lui qui n'a pas pu imposer les positions françaises, qui n'a pas défendu ses propres convictions. C'est lui, le traître. Au contraire, Lionel Jospin, étant resté dans l'ombre, peut remporter une victoire intérieure sans avoir eu besoin de se battre.

3.2.2 L'Euro, la monnaie unique – une introduction traînante

3.2.2.1 « L'Euro oui, mais pas comme ça »

Le débat sur la monnaie unique est peut-être l'exemple le plus impressionnant au niveau européen pour marquer les différences entre le Président de la République et le Premier ministre. Il montre aussi la nouvelle définition des *domaines réservés* qui deviennent en effet des *domaines partagés*¹¹⁶ entre le Président et le chef du gouvernement. Mais le débat sur l'Euro est surtout intéressant car il oppose deux convictions fondamentalement divergentes : celle de Jacques Chirac et celle de Lionel Jospin.

Le Premier ministre symbolise la rupture du Parti socialiste avec les dogmes européens de Mitterrand qui se prononçait irrévocablement pro-européen. Jospin essaye de trouver un compromis entre la critique ouverte et le consentement inconditionnel – sachant bien que l'opinion publique n'approuve pas la politique d'intégration à tout prix du Président. Ainsi crée-t-il le fameux slogan *l'Euro oui, mais pas comme ça*¹¹⁷, remettant en question surtout les critères de convergence de Maastricht qui limitent strictement le déficit budgétaire et sont perçus publiquement comme la cause pour les taux élevés de chômage en France.

¹¹⁶ Pour une explication de *domaine réservé* et *domaine partagé*, voir chapitre 1.3.

¹¹⁷ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 186-190.

Jacques Chirac, ayant promis pendant sa campagne électorale en 1995 de lutter contre le chômage mais de respecter en même temps strictement les critères de convergence pour ne pas risquer un retardement de la mise en œuvre de la zone Euro, se voit confronté à un dilemme, car il comprend qu'il ne peut pas atteindre les deux buts au même temps¹¹⁸. Ainsi se décide-t-il, avec le gouvernement Juppé, pour la zone Euro et contre des investissements gigantesques pour soutenir l'emploi. Lionel Jospin sait jouer avec cette faiblesse chiraquienne et se prononce vivement contre toute initiative européenne qui porte le risque d'augmenter le taux de chômage français. Il refuse même de reconnaître tous les traités européens complétant le Traité de Maastricht en disant que ce dernier était le seul traité qui ait été approuvé directement par le peuple français¹¹⁹. Cette position, bien sûr, est juridiquement intenable – mais le public aime les déclarations claires, simples et populistes.

Jospin se voit dans l'obligation de formuler quatre conditions pour la monnaie unique :

Il souhaite un euro qui ne soit 'ni fort ni faible' [...], la création d'un gouvernement économique européen face à la Banque centrale, la participation des pays du Sud, y compris l'Italie [...], et un aménagement du pacte de stabilité afin que la discipline budgétaire qu'il implique soit équilibrée par des mesures en faveur de l'emploi.¹²⁰

La critique jospinienne concerne, de plus, les modalités de la zone Euro. La banque centrale ainsi que la politique monétaire de l'union monétaire sont largement influencées par les thèses allemandes – un fait fortement critiqué par beaucoup de Français de tous milieux¹²¹.

Mais finalement, les agitations jospiniens sont surtout de la polémique. D'une part, étant Premier ministre il n'a pas les moyens de changer véritablement la politique européenne de la France qui reste quand même pour l'essentiel entre les mains du Président. D'autre part, il y a un consensus tacite sur l'importance de l'union monétaire et de l'euro pour l'intégration européenne et une union approfondie. Sans doute, Lionel Jospin ne veut pas risquer l'échec de la zone Euro, surtout parce que la France et l'économie française sont l'un des plus grands bénéficiaires du système monétaire unique.

¹¹⁸ cf. Cameron 1996: p. 364-365.

¹¹⁹ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 188.

¹²⁰ Bitsch 2008: p. 287.

¹²¹ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 189-190.

Cependant, l'agitation jospinienne concernant l'euro a apporté des changements dans la politique européenne. Jacques Chirac, jusque là partisan convaincu de la monnaie unique et des critères de convergence, adopte une position plus critique. Il ne supporte plus la rigueur totale en ce qui concerne le respect des critères de Maastricht¹²², mais il se prononce pour un usage conditionnel, dépendant de la situation de l'économie et du travail. Ainsi la France ne remet-elle plus en question le lancement de l'euro, mais elle refuse unanimement d'accepter sans restriction les critères de stabilité convenus avec ses partenaires européens.

3.2.2.2 La monnaie unique devient réalité

En 1999, la monnaie unique entre en fonction. La Banque centrale est installée à Francfort, centre financier de l'Allemagne et maintenant de l'Europe. Tous les pays de l'Union européenne, sauf la Grande-Bretagne, le Danemark et la Suède, adhèrent à la zone Euro. Marie Thérèse Bitsch résume

que le lancement de l'euro est réussi, qu'il constitue un moment historique, un point de non-retour de la construction européenne, une étape vers l'Europe politique et un symbole fort de l'identité européenne.¹²³

Néanmoins la circulation des pièces et des billets ne commence qu'en 2002. Cependant la première querelle diplomatique entre la France et l'Allemagne commence déjà avant l'installation de la Banque centrale européenne (BCE) en 1999 : Qui doit être le premier directeur de la Banque centrale européenne ? Déjà en 1997, la France présente à l'initiative personnelle de Jacques Chirac la candidature de Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France. L'Allemagne et plusieurs autres pays s'opposent à la candidature d'un Français car ils craignent l'influence de la politique monétaire interventionniste à la française, rejeté par la plupart des pays membres. On peut constater que la querelle sur le poste du directeur de la BCE signifie le début de la politique européenne de confrontation de la France. Jacques Chirac veut montrer à son Premier ministre et au peuple français qu'il peut encore diriger la politique européenne. Müller-Brandeck-Bocquet résume :

¹²² cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 190.

¹²³ Bitsch 2008: p. 302.

Um diesen Beweis [...] antreten zu können, schlug Chirac in seiner Europapolitik nun einen deutlich konfrontativen Kurs ein. [...] Gegen den unionsweiten Konsens zugunsten Wim Duisenbergs als erstem EZB-Präsidenten drang Chirac auf die Berufung des Gouverneurs der Banque de France, Jean-Claude Trichet. [...] Die europäischen Partner, insbesondere Deutschland, waren über das brachiale Vorgehen Chiracs schockiert.¹²⁴

Les partenaires européens qui se sont mis d'accord unanimement de la candidature de l'économiste néerlandais Wim Duisenberg, ne peuvent pas comprendre la démarche française.

Evidemment, on doit chercher les raisons du comportement chiraquien dans la politique intérieure de la France : Après l'échec d'Amsterdam, le Président a perdu beaucoup de sa crédibilité, car l'opinion publique a vu les résultats du sommet comme une défaite des positions nationales de la France. Ainsi la majorité des Français ne comprend-elle pas que la Banque centrale européenne se trouve à Francfort, et que la France n'aurait pas le droit de nommer au moins le premier directeur.

À cause de ces débats constants, le Premier ministre et prochain candidat aux élections présidentielles, Lionel Jospin, a pu gagner des sympathies avec sa ligne eurosceptique. Même dans le parti du Président il y a des critiques durs. En 1999, Charles Pasqua, camarade de parti de Jacques Chirac et ancien ministre de l'intérieur, quitte le parti du président et annonce sa candidature aux présidentielles en 2002¹²⁵. Son sujet principal est la critique de la politique européenne du Président. Pasqua revendique une politique nationaliste française, et son nouveau parti « Mouvement pour la France » critique toutes les innovations européennes qui diminuent l'influence nationale de la France¹²⁶, y compris les critères de convergence et par conséquent le lancement de la zone Euro aux modalités prévues.

Ainsi, Jacques Chirac se voit contraint à la défensive, mais il décide de prendre encore l'initiative et de démontrer sa position forte en Europe aux Français. En ce qui concerne le poste du directeur de la BCE, il force ses partenaires européens à donner leur consentement à un partage du mandat : Bien que le statut de la

¹²⁴ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 194.

¹²⁵ Peu après l'annonce de sa candidature, la justice commence des investigations concernant son rôle dans le trafic illégal des armes en Afrique. Ces révélations empêchent la candidature de Pasqua aux élections présidentielles et finissent de plus sa carrière politique.

¹²⁶ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 195.

Banque centrale prévoie un mandat de huit ans, Wim Duisenberg doit laisser son poste après quatre ans à Jean-Claude Trichet, le candidat français – un compromis qui satisfait la France et Jacques Chirac, mais qui diminue la crédibilité de la politique européenne française envers ses partenaires.

Malgré tous ces problèmes, le lancement de l'euro se fait conformément à l'agenda. Mais le débat a montré des tensions persistantes entre la France et les autres pays membres de l'UE, en premier lieu l'Allemagne, qui vont dominer les relations européennes des années suivantes.

3.2.3 La crise au Kosovo

En 1999, Jacques Chirac se voit confronté à une crise qu'il pensait résolue. Dès l'automne 1998, le conflit entre les Serbes et les Albanais au Kosovo est en train de dégénérer. Après des attentats terroristes commis par des extrémistes albanais, Belgrade décide de lancer une offensive militaire qui provoque l'expulsion de 300 000 Albanais¹²⁷.

En réalité, ce conflit n'est qu'une conséquence de la paix bosniaque de 1995. Beaucoup d'experts ont déjà plaidé en 1995 pour une solution globale pour les Balkans. C'était surtout Jacques Chirac qui voulait, au commencement de son mandat, présenter un rapide succès international plutôt qu'une paix lente mais construite en profondeur. Pour cette raison, il a fait de son mieux afin d'être un des artisans de la paix, même si cette paix n'était pas durable. Ainsi le Kosovo ne fit-il pas partie de l'accord de paix et resta-t-il sous domination absolue de la Yougoslavie serbe. Quatre années plus tard, cela aura des conséquences fâcheuses...

Les européens comprennent qu'ils doivent agir, même s'ils ne savent pas comment. Surtout la Grande-Bretagne et la France revendiquent un engagement européen au Kosovo – si nécessaire militaire. L'Allemagne, avec le nouveau chancelier Gerhard Schröder, soutient cette ligne et propose même un engagement militaire allemand dans le cadre des troupes alliées contre le régime serbe de Slobodan Milosevic. En février 1999, les Européens essayent à la conférence de Rambouillet

¹²⁷ Schild 2003: p. 87.

sous présidence franco-britannique, d'élaborer un accord de paix. Mais l'échec de cette négociation, à la suite du refus serbe de signer les protocoles d'accord, entraîne des bombardements de l'OTAN sur la Serbie, du 24 mars au 10 juin.¹²⁸

Finalement, les Serbes capitulent sous la pression des bombardements continuels, et le conflit peut être résolu : Le Kosovo est placé sous contrôle international. Cependant ce ne sont pas les Européens qui dirigent cette action militaire. Encore une fois ce sont les États-Unis qui doivent prendre l'initiative. Joachim Schild constate :

Ein kriegischer Konflikt selbst in einem kleinen und wirtschaftlich schwachen Land wie Jugoslawien kann von keinem der EU-Staaten alleine verhindert oder bewältigt werden. Selbst die großen und reichen Nationalstaaten in der EU wie etwa Deutschland, Frankreich oder Großbritannien sind davon hoffnungslos überfordert.¹²⁹

Faute d'une défense européenne commune, c'est le grand frère américain qui doit pacifier l'Europe. Bien sûr il le fait selon ses propres idées, sans s'occuper trop des désirs des pays européens¹³⁰. Les troupes européennes ne jouent qu'un « rôle très secondaire à côté des Américains. »¹³¹

En résumant la guerre en Bosnie et la guerre au Kosovo, John Keiger, un historien britannique, observe avec un soupçon de suffisance :

The Yugoslav episode demonstrated the European Union's inability to conduct a unified, let alone autonomous, defence policy even on its doorstep.¹³²

Une deuxième fois, après la crise bosniaque, l'UE doit comprendre que militairement elle ne peut rien faire sans l'aide des États-Unis. Mais c'est aussi la France et son Président, autrefois faisant toujours figure de grande puissance mondiale, qui comprennent qu'ils n'ont plus les moyens de résoudre tout seul un conflit armé. Jacques Chirac voit qu'il doit coopérer avec ses partenaires européens pour sauver le rang de l'Europe et surtout de la France dans le monde. Marie-Thérèse Bitsch constate, confirmant l'analyse de John Keiger :

La crise du Kosovo fait l'effet d'un électrochoc : alors que l'Europe y joue un rôle diplomatique important, elle fait figure, une fois de plus, de 'nain

¹²⁸ Bitsch 2008: p. 308-309.

¹²⁹ Schild 2003: p. 89.

¹³⁰ cf. Stock 2003: p. 118-119.

¹³¹ Bitsch 2008: p. 309.

¹³² Keiger 2005: p. 145.

militaire' incapable d'intervenir, même sur le continent européen, sans l'aide des Américains.¹³³

Mais les dirigeants de l'Union européenne, avec la collaboration vivante de Jacques Chirac, décident de tirer une leçon de leur incapacité à agir militairement sans l'aide américaine. À la fin de l'année, ils statuent sur les piliers de la politique de sécurité et de défense (PESD) européenne. Le point le plus important de cet accord décide la formation d'une force d'action rapide, englobant des troupes de chaque pays européen, d'environ 60 000 soldats. De plus, ils décident de combiner les actions militaires avec des actions civiles pour empêcher – si possible – le prochain conflit avant de recourir aux armes. Pour cette raison ils créent un pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-est et affirment la perspective d'une future adhésion à l'Union européenne de tous les pays des Balkans.

Ce qui est peut-être le fait le plus important concernant ce compromis européen sur la politique de défense, c'est que Jacques Chirac renonce à l'idée d'une organisation militaire proprement européenne, indépendante de l'OTAN et des Etats-Unis. À la grande joie de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, il accepte l'incorporation des troupes européens dans le système atlantique. La crise du Kosovo a donc conduit surtout à un rapprochement entre la France et la Grande-Bretagne¹³⁴ proposant une coopération plus proche des deux puissances nucléaires européennes dans le processus d'intégration militaire de l'Europe.

En tout cas, l'Europe et la France ont clairement compris que, comme le dit Georges de La Loyère,

[d]isposer d'une capacité d'action réelle dans le domaine de la Défense est une condition *sine qua non* pour qui veut avoir une politique étrangère qui soit considérée.¹³⁵

3.2.4 Les élections au Parlement européen en 1999

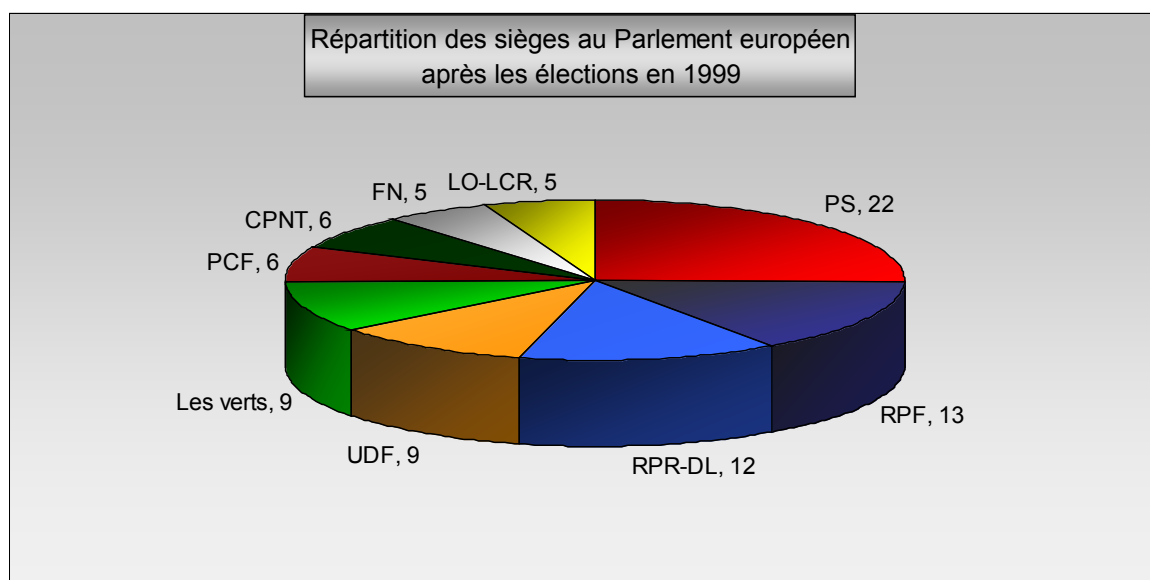
Le vote de 1999 qui va décider sur la répartition des sièges au Parlement européen se passe dans un climat relativement anti-européen en France. Les réformes institutionnelles n'ont apporté que des désavantages pour la Grande

¹³³ Bitsch 2008: p. 309.

¹³⁴ cf. Keiger 2005: p. 149-150.

¹³⁵ La Loyère 2008: p. 151.

Nation, le lancement de l'euro est rendu responsable dans l'opinion publique du chômage en France, et le conflit du Kosovo a montré à nouveau la prédominance militaire des États-Unis en Europe. Jacques Chirac a perdu sa crédibilité, sinon la face. Les critiques de la gauche sur la politique européenne du Président, comme celles du Premier ministre Lionel Jospin, et les critiques de droite comme Charles Pasqua, ont miné la position politique de Jacques Chirac. Bien que Jacques Chirac essaye de souligner que l'élection du Parlement européen n'a rien à faire avec la politique nationale en France, les élections européennes sont au moins un baromètre pour la politique européenne du Président. Enfin le résultat est relativement clair :



En bref, on pourrait dire que les eurosceptiques ont gagné aux dépens des pro-européens. La liste de Jacques Chirac, qui peut-être considéré pro-européen – surtout en comparaison avec la majorité des autres partis français – se voit dépassé non seulement par le Parti Socialiste (PS) de Lionel Jospin qui gagne 22 sièges au Parlement européen, mais aussi par le Rassemblement pour la France (RPF). Le RPF qui se présente comme la liste commune des souverainistes de la droite, Charles Pasqua et Philippe de Villiers, remporte avec 13 sièges un siège de plus que le parti chiraquien. De plus, la droite eurosceptique est complétée par la liste Chasse, Pêche, Nature et Traditions (CPNT), un mouvement conservateur et explicitement antieuropéen¹³⁶, et le Front National (FN) de Jean-Marie Le Pen,

¹³⁶ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 196.

qui emportent six et cinq sièges. Au-delà, la gauche eurosceptique se situe, avec les neuf sièges du Parti Communiste Français et les cinq de la liste d'extrême gauche LO-LCR, à un niveau respectable. Du côté des pro-européens convaincus, il ne reste que l'Union pour la Démocratie Française (UDF), l'ancien parti de Valéry Giscard d'Estaing, maintenant présidé par François Bayrou, avec neuf sièges au Parlement européen.

Ainsi peut-on constater un consensus anti-européen de la droite et de la gauche en France. La phalange eurosceptique et anti-européenne – incluant le PS, qui accepte au moins le principe de l'intégration européenne – totalise 57 des 87 sièges français au Parlement européen à Strasbourg. Cela montre très clairement que l'opinion publique en France ne porte plus à l'évidence l'approfondissement de l'intégration européenne.

Les Français ont donné leurs votes aux critiques du projet européen, et Jacques Chirac comme partisan plus ou moins convaincu de l'intégration européenne voit diminuer ses chances pour les élections présidentielles en 2002. Cependant il se rend compte qu'il a perdu une bataille, mais pas la guerre. Dans sa vie politique, il a changé de convictions plusieurs fois, comme je l'ai déjà montré dans ce mémoire : Pendant les années soixante-dix, Chirac était eurosceptique, dès le milieu des années quatre-vingt il supportait la ligne des pro-européens. Pourquoi ne pas virer de bord une autre fois, s'il peut ainsi sauver son poste de président ? On a déjà vu que Jacques Chirac n'hésite pas à changer d'avis pour gagner une élection importante¹³⁷. Mais étant Président de la République, il se voit confronté à un double défi : il doit d'une part satisfaire les électeurs, et d'autre part il ne peut pas brusquer ses partenaires européens. Pour cette raison, les années suivantes montrent une certaine ambivalence du Président entre une politique pro-européenne pour calmer les chefs d'État européens, et une politique populiste pour regagner les électeurs français.

¹³⁷ cf. chapitre 2.2.

3.2.5 Les sanctions contre l'Autriche

3.2.5.1 Faire un exemple...

Les élections au Parlement européen en France ont, à côté du renforcement des eurosceptiques, apporté une autre nouveauté : l'essor constant de l'extrême droite. En ce qui concerne le Président, sa relation avec l'extrême droite, et surtout avec le Front National, est une relation très ambivalente. Déjà pour l'élection présidentielle en 1988, il a essayé de « rassembler toute la droite, Front national compris, »¹³⁸ pour battre le Président sortant, François Mitterrand. On doit mentionner qu'à cette époque là c'est surtout Charles Pasqua qui plaide passionnément pour une coopération avec le Front National et son leader Jean-Marie Le Pen. Mais parallèlement à son ascension politique, Jacques Chirac essaye de plus en plus de créer un *cordon sanitaire*¹³⁹ avec l'extrême droite et ses politiciens. Une des raisons de la non-coopération chiraquienne est la politique européenne du Président qui ne convient pas aux nationalistes de la droite et qu'il faudrait changer pour gagner le ralliement de Le Pen et de ses camarades. Cette situation conduit enfin à la division de la droite, car Charles Pasqua et plusieurs autres grands ténors de la droite, tous anti-européens, ne comprennent pas l'exclusion permanente de l'extrême droite pratiquée par le Président.

Comme on l'a déjà vu dans les chapitres précédents, la position chiraquienne commence à être minée non seulement par le PS, mais aussi par des concurrents de la droite. Dans cette atmosphère tendue vient un événement dans l'espace politique européen qui va bouleverser pour presque une année la scène politique en Europe : l'avènement au pouvoir du gouvernement ÖVP-FPÖ en Autriche le 4 février 2000. Wolfgang Schüssel, le leader du parti conservateur ÖVP, se fait élire chancelier avec le soutien du FPÖ, un parti de l'extrême droite autour du *Landeshauptmann* de la Carinthie, Jörg Haider. Le FPÖ reçoit six des douze portefeuilles ministériels, devenant ainsi un parti qui compte aussi au niveau européen. En ce qui concerne l'Europe unie, le FPÖ a toujours mené une ligne

¹³⁸ Giesbert 2006: p. 33.

¹³⁹ cf. Giesbert 2006: p. 35.

offensive contre l'adhésion autrichienne au projet européen, et Jörg Haider prône, même avant les élections en 1999, le départ de l'Autriche de l'Union européenne. De plus, il entretient des contacts avec des autres partis européens de l'extrême droite, comme le Vlaams Blok en Belgique et le Front National en France, avec le but de former un mouvement anti-européen en Europe.

Bien que Jörg Haider ne fasse pas partie du gouvernement autrichien, restant *Landeshauptmann* de la Carinthie, la plupart des dirigeants européens des quatorze autres pays membres de l'Union européenne est en état de choc. Ils ont peur « de voir arriver au gouvernement de Vienne un parti plus que suspect de révisionnisme et ouvertement xénophobe »¹⁴⁰, comme le dit Claire Trean dans *Le Monde*. Ils craignent d'une part un comportement anti-européen de l'Autriche à cause des ministres de l'extrême droite, et d'autre part ils veulent éviter qu'une extrême droite au gouvernement devienne présentable en Europe et donc dans leurs propres pays.

Sous l'impulsion de Jacques Chirac et de la présidence portugaise, les quatorze partenaires de l'Autriche décident le gel des relations bilatérales avec Vienne, et donc la suspension au niveau politique [...]. Cette politique, qui se veut mise en garde et non mise en quarantaine, est fortement soutenue par les gouvernements qui redoutent la montée de l'Extrême droite dans leur propre pays¹⁴¹,

résume Marie-Thérèse Bitsch. Ces mesures ont des conséquences d'une grande portée et signifient un isolement quasi-total de l'Autriche en Europe, car le gel des relations bilatérales veut dire :

suspension des contacts bilatéraux officiels avec le gouvernement autrichien, réduction des contacts avec les ambassadeurs au strict niveau nécessaire, refus de soutenir des candidatures autrichiennes dans les organismes internationaux.¹⁴²

L'architecte des sanctions contre l'Autriche s'appelle sans doute Jacques Chirac. Claire Trean montre très bien dans son article que le Président français commence déjà pendant l'hiver 1999 à penser aux réactions possibles en cas de coalition conservateurs-extrême droite en Autriche¹⁴³. En António Manuel de Oliveira Guterres, Premier ministre portugais et au premier semestre 2000 le Président du Conseil de l'Union européenne, Jacques Chirac trouve un exécutant

¹⁴⁰ cf. Trean 2000: p.4.

¹⁴¹ Bitsch 2008: p. 299-200.

¹⁴² Delattre 2000: p. 2.

¹⁴³ Trean 2000: p. 4.

obéissant pour son intention de boycotter le gouvernement autrichien. Il veut montrer aux Européens, et surtout aux Français, que l'Europe ne tolère pas d'extrémistes sur le banc des ministres. Bien sûr il pense déjà aux élections en 2002 et au FN en France, qui ne cesse pas de monter dans les sondages. Ainsi peut-on dire que les sanctions des Quatorze contre le gouvernement autrichien sont le produit de l'initiative personnelle de Jacques Chirac.

Or, le Président français n'a probablement pas pensé aux conséquences à long terme. Les commentateurs français et autrichiens sont d'accords pour dire que les sanctions ne portent pas du tout les effets espérés. Marie-Thérèse Bitsch constate que

[c]ette politique de sanctions, qui suscite d'emblée des divergences entre les Quatorze, s'avère rapidement peu efficace. Non seulement elle conduit Jorg [sic !] Haider à durcir son discours contre l'Europe, mais elle mécontente la majorité de la population autrichienne et elle laisse entrevoir le risque d'un blocage par Vienne de certaines décisions communautaires.¹⁴⁴

Aussi le journaliste et politologue autrichien, Andreas Unterberger, décrit dans le journal *Die Presse* et dans des articles politiques l'inutilité complète et même la contreproductivité des sanctions : Au lieu de discréditer l'extrême droite en Europe, les sanctions ont mené à une certaine solidarisation avec le gouvernement conservateurs-extrême droite autrichien – non seulement en Autriche, mais aussi en Europe¹⁴⁵. Au contraire des intentions chiraquiennes, ils ont encouragé les extrémistes de la droite partout en Europe à polémiquer contre les procédés des dirigeants européens et notamment contre ceux du Président français. En fait, la tactique de faire un exemple a produit l'effet contraire – et c'est Jacques Chirac lui-même qui devra subir les conséquences de ses procédés deux ans après...

3.2.5.2 La levée des sanctions

Finalement, en été 2000, les partisans des sanctions comprennent qu'elles doivent être levées, non seulement car ils ne portent pas les effets voulus, mais

¹⁴⁴ Bitsch 2008: p. 300.

¹⁴⁵ cf. Unterberger 2001: p.1.

aussi car elles n'ont aucune base juridique. Ainsi a-t-on, comme le dit le chancelier autrichien, Wolfgang Schüssel, dans un entretien avec *Le Figaro* en 2001, « construit les ponts qui permirent à chacun de sauver la face. »¹⁴⁶ De fait cela implique que « [l]a sortie de la crise est trouvée par la création, en juillet, d'une commission de sages chargée d'étudier la situation politique d'Autriche. »¹⁴⁷

Ironiquement, c'est une autre fois Jacques Chirac qui prend l'initiative ou, bien plus précisément, il doit la prendre car il préside le Conseil européen pour le deuxième semestre de l'année 2000. Prudent, le Président français a déjà compris l'échec des sanctions et fait tout pour ne pas être associé personnellement à cette initiative dont il était un des initiateurs. Aux conférences de presse, quand on l'interroge sur l'Autriche, il laisse la parole au Premier ministre¹⁴⁸ – une situation exceptionnelle dans la politique européenne de la France. Après la présentation du rapport des sages, le 8 septembre 2000, qui critique le FPÖ mais « estime que le gouvernement autrichien n'a pas violé les valeurs fondamentales »¹⁴⁹, Jacques Chirac essaye de bien prendre ses distances par rapport à ce résultat. Pour cette raison c'est le ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, jusqu'à là presque inexistant sur le terrain européen, qui s'efforce de souligner que

« l'UE avait 'progressé politiquement' grâce à cette affaire, que les sanctions avaient 'atteint leur objectif' et que 'les maintenir pourrait devenir contreproductif'. »¹⁵⁰

La commission des sages était en vérité la seule solution pour sortir d'une situation presque sans issue. Pour l'Autriche, c'était la seule chance de regagner sa place en Europe. Pour Jacques Chirac, c'était la seule chance de sauver la face. Mais les sanctions n'ont pas contribué à fortifier la situation politique de Jacques Chirac, ni à l'étranger, ni en France. Dans un entretien avec *Le Figaro* le chancelier autrichien constate de façon très diplomatique, mais quand même avec une suffisance résonnante : « Gagnant ou perdant, entre Jacques Chirac et moi ce n'est pas le sujet ! Seule certitude : l'Autriche n'a pas perdu. »¹⁵¹

¹⁴⁶ Lambroschini 2001: p. 4.

¹⁴⁷ Bitsch 2008: p. 300.

¹⁴⁸ cf. Robert Diard 2000: p.4.

¹⁴⁹ Bitsch 2008: p. 300.

¹⁵⁰ Delattre 2000: p. 2.

¹⁵¹ Lambroschini 2001: p. 4.

3.2.6 La présidence française du Conseil de l'Union européenne

3.2.6.1 « Notre Europe » et les visions chiraquiennes pour Nice

Quelques jours avant le commencement de la présidence française du Conseil de l'UE, Jacques Chirac prononce le 27 juin 2000 devant le *Bundestag* allemand à Berlin un discours très important pour l'avenir de l'intégration européenne. Il s'agit d'une part d'une réponse au discours *Vom Staatenbund zur Föderation* du ministre des Affaires étrangères allemand, Joschka Fischer, qui demandait en mai 2000 la formation d'une Europe fédérale – idée à laquelle la France s'opposait toujours. D'autre part, le discours chiraquien nommé *Notre Europe* peut être vu comme le programme de la présidence française pendant le deuxième semestre 2000. Le point central du développement de Jacques Chirac est sans doute le fait qu'il propose pour la première fois l'élaboration d'une constitution européenne¹⁵². Ainsi le discours *Notre Europe* est-il le point de départ pour l'élaboration d'une constitution de l'Union européenne qui finira avec le référendum fatidique en 2005...

Un autre aspect, aussi important que celui de l'élaboration d'une constitution, est l'idée chiraquienne de l'Europe à plusieurs vitesses. Cela se veut clairement comme une réplique au modèle fédéral, proposé par Joschka Fischer. Comparable au système des trois cercles d'Edouard Balladur, l'Europe proposée par Jacques Chirac est composée de plusieurs groupes qui diffèrent par le niveau de leur intégration dans le système européen. De plus, il parle d'un groupe pionnier avec le noyau franco-allemand :

Ce que l'Allemagne et la France ont vécu et subi dans l'Histoire ne ressemble à rien d'autre. Mieux qu'aucune nation, elles saisissent le sens profond de la paix et du projet européen. Elles seules, en forçant le cours des choses, pouvaient, en Europe, lancer le signal du rassemblement. [...] Elles seules peuvent accomplir les gestes qui porteront l'Europe plus loin, dans ses ambitions, dans ses frontières comme dans les cœurs.¹⁵³

Cette offensive chiraquienne qui semble très avant-gardiste contrecarre un peu l'euro-scepticisme constant du Président des années précédentes. Pour cette

¹⁵² cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 197.

¹⁵³ Chirac 2000a.

raison, « les ministres socialistes précisent qu'il ne s'agit pas de la position officielle de la France. »¹⁵⁴

Au-delà, Gisela Müller-Brandeck-Bocquet montre l'ambiguïté de la proposition chiraquienne. Bien qu'elle semble très ambitieuse à première vue, on doit y regarder de plus près :

[B]ei näherem Hinsehen erweist sich jedoch, dass es sich um ein jeglicher Integrationsdynamik bares, visionsloses Konzept handelt. Auf die rhetorische Frage, ob diese Pioniersgruppe einen neuen Vertrag [...] abschließen sollte, antwortet Chirac mit Nein.¹⁵⁵

Cette critique semble peut-être un peu trop dure. Je pense que Chirac a eu une vision, même si cette vision n'était pas encore très concrète – il lui manquait la vision pour la réalisation. Marie-Thérèse Bitsch résume :

S'il se dit favorable à l'émergence de '*groupes pionniers*' [...], Jacques Chirac ne précise pas leur fonctionnement. Au-delà, il se prononce en faveur d'une '*constitution européenne*' [...], mais il n'indique pas quels seraient les ajustements institutionnels nécessaires pour renforcer l'efficacité et le contrôle démocratique de l'Union qu'il souhaite.¹⁵⁶

Bien que les idées chiraquiens soient encore immatures, elles influencent quand même le débat européen et surtout le sommet imminent de Nice.

3.2.6.2 Le sommet de Nice – la réparation des négligences d'Amsterdam ?

Sans doute le but principal du sommet de Nice de la part de la France doit être la solution des *leftovers* d'Amsterdam – les points sur lesquels les dirigeants en 1997 n'ont pas pu se mettre d'accord. Avec son discours *Notre Europe*, Jacques Chirac a déjà fixé la ligne de conduite en ce qui concerne l'évolution institutionnelle de l'Union européenne. Pour la France, il s'agit de corriger les résultats peu favorables du sommet précédent, et pour Jacques Chirac de se libérer de la honte personnelle d'Amsterdam.

De point en point, le concept chiraquien de la réforme institutionnelle devient plus concret : Le Président plaide pour la réduction numérique de la Commission européenne, une autre fois pour une nouvelle pondération des voix au Conseil afin

¹⁵⁴ Bitsch 2008: p. 331.

¹⁵⁵ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 197.

¹⁵⁶ Bitsch 2008: p. 331.

de garantir l'influence française dans une Europe élargie, et pour la réalisation d'une *Europe Puissance*, une Europe qui peut agir comme acteur essentiel sur la scène internationale. L'*Europe Puissance* est d'ailleurs le seul point qui voit une réalisation rapide et efficace pendant la présidence française, ce qui se manifeste de manière apparente dans l'évolution de la PESD.

Néanmoins, il est évident qu'il n'y a aucune revendication nouvelle parmi les points proposés par le Président français – tous ont déjà fait les frais des négociations à Amsterdam. Cela souligne une autre fois la volonté de solutionner d'abord les *leftovers* d'Amsterdam au lieu d'entrer dans un débat plus avant-gardiste et plus courageux sur l'avenir de l'Europe. Gisela Müller-Brandeck-Bocquet critique à la fois Chirac et Jospin, qui parlent à l'unisson d'un programme pragmatique et réaliste. Pour elle, le programme français pour la présidence du Conseil n'est que peu ambitieux¹⁵⁷.

Mais avant de commencer les grands travaux européens, la France doit encore finir les travaux chez elle : En ce qui concerne l'adoption des directives européennes dans la loi nationale, la France se trouve à la douzième position sur quinze¹⁵⁸. Pour satisfaire au rôle-modèle présidentiel du Conseil, Jacques Chirac essaye de faire transposer ces directives par décrets présidentiels, sans la participation du parlement. Bien que cela lui vaille de nombreuses félicitations de ses partenaires européens, la critique nationale du style autoritaire du Président en matière européenne s'aggrave. Cependant, c'est presque uniquement le Président qui dirige la présidence du Conseil et les préparations pour le sommet final à Nice. Philippe Lemaitre remarque dans *Le Monde* : « Lionel Jospin s'est tu, donnant des arguments à ceux qui considèrent que la construction européenne n'est pas sa priorité. »¹⁵⁹

Gisela Müller-Brandeck-Bocquet va encore plus loin et délivre une critique impitoyable à la présidence française du Conseil qui concerne le Président et aussi le Premier ministre :

Anfang des neuen Jahrtausends waren Frankreich allem Anschein nach europapolitische Visionen und integrativer Ehrgeiz abhandeln gekommen. Die Kohabitation tat ein Übriges, um diese europapolitische Lauheit zu

¹⁵⁷ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 202.

¹⁵⁸ cf. Stanat 2006: p. 289.

¹⁵⁹ Lemaitre 2000: p. 18.

befördern, band sie doch zwei Politiker zusammen, die – jeder für sich – allenfalls als Vernunfts-, nicht aber als Herzenseuropäer galten.¹⁶⁰

Mais il y a un acteur nouveau dans le domaine européen du côté de la France qui mérite d'être mentionné. Déjà pendant les sanctions européennes contre l'Autriche, Hubert Védrine, le ministre français des Affaires étrangères de 1997 à 2002 et membre du PS, commence à prendre la parole au niveau européen. Il profite de la paralysie française à cause de la cohabitation confrontative de Jacques Chirac et Lionel Jospin et s'efforce de trouver avant le sommet de Nice des approches réalisables en concertation avec les partenaires européens de la France. Il recherche le dialogue avec Joschka Fischer, le ministre allemand des Affaires étrangères, et donne son consentement aux idées de ce dernier sur l'avenir de l'Europe¹⁶¹. Au-delà, Védrine rompt, avec le soutien du ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici, avec le dogme français de la parité des voix franco-allemandes et accepte une nouvelle pondération des voix – pas au sens chiraquien, mais avec une perte significative pour la France par rapport à l'Allemagne. Bien que la France ait environ 17 millions habitants moins que l'Allemagne, l'idée de faire valoir ce déséquilibre aussi au niveau des voix n'est pas encore réalisable en France, ni dans l'opinion publique ni dans les cercles dirigeants. Védrine et Moscovici ont évidemment outrepassé les limites de leur compétence, et Jacques Chirac ne se sent pas obligé par ce compromis¹⁶² quand il reprend la main sur la politique européenne lors de la présidence française et la considère de nouveau comme domaine présidentiel.

Ainsi l'ère des acteurs multiples dans la politique européenne de la France ne dure que quelques mois. À Nice, le Président montre avec insistance qu'il est de retour au niveau européen, et qu'il ne tolère pas de concurrents.

3.2.6.3 Les (non-)décisions de Nice

Grosso modo, le sommet de Nice peut être considéré par analogie avec le sommet d'Amsterdam comme un échec en la matière. Le consensus minimal se limite à une nouvelle pondération des voix qui défavorise les pays qui vont adhérer

¹⁶⁰ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 203.

¹⁶¹ Lemaitre 2000: p. 18.

¹⁶² cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 209-210.

à l'Union européenne en 2004 - une initiative personnelle de Jacques Chirac¹⁶³ -, la réduction de la Commission européenne qui en fait n'entrera jamais en pratique, et l'amplification de la majorité surqualifiée – une concession de Jacques Chirac aux Allemands qui acceptent alors la parité des voix franco-allemands.

Cependant les commentateurs conviennent que le sommet de Nice signifie un échec pour la France, bien que le niveau de la critique diffère : *Le Figaro* parle d'une « déception du traité de Nice [et d']un accord minimal âprement négocié »¹⁶⁴, tandis que *Le Monde* parle ouvertement de « [l']échec du sommet de Nice, même s'il n'est pas reconnu comme tel à l'Elysée ou à Matignon, [et d'une] absence d'esprit européen. »¹⁶⁵ Gisela Müller-Brandeck-Bocquet va encore plus loin dans sa critique et impute la responsabilité de l'échec total presque uniquement à la diplomatie 'non-diplomatique' du Président de la République :

Wenn das [...]Treffen der europäischen Staats- und Regierungschefs in ungewohnt kalter Atmosphäre stattfand [...], so ist dies zu einem Gutteil der allenthalb als chaotisch und undiplomatisch kritisierten französischen Verhandlungsführung und der Unbeugsamkeit des französischen Staatspräsidenten anzulasten. Der bislang längste Reformgipfel der EU drohte mehrfach zu scheitern, was eben auch daran lag, dass Chirac nicht bereit war, die Maklerpflichten eines Ratspräsidenten wahrzunehmen und sich vielmehr auf die Durchsetzung französischer Positionen versteifte.¹⁶⁶

Philippe Lemaitre soutient cette thèse dans son article dans *Le Monde* et signale que les dirigeants européens « n'ont que modérément apprécié le style des Français, et notamment celui de leur président. »¹⁶⁷

Jacques Chirac lui-même avoue que les résultats du sommet restent assez modestes. Dans son discours devant le Parlement européen à Strasbourg après la fin du sommet, il souligne que le Traité de Nice n'est qu'un compromis minimal :

[N]ous sommes satisfaits d'être parvenus à un accord qui avait été impossible à obtenir il y a trois ans ; satisfaits d'avoir surmonté les difficultés qui rendaient si étroite la voie vers l'objectif recherché : [...] permettre à l'Europe de demain de continuer à fonctionner avec efficacité. [...] Je sais bien que le Traité de Nice ne répond pas à toutes les ambitions du Parlement européen. Mais ce Traité, je crois, est le meilleur accord possible compte tenu des contraintes qui existaient.¹⁶⁸

¹⁶³ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 213-214.

¹⁶⁴ « Europe : les déceptions de l'année 2000 » ; dans: *Le Figaro*, le 30 décembre 2000, p. 4.

¹⁶⁵ Lemaitre 2000: p. 18.

¹⁶⁶ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 211.

¹⁶⁷ Lemaitre 2000: p. 18.

¹⁶⁸ Chirac 2000b.

La seule chose qui peut être retenue comme véritable acquis du sommet de Nice est le fait que les dirigeants se rendent compte qu'il faut poursuivre le processus d'élaboration d'une constitution européenne. Pour cette raison, exactement une année après le sommet de Nice, les dirigeants européens vont fonder la Convention sur l'avenir de l'Europe. Son Président sera un Français bien connu en Europe : Valéry Giscard d'Estaing¹⁶⁹. Mais on en parlera encore plus tard dans ce mémoire.

À part cela, le sommet n'apporte que des déceptions : La réforme des institutions et des mécanismes de décisions reste très superficielle, et le sommet, malgré les protestations de la présidence française qui essaye toujours de parler du meilleur accord possible, ne trouve pas une solution véritable au problème du fonctionnement de l'Union avec 25 pays-membres. Mais le problème le plus grave est peut-être le suivant : l'arrêt du moteur franco-allemand. Contrairement aux annonces chiraquiennes, la France ne cherche plus des compromis avec l'Allemagne pour concilier ses positions européennes. Bien sûr, cela est aussi en rapport avec le nouveau gouvernement de gauche à Berlin qui a en tête des idées plus avant-gardistes que Jacques Chirac ne pouvait jamais s'imaginer. Tout compte fait, le sommet de Nice laisse peu d'innovation et beaucoup de débris. L'intégration européenne se retrouve en crise et le moteur franco-allemand ne remplit plus sa fonction. En tout cas, la France a perdu son rôle de pionnier européen¹⁷⁰.

3.2.7 Les élections présidentielles en 2002 et leur impact pour l'Europe

3.2.7.1 Les candidats et leurs visions européennes

Dans le chapitre précédent on a vu que le Traité de Nice est déjà assombri par les élections présidentielles au printemps 2002. Jacques Chirac sait que la mission de défendre son mandat ne sera pas facile. Ses adversaires sont

¹⁶⁹ Les critiques reprochent à Chirac, qui s'engage personnellement pour la nomination de son adversaire ancien à la fin de l'année 2001, qu'il ne voulait qu'empêcher la candidature éventuelle de Giscard aux élections présidentielles de 2002.

¹⁷⁰ cf. Müller-Brandeck-Bocquet: p. 217-219.

multiples : D'un côté, c'est le Premier ministre en fonction, Lionel Jospin, qui peut compter sur la grande base du Parti Socialiste. De l'autre côté, c'est Jean-Marie Le Pen, le leader du Front National, qui peut compter sur les votes de l'extrême droite et aussi de la droite mécontente de la politique du Président. Au-delà, il y a une multitude de candidats, ce qui rend l'estimation du résultat des élections presque impossible. Et en effet les élections comporteront un déroulement inattendu...

Mais parlons d'abord des programmes des candidats. On a déjà très bien examiné la politique européenne de Jacques Chirac, ainsi pense-je qu'on n'a pas besoin de parler en détail du programme chiraquien en ce qui concerne la politique européenne pour une deuxième présidence. En bref, il soutient l'idée d'une Europe forte, d'une *Europe Puissance*, mais d'une Europe des nations selon le modèle gaulliste. Il accepte des renouvellements institutionnels au niveau européen et approuve une intégration plus profonde, mais refuse toute innovation supranationale. De plus, il a présenté dans les années précédentes des propositions européennes, cependant personne sache s'il les soutient lui-même car il reste toujours assez attaché à la souveraineté nationale.

Lionel Jospin, qui n'a pas vraiment eu les moyens de forger sa propre ligne européenne pendant la cohabitation, sait qu'il aura besoin aussi d'un profil européen pour être 'présidiable'. Seulement, s'opposer sans proposer des concepts concrets peut être suffisant pour un Premier ministre dans un gouvernement de cohabitation, mais ne suffira pas pour un chef d'État. Pour cette raison, le 28 mai 2001, onze mois avant les élections présidentielles, il prononce un discours solennel sur ses visions de l'Europe. Néanmoins, cette tentative de racheter quatre années perdues au niveau européen reste très rudimentaire. Bien qu'il se proclame, avec un accent euphorique « [j]e suis Français. Je me sens Européen »¹⁷¹ absolument pro-européen, il n'arrive pas à convaincre ses critiques avec ses idées pour l'avenir de l'Union. En somme, on pourrait dire qu'il propose quasiment les mêmes visions que son adversaire, Jacques Chirac. Il se montre favorable à l'*Europe Puissance*, revendique la consolidation de la composante nationale, surtout des Parlements nationaux, et exige un renforcement du Conseil, alors de la partie intergouvernementale de l'Union européenne.

¹⁷¹ Jospin 2001.

Jospin se rend évidemment compte qu'il ne peut plus jouer uniquement la carte eurosceptique. Il sait que, étant président de la République, la politique européenne sera un des dossiers principaux. Néanmoins, son offensive européenne finit en queue de poisson. Sa campagne électorale est basée sur la politique intérieure, et ne se réfère à la politique européenne qu'en passant. Gisela Müller-Brandeck-Bocquet constate à bon escient que les propositions de Jospin ne montrent aucun esprit innovateur, et qu'un Président Jospin ne changerait pas vraiment la politique européenne de la France.¹⁷²

Quant au candidat du FN, Jean-Marie Le Pen, la situation est relativement claire. Lui, il est absolument anti-européen. Étant

un des leaders d'extrême droite les plus radicaux d'Europe de l'Ouest [il s'oppose] à la construction européenne [et] se définit lui-même comme un 'patriote', un défenseur de l'identité nationale menacée. L'un de ses principaux engagements [...] fut de sortir la France de l'Europe de Maastricht' s'il était élu.¹⁷³

L'idée d'un Président Le Pen est presque impensable, car elle mettrait fin à tout projet européen, voire même à l'Europe unie déjà acquise. Un président Le Pen n'accepterait pas la logique que l'Europe ne peut pas exister sans la France, mais que la France ne peut pas non plus exister sans l'Europe.

Ce qui semble choquant, c'est que le sujet européen n'est presque présent que dans les campagnes des anti-européens, comme dans la campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen¹⁷⁴. Les autres candidats essayent plutôt de contourner ce thème à cause de la force explosive dans l'opinion publique. En effet c'est une autre raison pour le succès inattendu des anti-européens et nommément de Jean-Marie Le Pen.

3.2.7.2 Le vote qui choque la France et l'Europe

Le 21 avril 2002, la scène politique en France voit un « mini-tremblement de terre »¹⁷⁵. Ce n'est pas Lionel Jospin qui va défier Jacques Chirac au deuxième

¹⁷² cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 226-229.

¹⁷³ Balme 2006: p. 376-377.

¹⁷⁴ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 230.

¹⁷⁵ Collovald 2003: p. 188.

tour, mais Jean-Marie Le Pen. Avec 16,86% des votes, Le Pen dépasse les 16,18% du candidat socialiste et fait mentir tous les analystes politiques.

<i>Les élections présidentielles de 2002 – Premier tour</i>	
Candidats	% des votes
J. Chirac (RPR)	19,88%
J.-M. Le Pen (FN)	16,86%
L. Jospin (PS)	16,18%
F. Bayrou (UDF)	6,84%
A. Laguiller (LO)	5,72%
J.-P. Chevènement (MDC)	5,33%
N. Mamere (Les Verts)	5,25%
O. Besancenot (LCR)	4,25%
J. Saint Jossé (CPNT)	4,23%
A. Madelin (DL)	3,91%
R. Hue (PC)	3,37%
B. Megret (MNR)	2,34%
C. Taubira (PRG)	2,32%
C. Lepage (Cap21)	1,88%
C. Boutin	1,19%
D. Gluckstein (PT)	0,47%

Le choc en France et aussi en Europe est énorme. Au-déla, la défaite de Lionel Jospin marque le point de départ d'une crise du Parti Socialiste dont il n'est pas encore sorti. Les explications pour le résultat des élections sont multiples : avec 28,4%, un nouveau record d'abstentions est atteint aux élections présidentielles¹⁷⁶, la multitude des candidats surtout dans le camp de la gauche¹⁷⁷ et beaucoup d'autres encore. Toute compte fait, cela importe peu. Le Pen sera présent au deuxième tour, et Jacques Chirac devra affronter « le combat de toute [sa] vie. »¹⁷⁸

¹⁷⁶ cf. Bastien 2003: p. 197.

¹⁷⁷ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 232.

¹⁷⁸ Giesbert 2006: p. 297.

Le 23 avril, deux jours après l'élection présidentielle, Jacques Chirac fonde l'UMP, l'Union pour la majorité présidentielle – une parti de droite qui rassemble tous les forces politiques de la droite française¹⁷⁹ qui veulent éviter avec toutes leurs forces un Président Le Pen. Mais, comme le dit Franz-Olivier Giesbert, « la gauche défile [aussi] contre Le Pen avant d'appeler à voter Chirac, la mort dans l'âme. »¹⁸⁰

Enfin, Jacques Chirac réussit à apparaître comme le candidat de tous les Français contre Le Pen et gagne le deuxième tour avec une avance historique : Le Président réélu réunit plus de 82% des votes et marginalise Le Pen et l'extrême droite. La France et l'Europe se sentent soulagées. Le processus de l'intégration est sauvé, et Jacques Chirac se présente comme le sauveur de la France et de l'Europe. Néanmoins, Giesbert constate avec raison que « [c]e n'est pas Jacques Chirac qui a gagné l'élection présidentielle de 2002, mais Lionel Jospin qui l'a perdu. »¹⁸¹

<i>Les élections présidentielles de 2002 – Deuxième tour</i>	
Candidats	% des votes
J. Chirac	82,21%
J.-M. Le Pen	17,79%

3.2.8 Les acteurs de la politique européenne pendant la cohabitation

Les cinq années de la cohabitation Chirac-Jospin ne voient pas un changement substantiel de la politique européenne de la France. Le Président reste l'acteur le plus actif sur le terrain européen et le Premier ministre se concentre sur les agendas nationaux. Cependant il y a des sujets qui mènent à une confrontation des deux politiciens porteurs d'idéologies fortement différentes : Ces points sont surtout la monnaie unique et les critères de Maastricht, ainsi que certains thèmes qui concernent d'un point ou d'un autre la France et ses citoyens. Concernant les

¹⁷⁹ cf. Grunberg: p. 471.

¹⁸⁰ Giesbert 2006: p. 297.

¹⁸¹ Giesbert 2006: p. 287.

questions institutionnelles, les divergences entre les positions de Chirac et de Jospin sont négligeables. Néanmoins, la cohabitation mène à une certaine stagnation de la politique européenne française. Hans Stark essaye d'expliquer cette paralysie en évoquant la partage des agendas nationaux et européens :

Jacques Chirac fehlte die innenpolitische Unterstützung, um integrations- und außenpolitische Akzente zu setzen, während Lionel Jospin als Premierminister nicht über die politische Legitimität verfügte, um dieses Defizit zu kompensieren.¹⁸²

Au premier semestre de l'année 2000, il y a une période assez brève dans la politique européenne de la France qui voit plusieurs acteurs présents sur la scène européenne : À cause des échecs multiples du Président dès le commencement de la cohabitation, en 2000 le ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, et le ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici, parviennent à une certaine influence en matière européenne grâce à l'absence plus ou moins volontaire du Président. Mais cela s'achève définitivement avec la présidence française du Conseil européen qui commence en juillet 2000 et marque le retour indubitable de Jacques Chirac dans la politique européenne.

Au-delà, il y a encore deux acteurs qui influencent la politique européenne pendant l'ère de la cohabitation, bien que leur influence soit plutôt indirecte et non basée sur un mandat officiel en France. Le premier s'appelle Valéry Giscard d'Estaing qui utilise sa présidence de la Convention sur l'avenir de l'Europe pour aussi participer au débat français sur l'intégration européenne. Le deuxième, c'est Jean-Marie Le Pen, qui paralyse avec son résultat au premier tour des présidentielles au moins pour quelques semaines la France et l'Europe, car ses idées bouleversent les fondements de l'Europe unie.

¹⁸² Stark 2004: p. 57.

4 La politique européenne de la France pendant le quinquennat de Jacques Chirac de 2002 à 2007

4.1 Une politique gaulliste et l'arrêt du moteur franco-allemand

4.1.1 Enfin seul – la nouvelle politique européenne de Jacques Chirac

Quatre semaines après l'élection présidentielle, les Français donnent au nouveau Président un parlement qui correspond à ses idées. Le nouveau parti de la droite, l'UMP¹⁸³, remporte une majorité écrasante et met fin à l'ère de la cohabitation. Ainsi Jacques Chirac est-il libéré de cette situation détestée qui a paralysé son septennat précédent. Il peut nommer un premier ministre selon son propre goût, qui vient de la droite et qui ne se mêle pas dans les *domaines réservés* du président. Le nouveau chef du gouvernement s'appelle Jean-Pierre Raffarin et forme un gouvernement correspondant aux idées chiraquiennes. La gauche, qui espérait une récompense pour son soutien de la candidature de Chirac au deuxième tour, reste les mains vides. Quatre ministres sont sans appartenance politique, le reste vient de la droite¹⁸⁴.

Quant à la politique européenne de la France, le Président peut maintenant baser sa politique sur une puissance quasi hégémonique. Très vite, il met au clair qu'il se réserve la politique étrangère, y compris la politique européenne. Chirac n'accepte plus aucune ingérence dans la politique européenne, ni du Premier ministre ni des ministres formellement chargés de l'agenda européen. En fait, ni Jean-Pierre Raffarin, le Premier ministre français, ni la ministre déléguée aux Affaires européennes, Noëlle Lenoir, ne peuvent développer une ligne propre en matière de politique européenne. Il ne leur reste qu'à accepter la ligne du président ou à démissionner. Dans son premier discours comme Premier ministre, Raffarin ne propose aucune idée propre concernant l'Europe. Au contraire, il

¹⁸³ Après les élections présidentielles, l'Union pour la majorité présidentielle change de nom et s'appelle Union pour un mouvement populaire – surtout pour garder l'abréviation facile à retenir : UMP.

¹⁸⁴ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 233-234.

répète obstinément les doctrines européennes de Jacques Chirac et souligne la prépondérance du président dans le dossier européen¹⁸⁵.

Enfin seul dans la politique européenne, le Président de la République française promet des avances historiques dans l'intégration européenne. Pour récompenser la paralysie européenne pendant la cohabitation, il annonce que son quinquennat sera européen¹⁸⁶.

Mais quelles sont ses propositions concrètes ? Ses idées sur l'Europe ne changent pas beaucoup en comparaison de son discours devant le *Bundestag* allemand en 2000¹⁸⁷. Il demande encore une fois, mais avec plus de vigueur, la construction d'une *Europe Puissance*. Au-delà, il veut une réforme démocratique en incluant les parlements nationaux dans les processus européens et en élargissant les compétences du Conseil de l'UE – ce qui va diminuer la supranationalité et fortifier l'aspect intergouvernemental de l'Union, l'effet ouvertement souhaité de Jacques Chirac.

Mais il y a une idée nouvelle qu'il faut mentionner : En 2002, c'est la première fois que Chirac accepte qu'une Constitution européenne soit travaillée dans une Convention européenne¹⁸⁸. Jusqu'à ce jour-là, il n'acceptait que le Conseil de l'UE comme *Seigneur des Traités*. Maintenant il donne son accord à une Convention d'experts politiques qui sera chargé de l'élaboration d'une Constitution européenne. Déjà à la fin de l'année 2001 Chirac avait donné son approbation à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing comme Président de la Convention – sans doute aussi pour se débarrasser d'un concurrent éventuel aux élections présidentielles – en le recommandant.

Les promesses au début du premier quinquennat de Jacques Chirac sont vastes et prometteuses. Mais bien que la France accepte maintenant d'aller vers une intégration plus avancée, c'est un autre problème qui pourrait retarder le processus vers une Europe plus unie : La mésentente entre les dirigeants français et les dirigeants allemands qui mène presque à l'arrêt du moteur franco-allemand...

¹⁸⁵ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 242.

¹⁸⁶ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 238.

¹⁸⁷ cf. Chirac, Jacques 2000a.

¹⁸⁸ Cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 238.

4.1.2 La Convention sur l'avenir de l'Europe et le rôle de la France

Grâce à la mise en place d'une Convention, le débat constitutionnel n'est pas vraiment perturbé par les tensions bilatérales entre la France et l'Allemagne. Tandis que l'intégration européenne hors de la Convention européenne ne voit pas de progrès remarquables pendant les premières années du quinquennat chiraquien, le projet d'une Constitution pour l'Europe franchit des pas décisifs, car il n'est plus soumis directement aux dirigeants des pays-membres de l'Union européenne, mais aux experts en la matière qui sont surtout des pro-européens convaincus. Ils ont tous compris que le projet d'une Constitution pour l'Europe porte la chance historique de donner une Constitution progressiste à l'Union européenne¹⁸⁹.

Le Président de la Convention, Valéry Giscard d'Estaing, n'a pas besoin de présenter sa carte de visite : toute l'Europe sait que l'ancien Président français est pro-européen sans restrictions. Dans son livre *Europa auf dem Weg zur Verfassung*, Hartmut Marhold rassemble les discours les plus importants du Président de la Convention entre 2001 et 2004. À l'aide de ces documents on voit très clairement l'évolution du projet de Constitution. Giscard souligne surtout que les négociations dans le cadre de la Convention sont plus appropriées pour élaborer un projet tel que celui de la Constitution européenne que les négociations intergouvernementales¹⁹⁰ car la Convention garantit une continuité plus stable que les débats sans conviction réelle des représentants nationaux.

Au-delà, Giscard est, par son mandat de Président de la Convention, de retour dans la politique européenne et même dans la politique européenne de la France. Pendant les années suivantes, il aura à travers son mandat la puissance d'influencer la politique européenne dans sa patrie, ce qu'il fera avec dévouement. Ironiquement, cela le rend plusieurs fois complice de Jacques Chirac, qui peut s'identifier avec la plupart des propositions faites à la Convention. Ainsi, la troisième collaboration¹⁹¹ des deux hommes d'État devient la plus amicale et la plus fructueuse.

¹⁸⁹ cf. Palmer 2003: p. 70.

¹⁹⁰ cf. Marhold 2004: p. 95.

¹⁹¹ Les deux ont déjà collaboré en 1968 - Giscard étant ministre de l'Économie et des Finances, Chirac étant secrétaire d'État au même ministère - et de 1974 à 1976 - Giscard étant Président de la République et Chirac étant son Premier ministre.

Les rapports provisoires périodiquement présentés par les membres de la Convention montrent que la Constitution va proposer des projets très ambitieux. Ce qui semble intéressant, c'est qu'on y trouve aussi beaucoup d'idées proposées par Jacques Chirac qui, comme par exemple le renforcement du rôle des parlements nationaux, la fin de la rotation de la présidence du Conseil et ainsi un renforcement des compétences du Conseil¹⁹². De plus, la Convention reprend une demande relativement ancienne et méconnue du Président français : La désignation d'un Président permanent du Conseil Européen :

Plaçons à la tête du Conseil Européen une personnalité élue par ses membres pour une durée suffisante. Ce Président incarnerait l'Europe aux yeux du reste du monde et conférerait au système institutionnel la stabilité dont l'Union a besoin pour être forte.¹⁹³

Ces propos sont une grande étape vers une Constitution d'une Europe unie, mais il y a aussi des voix critiques qui ont espéré plus d'innovation et plus de progressivité. Ce sont surtout les Allemands qui se montrent déçus par les premiers rapports provisoires. Günter Verheugen, commissaire européen allemand, déclare dans un discours à propos de la Convention sur l'avenir de l'Europe :

Ich gehöre zu denen, die diesem Konvent mit großen Erwartungen entgegengesehen haben. Deshalb fühle ich mich auch berechtigt zu sagen, dass ich mich in der vergangenen Woche über das Zwischenergebnis, das vorgelegt wurde, tief enttäuscht gefühlt habe.¹⁹⁴

Beaucoup d'idées ambitieuses proposées par les dirigeants allemands, par le chancelier Schröder ou par le ministre des Affaires étrangères, Fischer, n'ont pas été pris en considération. D'un côté, les concepts présentés par Schröder et Fischer semblent trop ambitieux et peu susceptibles d'obtenir une majorité au Conseil de l'Union européenne. De l'autre côté, ils sont souvent totalement contraires aux idées françaises et chiraquiennes. Et le Président de la Convention, Giscard, connaît trop bien son ancien collaborateur Chirac : Celui-ci n'accepterait jamais une Constitution dictée par les Allemands contre ses propres vues.

Les premiers rapports provisoires élaborés par la Convention correspondent alors parfaitement aux idées de la France et de Jacques Chirac. Mais en vérité ils vont plus loin. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas dans la tête une Europe des nations,

¹⁹² cf. Marhold 2004: p. 96-97 et 101.

¹⁹³ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 240.

¹⁹⁴ Verheugen 2003: p. 33.

comme l'a sans doute Chirac. Le côté révolutionnaire de la Constitution proposée par la Convention de Giscard est qu'elle met en route un concept qui correspond fortement au projet envisagé par les pères fondateurs de l'Europe unie, Jean Monnet et Robert Schuman : les Etats-Unis de l'Europe. Bien sûr cette énonciation ne figure dans aucun papier officiel. Mais la Constitution prévue inclurait officiellement un drapeau européen, une hymne européenne et une « nationalité » européenne – des signes jusqu'à là officiellement réservés aux États nationaux. Et à cause des concessions en la matière, Jacques Chirac ne fait pas obstacle à laisser passer ces propositions qui lui semblent peut-être marginales. Néanmoins les européens convaincus savent qu'elles ne le sont pas.

Vers la fin de l'année 2002, le processus de l'élaboration d'une Constitution européenne entre dans une nouvelle phase, car l'Allemagne et la France « se font représenter à la convention par leurs ministres des Affaires étrangères, Joschka Fischer et Dominique de Villepin »¹⁹⁵. Le projet de réunir tous les traités des cinquante années précédents dans une seule Constitution et d'ajouter des innovations considérables est alors à un stade décisif. Après la réconciliation franco-allemande en 2003, dont on va parler encore plus tard, tout va très vite. Enfin, le 20 juin 2003, Valéry Giscard d'Estaing peut déjà présenter au Conseil européen de Thessalonique le résultat final de la Convention : c'est une vraie Constitution au sens classique, comme n'en ont normalement que les États nationaux, incluant non seulement tous les traités de l'*acquis communautaire*, mais aussi la Charte des droits fondamentaux et un préambule solennel¹⁹⁶. Giscard et la Convention ont construit une Constitution qui pourrait être la base solide d'une Europe unie. Maintenant c'est aux dirigeants européens d'en tirer les conclusions.

¹⁹⁵ Bitsch 2008: p. 333.

¹⁹⁶ cf. Marhold 2004: p. 131.

4.1.3 Chirac et Schröder – une amitié sur le tard

Le tandem franco-allemand forme historiquement le moteur de l'Union européenne. Comme on a déjà vu dans ce mémoire, une bonne relation entre la France et l'Allemagne a toujours été une condition *sine qua non* pour le progrès de l'intégration européenne. Concordant avec ma thèse principale de l'influence des acteurs individuels, c'était souvent la relation personnelle entre le président français et le chancelier allemand qui décidait de l'arrêt ou de bon fonctionnement du moteur franco-allemand. On a vu des couples glorieux, comme de Gaulle – Adenauer, Giscard – Schmidt ou bien Mitterrand – Kohl. Ils ont tous basé leur travail politique sur une relation amicale.

Cela n'est pas le cas en ce qui concerne le couple Chirac – Schröder. Au moins, ce n'est pas le cas pendant les premières années. Hendriks et Morgan résument : « The Franco-German relationship [under Chirac and Schröder] is sealed by perceived necessity: it [...] does not depend on personal friendship. »¹⁹⁷

Cela se voit aussi assez bien en regardant les élections présidentielles en France et les élections législatives en Allemagne en 2002. Avant le vote, Jacques Chirac parle franchement de sa préférence pour Edmund Stoiber, le concurrent de Gerhard Schröder ; et celui-ci ne fait pas un secret de sa sympathie pour le candidat socialiste, Lionel Jospin¹⁹⁸. On voit très bien que la sympathie personnelle entre les deux politiciens reste dans des limites très restreintes.

Heiko Engelkes, correspondant allemand à Paris, donne le gros de la responsabilité pour la période glaciale des relations franco-allemandes à Jacques Chirac :

Seit Jacques Chirac die Geschicke Frankreichs lenkt, sind die deutsch-französischen Beziehungen allerdings eher flatterhaft geworden – abhängig von den manchmal sprunghaften Ideen des Staatspräsidenten, von seinen eigenmächtigen Entscheidungen und nationalen Überzeugungen, mal kühl, mal lau, mal eisig und dann wieder euphorisch – ein Wechselbad der Gefühle. [...] Hauptsächlicher Streitpunkt war und blieb Europa.¹⁹⁹

Cependant la relation entre Chirac et Schröder commence à s'améliorer après la campagne électorale du chancelier allemand par laquelle il réussit de gagner des

¹⁹⁷ Hendriks 2001: p. 176.

¹⁹⁸ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 246.

¹⁹⁹ Engelkes 2005: p. 203-204.

élections qui semblaient perdues d'avance. Son engagement personnel pendant les inondations en Allemagne durant l'été 2002, quelques mois avant les élections législatives, ne lui porte pas seulement une victoire inattendue aux élections, mais aussi le respect sincère de Jacques Chirac, qui apprécie le tempérament de luttreur du chancelier allemand²⁰⁰.

Le tournant symbolique dans les relations franco-allemandes est peut-être la célébration du quarantième anniversaire du traité de l'Elysée entre la France et l'Allemagne en janvier 2003. En ce jour historique, Chirac et Schröder s'efforcent de montrer ouvertement que le moteur franco-allemand est de retour. Luc de Barochez constate dans son article dans *Le Figaro* :

La France et l'Allemagne viennent de retrouver, après des années d'éloignement et de méfiance réciproque, une volonté politique de construire l'Europe ensemble. Depuis trois mois, on assiste au retour du moteur franco-allemand. Il ne fonctionne certes pas à plein régime, comme par le passé, mais il déploie suffisamment de puissance pour entraîner l'Union européenne derrière lui.²⁰¹

Devant les députés allemands et français réunis à Versailles le 22 janvier 2003, Jacques Chirac lui-même prône la nouvelle amitié entre la France et l'Allemagne :

Les destins de l'Allemagne, de la France et de l'Europe se mêlent et s'entrecroisent. Ensemble, Allemands et Français doivent poursuivre leur aventure commune. J'ai confiance dans l'avenir de l'Europe parce que j'ai confiance dans la solidité de la relation franco-allemande.²⁰²

D'une part, Chirac a changé d'avis en ce qui concerne son image de Schröder, d'autre part il voit déjà se profiler le conflit avec les Etats-Unis qui va éclater deux mois après, avec la guerre en Irak. Sans doute, tous les deux, Chirac et Schröder, ont compris que dans une Europe des 25, ils auront besoin l'un de l'autre pour rester à la tête de l'Europe²⁰³.

La relation entre Chirac et Schröder n'est pas un 'coup de foudre'. Ils ont eu besoin d'environ quatre années pour devenir non seulement des partenaires, mais aussi des amis. Cependant l'événement qui va les souder l'un à l'autre est encore à venir : La crise irakienne.

²⁰⁰ cf. Engelkes 2005: p. 209.

²⁰¹ Barochez 2003: p. 1.

²⁰² Chirac 2003a.

²⁰³ cf. Engelkes 2005: p. 216.

4.2 La relance du noyau franco-allemand

4.2.1 La crise irakienne et le coude à coude franco-allemand

Déjà au début de l'année 2003 il semble presque inévitable que le conflit entre les Etats-Unis et l'Irak va déboucher sur la guerre. L'objet de mon mémoire n'est pas d'analyser les causes exactes pour la guerre et ses impacts sur la politique mondiale, mais de regarder ce que la guerre en Irak a changé en Europe. Et cela est évidemment considérable.

Déjà en janvier, la France s'oppose à une intervention militaire en Irak. Jacques Chirac à des raisons multiples pour ne pas impliquer la France dans une guerre en Irak : Premièrement, un nombre considérable des troupes françaises conséquentes est engagé en Afghanistan, une autre guerre initiée par les Etats-Unis. Deuxièmement, il y a une antipathie personnelle entre Jacques Chirac et George W. Bush²⁰⁴, et le Président français ne respecte jamais vraiment son collègue américain. Et, enfin, Jacques Chirac voit dans un refus de participer à une guerre en Irak une opportunité avantageuse pour mettre en cause l'hégémonie américaine sur le plan international et pour souligner l'importance mondiale de la France à travers les Nations Unis²⁰⁵.

Le 18 mars, deux jours avant l'intervention militaire des Etats-Unis en Irak, Jacques Chirac dit clairement que,

[f]idèle à l'esprit de la Charte des Nations Unis, qui est notre loi commune, la France considère que le recours à la force est le dernier recours, quand toutes les autres options ont été épuisées.²⁰⁶

Plus précisément dit, il n'y a pas de doute sur la position chiraquienne en cas d'attaque unilatérale des États-Unis : « quand George Bush entend faire la guerre avec un mandat de l'ONU, [...] la France est prête à lui opposer un veto au Conseil de sécurité. »²⁰⁷ Finalement, les Etats-Unis envahissent l'Irak sans la légitimation du Conseil de sécurité des Nations Unis.

²⁰⁴ cf. Giesbert 2006: p. 323.

²⁰⁵ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 255.

²⁰⁶ Chirac 2003c.

²⁰⁷ Giesbert 2006: p. 324.

Mais ce qui est intéressant pour l'Europe, c'est que le conflit divise le continent en deux camps : Les partisans et les adversaires de la guerre en Irak. Comme on l'a déjà mentionné dans le précédent chapitre, l'Allemagne s'aligne sur la position française. Le Monde résume que

le chancelier Gerhard Schröder, en pleine campagne électorale, clame [déjà en 2002] haut et fort que son pays ne participera en aucun cas à une '*aventure*' militaire américaine en Irak.²⁰⁸

Ainsi peut-on constater que la ligne commune contre une guerre en Irak est encore basée sur des décisions d'acteurs individuels. Schröder ne veut pas perdre les élections en s'opposant à l'opinion publique en Allemagne qui refuse strictement un engagement militaire allemand, tandis que Chirac essaye de regagner son influence mondiale, tout en s'opposant quasi de réflexe à l'idée de son ennemi juré, George W. Bush.

Ainsi le moteur franco-allemand de l'Union européenne se trouve-t-il à l'unisson – contre l'unilatéralisme américain et pour un monde dans lequel on entende encore la voix des vieilles puissances européennes. Donald Rumsfeld, secrétaire d'État des Affaires étrangères aux Etats-Unis, appelle cette coalition avec un ton méprisant *Old Europe* (vielle Europe) – en l'opposant au *New Europe* (nouvelle Europe)²⁰⁹. Cela pose un vrai problème à l'intégration européenne, car une grande partie des États européens ne soutient pas l'initiative franco-allemande et prône franchement sa participation à la guerre irakienne. La Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, le Danemark, la Pologne, l'Hongrie et la République tchèque rédigent un papier qui s'appellera ensuite *la lettre des huit*²¹⁰, dans laquelle ils soutiennent la ligne opiniâtre des Etats-Unis.

La division de l'Europe est accomplie. La polémique est lancée. Tandis que la *nouvelle Europe* et les Etats-Unis accusent la France et l'Allemagne de ne pas comprendre le caractère sérieux du conflit avec l'Irak, la *vieille Europe*, et surtout la France, est fâchée du comportement des huit. Jacques Chirac est dans tous ses états : Il n'apprécie pas le comportement des pays-membres de l'UE qui s'alignent sur la position américaine, mais il méprise la position de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque, pays qui vont adhérer à l'Union l'année

²⁰⁸ Jarreau 2003: p. 12.

²⁰⁹ cf. Engelkes 2005: p. 230.

²¹⁰ cf. Bitsch 2008: p. 314.

suivante. Dans un discours à Bruxelles en février 2003, il trouve des mots acides pour ces pays candidats :

Concernant en tous les cas les pays candidats, [...] je trouve qu'ils se sont comportés avec une certaine légèreté. Car entrer dans l'Union européenne, cela suppose tout de même un minimum de considération pour les autres, un minimum de concertation. Si, sur le premier sujet difficile, on se met à donner son point de vue indépendamment de toute concertation avec l'ensemble dans lequel, par ailleurs, on veut entrer, alors, ce n'est pas un comportement bien responsable. En tous les cas, ce n'est pas très bien élevé. Donc, je crois qu'ils ont manqué une bonne occasion de se taire.²¹¹

Le Président de la France, à l'ancien style gaulliste, fait la leçon aux pays qui ne respectent pas le monopole français sur la politique internationale de l'Union européenne. En vérité, ce monopole n'existe plus depuis la fin du monde bipolaire – ce n'est qu'un baroud d'honneur de Jacques Chirac pour sauver ce qui est déjà perdu. Au-delà, ce sont aussi des pays-membres importants, comme la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne, qui n'acceptent plus de se soumettre à un *leadership* français. Cependant pour Chirac la déloyauté des pays candidats pèse plus lourd : les Français, et surtout leur Président voient justifié leur scepticisme envers l'élargissement de l'Union européenne vers l'Est, qui n'a jamais été un thème très populaire en France. La peur que la France puisse être marginalisée en Europe à cause de l'appui à la position américaine des autres pays fait râler le Président de la République.

Du côté des pays candidats, le comportement de Chirac et son choix de mots deviennent le sujet d'une vive critique. Surtout la Pologne se sent malmenée par la France et son Président²¹². *Le Figaro* cite un diplomate polonais qui commente à propos de Chirac et de sa politique pendant la crise irakienne : « 'Les pays de l'Est ne l'oublieront pas : ils se sont sentis insultés, humiliés.' »²¹³ De plus, les nouveaux pays n'ont pas encore oublié les positions chiraquiennes au sommet de Nice²¹⁴. L'attitude de Jacques Chirac à propos de la crise irakienne ne semble pas apte à améliorer cette relation tendue entre la France et les pays candidats.

En somme, on peut dire que la guerre en Irak porte deux effets pour la politique européenne de la France : D'un côté, elle annonce le retour du moteur franco-allemand. De l'autre côté, elle provoque une division profonde de l'Europe et

²¹¹ Chirac 2003b.

²¹² Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 261.

²¹³ Bouilhet 2007: p. 12.

²¹⁴ Pour plus d'informations, voir chapitre 3.2.6.3.

éloigne surtout les pays candidats de la ligne française. En effet, la crise irakienne montre clairement que la primauté française sur les affaires étrangères de l'Union est passée à jamais.

La question qui se posera dès lors pour l'intégration européenne, est la suivante : Est-ce qu'un moteur en état de fonctionnement peut guider une voiture qui refuse de suivre ?

4.2.2 La France et l'élargissement de l'Union européenne

4.2.2.1 L'élargissement vers l'Est

L'élargissement de l'Union européenne a lieu le 1^{er} mai 2004. Avec la Hongrie, la République tchèque, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, Chypre et Malte, l'UE passe de quinze à vingt-cinq membres. Les statistiques de l'élargissement le plus vaste dans l'histoire de l'intégration européenne sont impressionnantes :

Avec 455 millions d'habitants, le double de la population américaine, l'Europe élargie constituera le troisième ensemble démographique mondial [...] et affichera un PIB de 9 275 milliards d'euros.²¹⁵

Du point de vue économique, l'élargissement offre une chance énorme. Cependant, du point de vue politique, l'Union est en état de crise. Les irritations entre la France et les nouveaux pays-membres résultant du sommet de Nice et de la crise irakienne ne sont pas encore oubliées. Jacques Chirac, qui était toujours peu enthousiaste envers l'élargissement, se voit confronté à une opposition sévère. Non seulement

[a]vec l'élargissement, l'UE voit son centre de gravité se déplacer vers l'Est, [mais aussi c]es nouveaux membres risquent de n'être pas très intéressés par l'Europe puissance' et attendent de l'Union européenne avant tout la prospérité et le bien-être.²¹⁶

Pour cette raison, Jacques Chirac essaye de trouver une issue à cette impasse de l'intégration européenne. Il sait qu'avec 25 partenaires il sera beaucoup plus

²¹⁵ Avril 2004: p. 2.

²¹⁶ Bitsch 2008: p. 340.

difficile de parvenir à des décisions – à plus forte raison quand la plupart des nouveaux pays ne partage pas les idées françaises et que la France risque inévitablement d'être marginalisée. Ainsi lance-t-il une autre fois le concept des *groupes pionniers*, incluant naturellement la France et l'Allemagne²¹⁷. Sans doute, les relations franco-allemandes au moment de l'élargissement sont excellentes. Comme on a vu dans les chapitres précédents, le moteur de l'Union est de retour. Seulement, l'Allemagne a traditionnellement des relations plus étroites avec les pays de l'Est et n'est pas disposée à provoquer des désaccords diplomatiques en s'alignant inconditionnellement à la position française. Il est hors de doute que l'élargissement a perceptiblement déplacé la balance européenne, et c'est l'Allemagne qui, non seulement grâce à sa position géographique, sera parmi les gagnants, autant que la France sera du côté des perdants. Pour cette raison, l'Allemagne se montre peu enthousiaste en ce qui concerne une coopération plus profonde avec la France au détriment des relations avec les nouveaux pays. Joschka Fischer, autrefois partisan convaincu de l'Europe des *groupes pionniers*, fait savoir à ses partenaires français que l'Allemagne supportera toute initiative pour une intégration plus profonde, mais pas dans le cadre d'un groupe privilégié. Fischer avoue ouvertement que le concept d'une Europe à plusieurs groupes qu'il a proposé en 2000 serait maintenant démodé²¹⁸. Sans brusquer la France et Chirac, les dirigeants allemands montrent clairement qu'ils ne pensent plus à chercher les accords européens exclusivement dans un cadre franco-allemand. Bien que l'élargissement soit perçu aussi en France comme « la naissance d'une nouvelle Union européenne »²¹⁹, le scepticisme prédomine. Cette méfiance ne se limite pas aux dirigeants politiques, mais a bien sûr aussi atteint les populations. Selon *Le Figaro*, « les Français sont largement favorables à l'élargissement mais s'inquiètent de ses conséquences pour l'emploi et leur système de protection sociale. »²²⁰ Alors que Jacques Chirac s'efforce de souligner que l'Union serait « plus que jamais une chance pour nous et pour notre avenir »²²¹, il a du mal à convaincre les Français de son optimisme de circonstance. Ils savent que leur

²¹⁷ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 280.

²¹⁸ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 281.

²¹⁹ Bitsch 2008: p. 339.

²²⁰ Fulda 2004: p. 2.

²²¹ Chirac 2004.

Président n'a jamais été un partisan convaincu de l'élargissement, et que la prééminence française aura du mal dans une Europe élargie.

4.2.2.2 La finalité de l'Europe et l'élargissement à venir

Les conséquences de l'élargissement de 2004 ne sont pas encore digérées quand le débat sur le prochain élargissement commence à s'annoncer. La Roumanie et la Bulgarie ont déjà le placet d'adhérer à l'Union dans les prochaines années, même si la date exacte n'est pas encore fixée. En France se forme un front massif contre un nouvel élargissement, incluant des membres du parti du Président. Édouard Balladur, ancien adversaire de Chirac pour le poste du Président de la République en 1995 et maintenant député de l'UMP dans l'Assemblée nationale, demande selon un article publié dans Le Figaro en octobre 2005 « une 'pause' dans l'élargissement de l'Union européenne. »²²² Cette demande est soutenue par beaucoup de politiciens de l'UMP, comme Nicolas Sarkozy, Michel Barnier, le ministre des Affaires étrangères, et même Alain Juppé, l'ancien premier ministre français²²³. Au-delà, le consensus que l'Europe ne peut pas s'étendre infiniment est accepté en France par presque tous les partis politiques.

Ironiquement, c'est maintenant Jacques Chirac qui plaide pour un élargissement plus vaste et plus ambitieux : Lui se prononce favorablement pour une adhésion de la Turquie à l'Union européenne – un thème très sensible dans plusieurs pays européens, dont la France. Contrairement à la proposition de compromis de plusieurs conservateurs en France, il rejette un partenariat privilégié et demande « l'adhésion d'Ankara à l'Europe »²²⁴. Cette position est entièrement partagée par le gouvernement de gauche en Allemagne²²⁵, ce qui soude une nouvelle fois le chancelier allemand et le Président français.

L'attitude chiraquienne montre clairement que les ressentiments du Président en ce qui concerne l'élargissement de 2004 ne concernaient pas l'élargissement lui-même. Jacques Chirac s'opposait au déplacement de la balance européenne vers l'Est car cela signifiait une perte d'influence pour la France ; mais il plaide pour un

²²² Huet 2005: p. 8.

²²³ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 273.

²²⁴ Huet 2005: p. 8.

²²⁵ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 281.

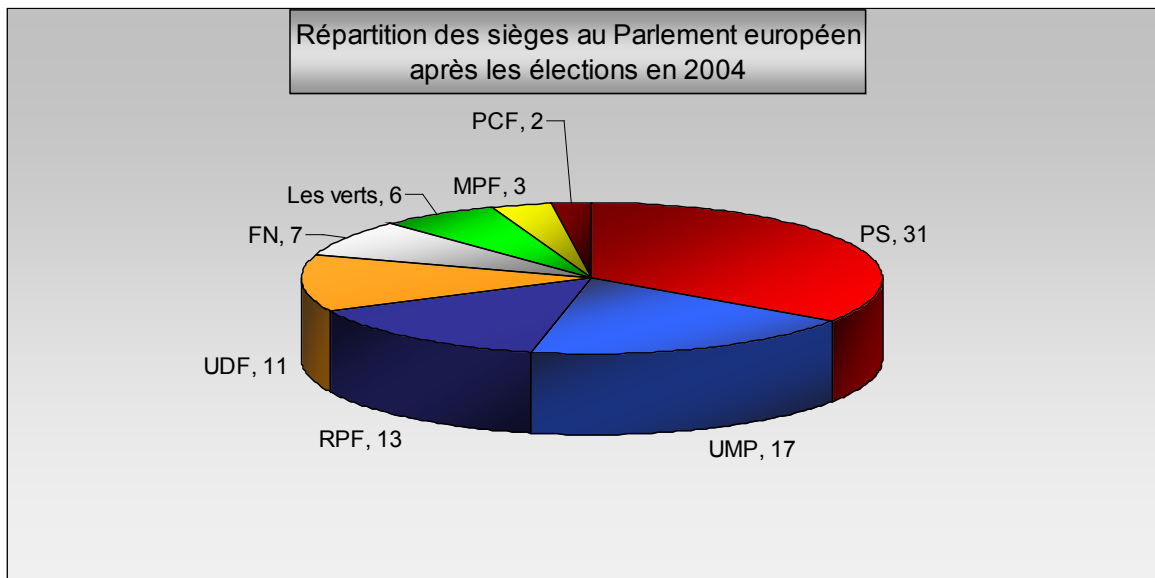
autre élargissement incluant la Turquie car il pense que cela donnerait à l'Europe le statut d'un acteur mondial et à la France la chance de regagner sa place dans l'Europe et dans le monde. En somme, Chirac espère que cela transformerait l'Union européenne en une *Europe Puissance* – le rêve du Président de la République.

4.2.3 Les élections au Parlement européen en 2004

Les élections de 2004 sont précédées par des événements décisifs au niveau européen. Pourtant, le scepticisme envers l'Europe augmente en France : comme on a vu dans les chapitres précédents, les Français se sentent les perdants des dernières étapes de l'intégration européenne. De plus, le front des eurosceptiques a même atteint le parti du Président qui essaye de plus en plus vainement de convaincre les Français de ses idées de l'Europe. Jacques Chirac se rend compte de l'euroscepticisme français. Il voit les peurs et les craintes de ses compatriotes, avivées par les politiciens français qui en escomptent un bénéfice électoral. Quelques semaines avant les élections européennes, le Président répond à la méfiance des Français et témoigne sa compréhension :

[T]rès légitimement, les Françaises et les Français s'interrogent. Que leur apporte concrètement l'Europe ? Comment rester Français en étant de plus en plus européen ? Quelles seront les limites politiques et géographiques du projet européen ? Quelle sera la capacité de cette Europe élargie à aller de l'avant ? Je veux leur dire avec force combien l'avenir de la France et l'avenir de l'Europe sont intimement liés. [...] Je veux leur dire qu'aujourd'hui comme hier, l'Europe demeure une formidable espérance, un destin partagé, une ambition pour tous.

Les mots de Chirac semblent sincères. Néanmoins il n'arrive pas à convaincre une grande majorité de ses visions pour l'Europe. Les élections ne sont pas une défaite totale pour le Président, mais elles montrent encore une fois qu'en France – mais aussi dans beaucoup d'autres pays – il est beaucoup plus facile de mener une campagne électorale contre l'Europe que pour l'Europe :



L'UMP de Jacques Chirac parvient à emporter 17 sièges et à devenir ainsi la deuxième force française au Parlement européen. Bien que cela semble être une amélioration en comparaison avec le résultat de 1999, quand le parti chiraquien n'avait que douze sièges, on doit mentionner que par exemple le Parti Socialiste atteint 31 sièges –neuf sièges de plus comparé aux élections de 1999.

Le RPF peut répéter sa performance de 1999 et conserve ses treize sièges. Les pro-européens de l'UDF parviennent même à gagner deux sièges de plus qu'aux dernières élections, comme les anti-européens du Front National autour de leur chef Jean-Marie Le Pen. Celui-ci reste un peu en deça de ses espérances car il comptait en vain sur la popularité qu'il a pu gagner pendant sa campagne présidentielle de 2002. Avec le MPF, un nouvel parti fortement eurosceptique entre dans le Parlement européen. Ses fondateurs sont les anciens camarades de parti de Jaques Chirac, autour de Charles Pasqua, qui fondaient le MPF pour contester la politique européenne de Jacques Chirac.

Cependant, il n'est pas aussi facile qu'en 1999 d'analyser les courants pour ou contre la politique européenne du Président. En 1999, on pouvait dire sans hésitation que le Président conservait la confiance de son parti. En 2004, la situation est profondément différente. Comme on a déjà vu – et comme on va encore le voir – les dirigeants du parti commencent à se révolter contre la politique européenne du Président. Ainsi on ne peut plus dire que les votes pour l'UMP valent approbation de la politique européenne du Président. Müller-Brandeck-Bocquet interprète le vote comme une nette défaite de Jacques Chirac et de son

premier ministre Jean-Pierre Raffarin²²⁶. En somme, on peut dire avec certitude que les votes eurosceptiques n'ont pas régressé.

²²⁶ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 274.

4.3 La grande déception européenne – la fin de règne

4.3.1 Le référendum sur la Constitution pour l'Europe

4.3.1.1 Est-ce qu'on a besoin d'un référendum ?

Peu après la présentation de la Constitution pour l'Europe par le Président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, Valéry Giscard d'Estaing, les discussions à propos d'un référendum sur le texte proposé commencent. Déjà en septembre 2003, deux mois après l'achèvement de la Constitution, c'est l'ancien premier ministre Alain Juppé qui « se dit implicitement favorable à un référendum sur ce projet de Constitution. »²²⁷ Pour la deuxième fois, après la question sur la Turquie, il se montre déloyal envers son ancien chef et ami Jacques Chirac. Cependant, la critique venant de Juppé est la seule critique que Chirac consente à accepter. Les autres, il les ignore. De plus en plus, Chirac comprend que le risque d'un référendum ne doit pas être sous-estimé. « L'Elysée multiplie [...] les signes d'inquiétude vis-à-vis de cette consultation populaire promise pendant la campagne présidentielle [en 2002]. »²²⁸ Le Président rassemble autour de lui des partisans fidèles qui veulent comme lui l'adoption rapide et sûre de la Constitution. Ce sont surtout le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, et le ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, qui devient en 2004 ministre de l'Intérieur. Surtout Raffarin s'efforce de souligner que la décision sur un référendum se trouve entre les mains du seul Président²²⁹. Dominique de Villepin voudrait adopter la Constitution au cours de l'année 2004 et prévient les critiques « qu'on ne pouvait accepter 'une Europe au rabais' »²³⁰. Le Président se fait remarquer par son silence assourdissant, absolument atypique pour un sujet qui concerne de manière si évidente les compétences fondamentales du chef de l'État. Pour une période limitée, il réussit, à l'aide de ses fidèles, à réduire au

²²⁷ Waintraub 2003.

²²⁸ Bresson 2003a: p. 3.

²²⁹ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 274.

²³⁰ Bresson 2003b: p. 7.

silence ses critiques qui prônent un référendum. Jacques Chirac a gagné la première bataille, mais pas encore la guerre.

4.3.1.2 Le référendum aura lieu

Après les élections européennes en juin 2004, le débat sur la Constitution en France éclate de nouveau, car il devient évident que le Président reste presque seul avec ses positions européennes. Même la plupart de ses camarades de parti refusent d'obéir à leur Président. Pour cette raison ce n'est pas l'opposition et le Parti Socialiste, encore dans le marasme après l'échec total de 2002, mais les dirigeants de l'UMP qui torpillent la politique européenne menée par Jacques Chirac à la fin de son mandat. Cela peut être vu comme la première bataille pour la succession au trône. Les prétendants possibles savent que le mandat du Président de la République en charge finira dans peu de temps et qu'il faut se placer le plus tôt possible pour sa succession. Très vite ressort le candidat le plus prometteur pour les élections présidentielles en 2007 : Nicolas Sarkozy – et il fait ses premières armes dans le champ européen, car il agit en porte-parole de ceux qui demandent un référendum sur la Constitution européenne en France²³¹. Cette querelle se transforme en un duel personnel Sarkozy versus Chirac, car le Président, logiquement, n'accepte pas d'ingérence dans un domaine qu'il considère réservé à lui-même. Le Président joue la montre et essaye de ne pas se laisser diriger par ses adversaires. Cependant, le Figaro constate que

[d]ans un sondage publié samedi [le 13 juin 2004], 66% des Français ont affirmé qu'ils voteraient pour la Constitution s'ils étaient consultés par référendum.²³²

Jacques Chirac voit la chance de sa vie : Après avoir échoué à presque tous les sommets européens, il pouvait devenir à la fin de son règne en fin de compte un héros européen. En gagnant le référendum, il pourrait faire d'une pierre deux coups : Il pourrait faire la leçon à ses adversaires de l'intérieur du parti et en même temps poser la première pierre d'une nouvelle Europe sans le goût amer d'une ratification parlementaire peu démocratique. Au-delà, il se souvient sans

²³¹ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 278.

²³² « Jacques Chirac : 'Cette Constitution est accord historique' » ; dans: Le Figaro, le 19 juin 2004.

doute de François Mitterrand qui a gagné le référendum sur le Traité de Maastricht et fait mentir tous ses critiques.

Pour cette raison, à la fin de l'année 2004, Jacques Chirac cède aux insistances de Nicolas Sarkozy et annonce un référendum pendant le deuxième semestre de 2005²³³. Ainsi le prétendant gagne-t-il la première bataille contre le Président, bien que ce dernier escompte encore une issue favorable au référendum. De plus, c'est en secret de Polichinelle que Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy sont des ennemis jurés. Depuis que Sarkozy s'est mis du côté de Balladur pendant la campagne présidentielle en 1995, Chirac est, comme le dit Franz-Olivier Giesbert, obsédé par un « anti-sarkozysme total et frénétique »²³⁴. Ici, ce n'est pas le lieu d'exposer les phases successives de l'inimitié entre Chirac et Sarkozy²³⁵. Indiquons seulement que la relation personnelle entre ces deux politiciens du même camp politique est assez froide.

Jacques Chirac se lance dans la campagne pour le référendum avec la certitude de triompher. Évidemment, pour cette raison il commet par excès de confiance des fautes qu'il paiera le prix fort. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre et collaborateur loyal de Chirac, prévient le chef d'État que le temps pourrait être trop court pour préparer une campagne sérieuse. Selon *Le Monde*, il « juge 'très difficile' un référendum rapide sur l'Europe »²³⁶. Au-delà, Jacques Chirac ne s'occupe pas trop de la promotion personnelle pour la Constitution : Il envoie le texte de la Constitution à chaque foyer français sans expliquer ce document juridique et peu compréhensible. Est-ce qu'on peut lui reprocher son imprudence ? Sa prétention ? En fait, seul le Président connaît la réponse...

La date du référendum est fixée au 29 mai 2004 et de nouveaux obstacles à la politique du Président se présentent : Le risque d'un *vote sanction* contre la politique du président et son gouvernement apparaît quand les sondages montrent de plus en plus une baisse du nombre des Françaises et des Français qui pensent voter pour la Constitution au référendum. Le référendum risque de devenir une sanction personnelle de Jacques Chirac. Gisela Müller-Branddeck-Bocquet évoque

²³³ Ceaux 2004: p. 38.

²³⁴ Giesbert 2006: p. 237.

²³⁵ Pour plus d'informations sur la relation tendue entre Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, voir Giesbert 2006: p. 235-240.

²³⁶ Ceaux 2004: p. 38.

que l'élection au Parlement européen en 2004 était aussi un vote sanction contre le gouvernement actuel, et elle conclut :

[D]ie Franzosen [haben] ihren Staatspräsidenten und seine Regierung bitter abgestraft. Sollten sie auch das Referendum des kommenden Jahres zu solch einem ‚vote sanction‘ instrumentalisieren, dann wäre das eine europapolitische Katastrophe, deren Ausmaß man sich derzeit noch gar nicht auszumalen wagt.²³⁷

4.3.1.3 Le « Non » des Français contre la volonté de leur Président

Le résultat du référendum n'est pas étié. Au contraire, il ne pourrait pas être plus clair. 54,67% des électeurs n'approuvent pas que la France ratifie la Constitution européenne, et seulement 45,33% exigent la ratification.

<i>Référendum français sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe en 2005</i>	
Réponse	% des votes
Non	54,67%
Oui	45,33%

Les Français se sont déclarés contre la volonté de leur Président. Les critiques se considèrent unanimement que le 'Non' des Français au référendum est de loin la plus grande défaite dans la carrière politique de Jacques Chirac. Sylvain Besson constate que « le rejet de la Constitution européenne par les électeurs français [...] est un camouflet pour le président. »²³⁸ Chirac se sent visé par le résultat du référendum. Giesbert note pathétiquement :

C'est le 29 mai 2005 que Chirac est mort politiquement, et pour de bon, cette fois, sans espoir de résurrection. Après l'échec de son référendum, il a encore deux ans à tirer. Ils seront sa croix. Ce cadavre bougera encore, par habitude, mais le cœur n'y sera plus. »²³⁹

De fait, les jours de la carrière politique de Jacques Chirac sont comptés. Müller-Brandeck-Bocquet constate dans un article paru en 2007 :

²³⁷ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 276-277.

²³⁸ Besson 2007.

²³⁹ Giesbert 2006: p. 355.

[D]er Preis war extrem hoch für Chirac: Das ‚Non‘ vom 29. Mai 2005 setzte nicht nur seinen oft ventilierten Ambitionen, ein drittes Mandat anzustreben, faktisch ein Ende. Es markierte auch seine endgültige (europa-)politische Bedeutungslosigkeit.²⁴⁰

Après le référendum, Jacques Chirac voit sa politique européenne réduite en cendres. Le soir même, Chirac s'adresse au peuple français. Dans son discours, il déplore découragé le 'Non' de ses compatriotes. La déception se lis sur son visage :

La France s'est démocratiquement exprimée. Vous avez majoritairement rejeté la Constitution européenne. C'est votre décision souveraine. J'en prends acte. [...] Mais ne nous y trompons pas, la décision de la France crée inévitablement un contexte difficile pour la défense de nos intérêts en Europe.²⁴¹

Chirac sait qu'il aura des problèmes pour expliquer à ses partenaires européens que la France ne va pas ratifier la Constitution car il s'engageait toujours personnellement pour son aboutissement. Des tensions sérieuses en Europe semblent inévitables. Le 'Non' des Néerlandais, qui ont aussi décidé d'organiser un référendum, n'est d'ailleurs pas du tout comparable à l'importance du 'Non' des Français : la France fait partie du moteur européen. Le 29 mai, le moteur européen se casse entièrement, et les dernières années de la présidence de Jacques Chirac ne seront que stagnation au niveau européen. Georges de La Loyère constate que « depuis 2005, tout a été bloqué par le débat institutionnel. »²⁴²

De plus, Jacques Chirac tire des conclusions de ce résultat peu favorable et prétend avoir compris le Françaises et les Français. Dans le même discours le 29 mai, le Président annonce :

Mes chers compatriotes, au cours de ce débat, vous avez également aussi exprimé vos inquiétudes et vos attentes. J'entends y répondre en donnant une impulsion nouvelle et forte à l'action gouvernementale.²⁴³

Cela signifie simplement que le Président pense à changer l'équipe gouvernementale. Le jour suivant, il remplace son Premier ministre Jean-Pierre Raffarin par son ancien collaborateur et actuel ministre de l'Intérieur, Dominique de Villepin. Celui-ci a prouvé sa loyauté plusieurs fois et conserve la confiance du

²⁴⁰ Müller-Brandeck-Bocquet 2007: p. 13.

²⁴¹ Chirac 2005a.

²⁴² La Loyère 2008: p. 47.

²⁴³ Chirac 2005a.

Président. Au-delà, il est, comme Chirac, un ennemi juré de Nicolas Sarkozy²⁴⁴. Franz-Olivier Giesbert suppose même une autre arrière pensée du Président – pour ainsi dire le dernier acte d'un moribond : « Chirac a-t-il donné à Villepin la mission d'en finir avec Sarkozy ? »²⁴⁵

Chirac sait que son rayon d'action, en ce qui concerne la politique intérieure comme en ce qui concerne la politique européenne, va être fortement restreint dans ses deux dernières années de présidence. Cependant il a encore la motivation de contrecarrer les projets de Sarkozy et de lui rendre la prise de pouvoir aussi difficile que possible.

Tout compte fait, la politique européenne du Président n'existe plus. Comme on a déjà constaté, elle n'est plus que l'ombre d'elle-même. Une avancée européenne ne semble plus possible pendant la présidence de Jacques Chirac car il a perdu, après la défaite la plus lourde de sa carrière entière, tout esprit innovateur.

4.3.2 La dissolution de la politique européenne de Jacques Chirac

Les deux dernières années de sa présidence, Jacques Chirac réduit sa politique européenne au strict nécessaire. D'un côté, il est personnellement déçu du vote de ses compatriotes qui ont détruit dix années de sa politique européenne. De l'autre côté, il a provoqué, avec l'échec du référendum, le mépris de ses partenaires européens qui voient condamné à l'échec le projet de l'intégration européenne à cause du 'Non' des Français. Pour cette raison, Chirac n'est plus un invité bienvenu aux réunions européennes. Ses amis en Europe sont rares. En Europe orientale, il tient le rôle de l'ennemi juré en raison de son attitude pour le moins peu enthousiaste envers les nouveaux membres. Natalie Nougayrède observe dans *Le Monde* :

Jacques Chirac a fini, en douze années de présidence, par accumuler contre lui la quantité d'aigreurs parmi les responsables de la 'Nouvelle Europe' [...]. Comme si Jacques Chirac avait totalement raté le coche de l'Est [...]. Comme si, pour le président français, il n'y avait, entre Berlin et Moscou, qu'une morne plaine peuplée de gens contrariants et qu'il valait mieux ignorer. Telle est l'impression qu'il a fini par donner.²⁴⁶

²⁴⁴ Pour des informations sur l'inimitié entre Dominique de Villepin et Nicolas Sarkozy, voir Giesbert 2006 : p. 372-376.

²⁴⁵ Giesbert 2006: p. 372.

²⁴⁶ Nougayrède 2006b: p. 2.

Bien que Chirac se fasse l'avocat de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie²⁴⁷, qui aura lieu finalement en 2007, il ne peut pas rétablir sa bonne image en l'Europe de l'Est. De plus, Angela Merkel est élue première chancelière de l'Allemagne en novembre 2005, et elle ne cherche pas une relation amicale avec le Président français, dont elle sait qu'il est politiquement mort. Au contraire, elle essaye d'entrer en contact avec le dauphin le plus prometteur, Nicolas Sarkozy.

Les derniers mini-essais chiraquiens de lancer des idées concernant l'intégration européenne passent presque inaperçues. Seulement son initiative de renforcer les liens avec la Russie et son président, Vladimir Poutine, met encore une fois en rage les dirigeants des pays de l'Europe orientale. Cependant Angela Merkel assure très vite aux nouveaux membres qu'il n'y aura pas un axe Paris-Berlin-Moscou, comme l'avait proposé Jacques Chirac²⁴⁸. Ainsi, la dernière initiative chiraquienne sur le plan européen est un échec total. Gisela Müller-Brandeck-Bocquet résume dans son article :

Da es ihm nicht gelungen war, seinem Volk die Gründe seiner Europapolitik verständlich zu machen, endete seine Präsidentschaft im Fiasko des 29. Mai 2005. So hinterließ er seinem Nachfolger ein europapolitisch weiterhin gespaltenes Frankreich.²⁴⁹

Or, ses partenaires européens ne s'occupent plus du Président sortant et commencent déjà à nouer des contacts avec l'homme qui va probablement gérer les agendas européens de la France : Nicolas Sarkozy.

Ce qui est intéressant, c'est que, de même, les autres acteurs possibles sur la scène politique européenne, notamment le premier ministre, Dominique de Villepin, ou le ministre aux Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, ne réussissent pas à donner, faut d'engagement du Président, des impulsions décisives à la politique européenne de la France. Le dossier européen en France est mis entre parenthèses.

²⁴⁷ cf. Chirac 2006.

²⁴⁸ cf. Nougayrède 2006a: p. 4.

²⁴⁹ Müller-Brandeck-Bocquet 2007:p. 14.

4.3.3 Les élections présidentielles en 2007

4.3.3.1 Les candidats et leurs idées à l'égard de l'Europe

Bien qu'il se présente douze candidats au premier tour des présidentielles de 2007, deux candidats seulement ont des chances réelles : La candidate du Parti Socialiste, Ségolène Royal, et le candidat de la droite, c'est à dire de l'UMP, Nicolas Sarkozy. Jacques Chirac, qui a même pensé à se présenter une troisième fois aux élections présidentielles, renonce officiellement à une candidature en mars 2007. En vérité, une candidature chiraquienne n'est plus vraisemblable depuis l'échec du référendum sur la Constitution européenne en 2005²⁵⁰. François Bayrou, le candidat de l'UDF, n'a que des chances marginales. Pour cette raison, je pense qu'un aperçu sur les campagnes électorales de Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy et leurs idées à l'égard de l'Europe sera suffisant pour esquisser la ligne de la politique européenne de la France que les candidats les plus prometteurs envisagent de conduire :

Ségolène Royal ne considère pas le dossier européen comme une priorité politique majeure. Bien sûr, étant candidate aux élections présidentielles, elle est obligée de formuler des idées qui concernent la politique européenne. Mais bien qu'elle ne soit pas issue du cercle des responsables historiques du Parti Socialiste, elle reprend la plupart les idées socialistes formulées depuis l'époque Jospin, sans y ajouter des idées progressistes : Son point central, c'est qu'elle exige une Europe sociale et une Europe protectrice qui devrait être à l'écoute des citoyens. En ce qui concerne la Constitution pour l'Europe, elle défend la réécriture du texte et un nouveau référendum sur un traité constitutionnel allégé²⁵¹. En revanche, Ségolène royale se déclare partisane d'une politique européenne indépendante de la politique des Etats-Unis, ce qui ressemble à la conception de l'Europe de Jacques Chirac. Cependant, Royal reste, peut-être à cause de son ancrage socialiste, relativement eurosceptique, même si son approche ne peut pas être comparée avec l'euro-scepticisme de Lionel Jospin.

²⁵⁰ Kimmel 2007: p. 3.

²⁵¹ cf. Dubslaff 2007: p. 4.

Nicolas Sarkozy, chef de l'UMP et ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Villepin, a préparé sa candidature de longue date. Pendant les dernières années précédant les élections, il s'est fait connaître comme politicien de *law-and-order*, ce qui lui apportera l'appui d'un nombre non négligeable des partisans de Le Pen²⁵². En ce qui concerne la politique européenne, les idées de Sarkozy diffèrent perceptiblement de ceux du président sortant. Le dauphin mal aimé par son prédécesseur ne pense pas à construire une Europe autour du noyau franco-allemand, mais à organiser l'Europe selon des alliances variables :

Sarkozy versucht sich [...] europapolitisch dadurch zu profilieren, dass er wiederholt Kritik am deutsch-französischen ‚Motor der Integration‘ äußert [...]. Stattdessen tritt Sarkozy für eine verstärkte Hinwendung Frankreichs zu Spanien und Großbritannien, bisweilen auch zu Italien und Polen ein und plädiert für eine offene Koordination unter den großen Mitgliedstaaten.²⁵³

À l'égard de l'intégration européenne, Nicolas Sarkozy se montre ouvertement critique. Il s'oppose à un élargissement trop rapide et à la faiblesse des institutions et rend l'Union responsable de la crise économique de 2005²⁵⁴.

Cependant, le leader de l'UMP se déclare favorable à une ratification d'un traité simplifié. Selon Corinne Deloy, chercheuse à la fondation Robert Schuman, Sarkozy pense que

l'avenir de la Constitution européenne passe par l'établissement d'un mini traité qui reprendrait les seules parties I et II du traité constitutionnel, c'est-à-dire les 'mesures qui ont fait consensus' (entre autres, la création d'un ministre des Affaires étrangères, l'extension du vote à la majorité qualifiée et de la codécision, les coopérations renforcées), et qui serait adopté par le Parlement français dès l'été 2007...²⁵⁵

Cependant, Georges de La Loyère, collaborateur de Giscard et pro-européen sincère, met en garde contre un mini-traité :

[L]e traité simplifié, c'est un peu la Constitution sans âme. Car la Constitution, en plus de règles qu'elle édictait, avait une âme. L'âme européenne.²⁵⁶

Mais peut être Nicolas Sarkozy vise-t-il autre chose : Gisela Müller-Brandeck-Bocquet parle d'une ruse sarkozienne, car le candidat de la droite envisage de faire passer un nouveau traité constitutionnel officiellement dénommé simplifié

²⁵² Kimmel 2007: p. 6.

²⁵³ Müller-Brandeck-Bocquet 2004: p. 271-272.

²⁵⁴ Müller-Brandeck-Bocquet 2007: p. 15.

²⁵⁵ Deloy 2007.

²⁵⁶ La Loyère 2008: p. 67.

sans le risque d'un nouveau référendum, mais avec tous les idées centrales de la Constitution²⁵⁷ à laquelle les Français ont dit 'Non' en 2005.

Bien que ses idées européennes semblent totalement différentes de celles de Jacques Chirac, il y a au moins un point sur lequel les deux politiciens tombent d'accord : l'attitude que le projet européen doit servir à la France, et pas la France au projet européen.

De plus, Sarkozy ne fait pas mystère de son attitude pro-atlantique : Il est favorable à un leadership américain et voit la France et toute l'Europe comme alliés des Etats-Unis pour la défense des valeurs occidentales dans le monde entier. Les dirigeants des Etats-Unis savent que la France de Sarkozy sera immédiatement un précieux partenaire de retour dans l'alliance atlantique²⁵⁸.

4.3.3.2 Le vote

Le premier tour du 22 avril n'apporte pas de surprises. Nicolas Sarkozy gagne incontestément, avec plus de 31% des votes, tandis que sa rivale socialiste, Ségolène Royal, se situe presque à 26%. Le résultat de Bayrou peut être qualifié de respectable, mais loin de lui permettre la qualification pour le deuxième tour. Le résultat décevant de Le Pen est sans doute en relation directe avec le style agressif et populiste de la campagne sarkozienne qui a convaincu une partie majeure des partisans de l'extrême droite, comme on l'a déjà constaté plus haut.

²⁵⁷ cf. Müller-Brandeck-Bocquet 2007: p. 15.

²⁵⁸ cf. Serfaty 2007: p. 21.

<i>Les élections présidentielles de 2007 – Premier tour</i>	
Candidats	% des votes
N. Sarkozy (UMP)	31,18%
S. Royale (PS)	25,87%
F. Bayrou (UDF)	18,57%
J.-M. Le Pen (FN)	10,44%
O. Besancenot (LCR)	4,08%
P. de Villiers (MPF)	2,23%
M.-G. Buffet (PCF)	1,93%
D. Voynet (Les Verts)	1,57%
A. Laguiller (LO)	1,33%
J. Bové	1,32%
F. Nihous (CPNT)	1,15%
G. Schivardi (CNRD)	0,34%

Le deuxième tour, le 6 mai 2007, n'apportera pas non plus des résultats inattendus. Bien que l'avance de Sarkozy soit moins forte que prévu, il l'emporte sans coup férir. Avec 53% des votes, il est élu sixième Président de la V^e République.

<i>Les élections présidentielles de 2007 – Deuxième tour</i>	
Candidats	% des votes
N. Sarkozy	53,06%
S. Royale	46,94%

Le soir de sa victoire, Nicolas Sarkozy harangue la foule, s'adressant aussi à l'Europe. Le Président désigné se sert de mots pathétiques qui n'évitent pas un sarcasme latent à l'égard de la politique européenne de Jacques Chirac :

Je veux lancer un appel à nos partenaires européens, auxquels notre destin est lié, pour leur dire que toute ma vie j'ai été européen, que je crois en la construction européenne et que ce soir la France est de retour en Europe.²⁵⁹

²⁵⁹ Sarkozy 2007.

Après une stagnation de plus de deux années, le nouveau président veut relancer le projet européen avec un élan nouveau. Les années à venir montreront s'il s'agit d'un assentiment du bout des lèvres, ou si la politique européenne de Nicolas Sarkozy donnera un nouveau souffle au projet européen.

4.4 Les acteurs de la politique européenne pendant le quinquennat

La première phase du quinquennat chiraquien est sans doute marquée par une prééminence incontestée du Président. Le Premier ministre et les autres membres du gouvernement chargés officiellement des dossiers européens ne sont que des exécutants de la ligne présidentielle. Le seul acteur constant qui influence, hormis Jacques Chirac, la politique européenne de la France au début du quinquennat, c'est Valéry Giscard d'Estaing. Comme Président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, il joue un rôle non négligeable jusqu'à la fin de la Convention en 2003.

Peu après, d'autres acteurs apparaissent sur la scène européenne. En raison de la perte d'influence significative du Président, qui se manifeste par des élections perdues et des échecs qui donnent aux Français le sentiment de devenir les perdants de l'intégration européenne, le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères, Jean-Pierre Raffarin et Dominique de Villepin, apparaissent comme acteurs européens. Notamment avant le référendum fatidique sur la Constitution, les plus proches collaborateurs du Président entrent dans l'arène européenne pour soutenir le Président.

De plus, dès l'annonce du référendum, se manifeste un nouvel acteur français sur le plan européen : Nicolas Sarkozy, le candidat de la droite aux prochaines élections présidentielles. D'un côté, il s'oppose à la politique européenne présidentielle, se faisant la porte-parole des mécontents dans l'UMP et ainsi le plus important critique de la politique chiraquienne en France, de l'autre côté, les dirigeants européens estiment, au moins après l'échec du référendum, plus important le contact avec Sarkozy, le prétendant le plus prometteur, que le contact avec le Président sortant. Enfin, c'est surtout Nicolas Sarkozy qui prépare et exécute la mise à mort politique sur le plan européen de Jacques Chirac.

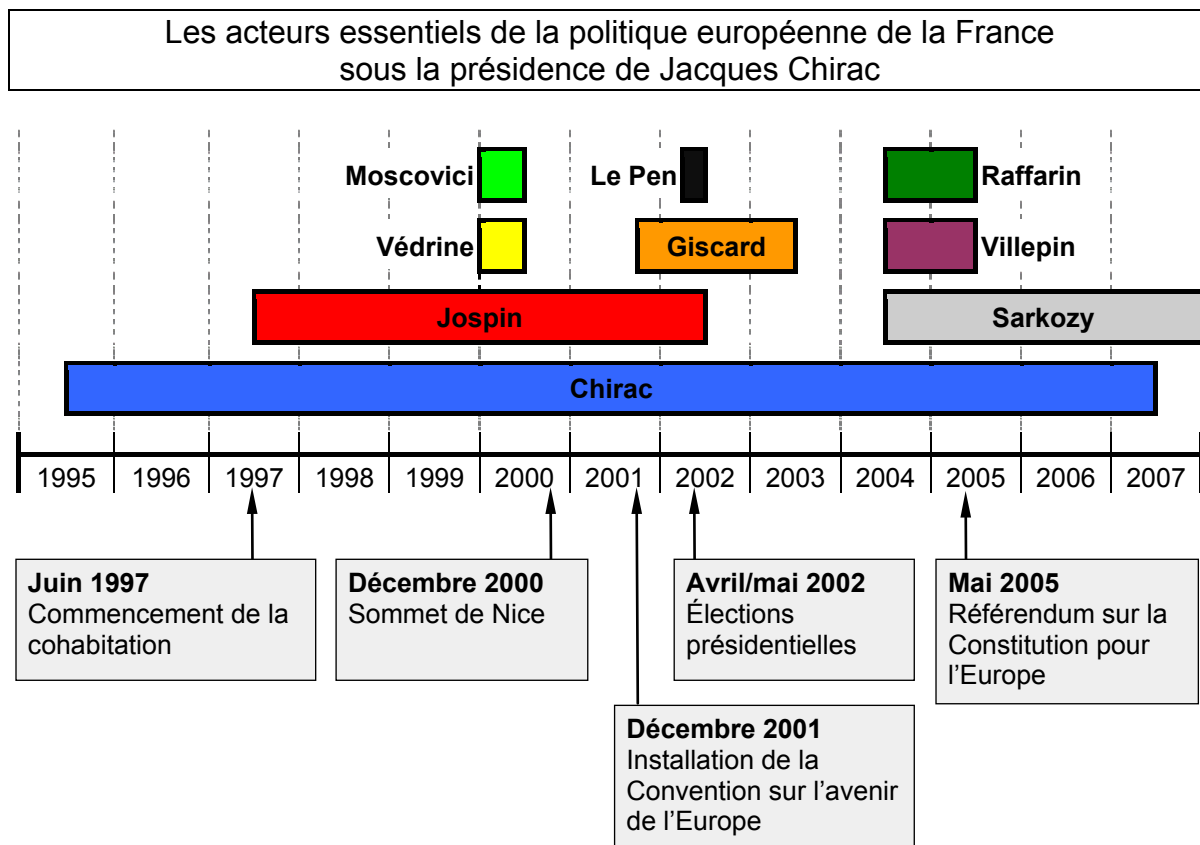
5 Conclusion

Au terme de ce mémoire, j'espère avoir clairement démontré l'influence des acteurs individuels dans la politique européenne de la France sous la présidence de Jacques Chirac. J'ai situé les acteurs les plus importants à l'aide d'une analyse profonde de la littérature scientifique de la Science Politique et de l'Histoire, des articles de la presse française et des discours politiques des acteurs concernés.

J'ai montré que la politique européenne de la France connaît une multitude d'acteurs différents pendant l'époque examinée. Il faut sans doute ajouter que le critère du choix du caractère essentiel ou pas d'un acteur est fortement subjectif. Dans ce mémoire, je me suis efforcé de ne pas seulement baser mon choix sur l'influence liée au mandat des acteurs, ce qui aurait conduit à laisser de côté presque tous les acteurs hors d'une fonction gouvernementale. En effet, pour une analyse plus large et plus complète, il m'a semblé indispensable d'inclure également les acteurs qui ont influencé la politique européenne à travers leurs actions sans être membres du gouvernement. En revanche, j'ai laissé à l'écart des acteurs qui auraient, par leur fonction officielle, le mandat d'influencer la politique européenne, mais ne le font pas à cause des réalités politiques.

Cependant, cette estimation reste très personnelle et subjective et ne considère qu'un échantillon des acteurs réels. Une explication détaillée de mon choix peut être trouvée dans les chapitres concernés où j'ai pu développer une argumentation approfondie. La Conclusion ne contiendra qu'un résumé des résultats exposés dans le mémoire.

Afin de rendre mes résultats plus compréhensibles et logiques, je me suis décidé à faire un diagramme visualisant les acteurs essentiels pendant la présidence de Jacques Chirac. La présentation suivante se fera à l'aide du diagramme ci-dessous :



Bien sûr, le Président de la République, Jacques Chirac, occupe une position forte en ce qui concerne la politique européenne de la France pendant toute sa présidence. C'est lui le dirigeant légitime de la politique étrangère et européenne, en ce qui concerne la Constitution française et en ce qui concerne la pratique politique. Sans doute y a-t-il des phases marquées par une liberté de manœuvre plus large et des phases pendant lesquelles Jacques Chirac se voit obligé à des compromis avec des autres acteurs.

Les premières années peuvent être considérées comme une phase de liberté presque absolue. Avec le soutien d'un gouvernement de droite, le Président peut revendiquer la politique européenne de la France comme *domaine réservé*. Au début de son quinquennat, il se trouve encore une fois dans cette situation, mais sa liberté de manœuvre n'est plus comparable à celle des premières années de son septennat.

L'influence du deuxième acteur essentiel dans la politique européenne s'étend du second semestre 1997 au premier semestre 2002 – le temps de la cohabitation. C'est Lionel Jospin, le premier ministre du gouvernement de gauche qui n'accepte pas la définition des *domaines réservés* utilisée par Jacques Chirac

et proclame les *domaines partagés*. Pour une phase de cinq années, il reste un acteur pas négligeable sur le terrain européen, bien qu'il ne sorte jamais de l'ombre du président.

Au premier semestre de l'année 2000, deux autres acteurs entrent sur la scène européenne : Ce sont le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, et le ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici. Ils mettent à profit la crise de la politique européenne du président et commencent à lancer leurs propres idées dans le débat européen. Cependant, cet intermède avec des acteurs multiples ne tarde que quelques mois car, dès le début de la présidence française du Conseil, Jacques Chirac est de retour dans la politique européenne et se montre fortement actif, sans accepter de compromis en ce domaine.

En décembre 2001, un nouvel acteur se présente sur le plan européen. À vrai dire, c'est un acteur bien connu en Europe et en France : Valéry Giscard d'Estaing. Comme Président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, chargée de proposer une Constitution pour l'Europe, l'ancien Président de la République influence aussi la politique européenne de la France.

Une demi-année après, un autre acteur français se présente en Europe et provoque une vague d'indignation en France et chez ses partenaires européens : Jean-Marie Le Pen, leader de l'extrême-droite et anti-européen offensif, défie Jacques Chirac au deuxième tour des élections présidentielles. Il n'arrive pas à l'emporter, mais le choc du succès inattendu du chef du Front National a paralysé, pour au moins quelques semaines, l'Europe. Tout le monde sait qu'un Président Jean-Marie Le Pen mettrait fin immédiatement à cinquante années d'intégration européenne. Pour cette raison, je me suis décidé de faire figurer aussi Le Pen parmi les acteurs européens essentiels.

La faiblesse présidentielle dans la politique européenne pendant le quinquennat culmine avec le référendum sur la Constitution européenne. Dès l'annonce du référendum en 2004, Jacques Chirac n'est plus maître de la situation. Il a besoin du soutien de ses plus proches collaborateurs, Jean Pierre Raffarin, le premier ministre, et Dominique de Villepin, dès mars 2004 ministre de l'intérieur. À cause du référendum qui place bien sûr le débat sur le plan national, c'est cette fois le ministre de l'intérieur, formellement pas chargé des affaires européens, qui entre dans la politique européenne. Quand-même on doit ajouter que Dominique de Villepin était de 2002 à 2004 ministre des affaires étrangères, mais sans se

distinguer en matière européenne. Raffarin et Villepin essayent de soutenir la position du Président et de gagner le référendum. Comme nous le savons, ils échouent...

Un dernier acteur se présente dans la politique européenne de la France à propos du référendum – et c'est un acteur qu'il ne faut pas oublier : Nicolas Sarkozy. Il se fait le porte-parole des critiques de la politique européenne de Jacques Chirac et divise le parti présidentiel en un camp chiraquien et un camp sarkozien. Cependant, ce dernier est beaucoup plus nombreux, et le Président ne peut plus s'opposer à un référendum sur la Constitution européenne. Son échec annonce la fin du règne chiraquien et déclare l'insignifiance de Jacques Chirac dans la politique européenne pendant ses deux dernières années au pouvoir. Au lieu de négocier avec un président politiquement mort, la plupart des dirigeants européens essayent de nouer des contacts avec son successeur le plus probable : Nicolas Sarkozy. Bien que Jacques Chirac essaye tout pour éviter le triomphe de son ennemi juré, il doit constater que vers la fin de son mandat l'opinion de ce dernier en Europe compte déjà plus que la sienne. Suivant la vieille expression française : Le roi est mort, vive le roi !

Annexe

Tableau d'abréviations

AELE	Association européenne de libre-échange
BCE	Banque centrale européenne
BNF	Bibliothèque nationale de France
Cap21	Citoyenneté, action, participation pour le XXI ^e siècle
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CE	Communauté européenne
CEE	Communauté économique européenne
CNRD	Comité national pour la reconquête de la démocratie
CPNT/CP&T	Chasse, pêche, nature et traditions
DL	Démocratie libérale
ENA	École nationale d'administration
FN	Front National
FPÖ	Freiheitliche Partei Österreichs (Parti de l'extrême droite en Autriche)
LO	Lutte ouvrière
LCR	Ligue communiste révolutionnaire
MPF	Mouvement pour la France
MDC	Mouvement des citoyens
MNR	Mouvement national républicain
OECE	Organisation européenne de coopération économique
ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
ÖVP	Österreichische Volkspartei (Parti conservateur en Autriche)
PAC	Politique agricole commune
PCF	Parti communiste français
PESD	Politique européenne de sécurité et de défense
PESC	Politique étrangère et de sécurité commune
PRG	Parti radical de gauche
PS	Parti socialiste

PT	Parti des travailleurs
RDA	République démocratique allemande
RFA	République fédérale d'Allemagne
RPF	Rassemblement du peuple français (Parti crée par Charles de Gaulle en 1947)/Rassemblement pour la France (Parti crée par Charles Pasqua en 1999)
RPR	Rassemblement pour la République
SME	Système monétaire européen
UDF	Union pour la démocratie française
UE	Union européenne
UMP	Union pour la majorité présidentielle (parti crée après le premier tour des élections présidentielles en 2002)/Union pour un mouvement populaire (parti successeur de l'Union pour la majorité présidentielle)
UEO	Union de l'Europe occidentale

Tableau des gouvernements et des ministres chargés de l'Europe

Gouvernement Juppé :

Premier ministre :

- Alain Juppé du 16 mai 1995 au 2 juin 1997

Ministre des Affaires étrangères :

- Hervé de Charrette du 18 mai 1995 au 2 juin 1997

Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères, chargé des Affaires Européennes :

- Michel Barnier du 18 mai 1995 au 2 juin 1997

Gouvernement Jospin :

Premier ministre :

- Lionel Jospin du 4 juin 1997 au 6 mai 2002

Ministre des Affaires étrangères :

- Hubert Védrine du 4 juin 1997 au 6 mai 2002

Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères, chargé des Affaires Européennes :

- Pierre Moscovici du 4 juin 1997 au 6 mai 2002

Gouvernement Raffarin :

Premier ministre :

- Jean-Pierre Raffarin du 7 mai 2002 au 31 mai 2005

Ministre des Affaires étrangères :

- Dominique de Villepin du 7 mai 2002 au 30 mars 2004
- Michel Barnier du 30 mars 2004 au 31 mai 2005

Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères, chargé des Affaires Européennes :

- Renaud Donnedieu de Vabres du 7 mai 2002 au 17 juin 2002
- Noëlle Lenoir du 17 juin 2002 au 30 mars 2004
- Claudie Haigueré du 30 mars 2004 au 31 mai 2005

Gouvernement Villepin :

Premier ministre :

- Dominique de Villepin du 31 mai 2005 au 15 mai 2007

Ministre des Affaires étrangères :

- Philippe Douste-Blazy du 31 mai 2005 au 15 mai 2007

Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères, chargé des Affaires Européennes :

- Catherine Colonna du 31 mai 2005 au 15 mai 2007

Bibliographie

Livres

Appleton, Andrew M. 1996: The Maastricht Referendum and the Party System; dans: Keeler, John T.S. (ed.) 1996: Chirac's Challenge. Liberalization, Europeanization, and Malaise in France, Palgrave Macmillan, New York, pages 301-324.

Balme, Richard 2006: Convergences, fragmentation et majorités cycliques dans l'opinion publique ; dans : Culpepper, Pepper D. ; Peter A. Hall ; Bruno Palier (ed.) 2006 : La France en mutation. 1980-2005, Sciences Po Les Presses, Paris, pages 375-422.

Baltz, Konstantin; Thomas König, Gerald Schneider 2005: Immer noch ein etatistischer Kontinent. Die Bildung nationaler Positionen zu EU-Verhandlungen; dans: Eising, Rainer; Beate Kohler-Koch (ed.) 2005: Interessenpolitik in Europa, Nomos, Baden-Baden, pages 283-309.

Bastien, François 2003: Malaise démocratique dans la représentation présidentielle, dans : Duclert, Vincent ; Christophe Prochasson ; Perrine Simon-Nahum (ed.) 2003 : Il s'est passé quelque chose... Le 21 avril 2002, Denoël, Paris, pages 197-205.

Bell, David S. 2000: Presidential Power in fifth Republic France, Berg, Oxford.

Bézias, Jean-Rémy 2006: Georges Bidault et la politique étrangère de la France. Europe, Etats-Unis, Proche Orient 1944-1948, L'Harmattan, Paris.

Binoche, Jacques 1990: De Gaulle et les Allemands, Editions Complexe, Bruxelles.

Bitsch, Marie-Thérèse 2008: Histoire de la construction européenne. De 1945 à nos jours, Editions Complexe, Paris.

Blum, Sonja ; Klaus Schubert 2009 : Politikfeldanalyse, Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden.

Buda, Dirk 1990 : Ostpolitik à la française. Frankreichs Verhältnis zur UdSSR von de Gaulle zu Mitterrand, Verlag Arbeit & Gesellschaft, Marburg.

Cameron, David R. 1996 : Nationale Interest, the Dilemmas of European Integration , and Malaise ; dans : Keeler, John T.S. (ed.) 1996: Chirac's Challenge. Liberalization, Europeanization, and Malaise in France, Palgrave Macmillan, New York, pages 325-375.

Cole, Alistair 1994 : François Mitterrand. A study in political leadership, Routledge, London.

Collovald, Annie 1999 : Jacques Chirac et le gaullisme, Belin, Paris.

Collovald, Annie 2003 : Jacques Chirac ou les limites d'une réussite providentielle ; dans : Duclert, Vincent ; Christophe Prochasson ; Perrine Simon-Nahum (ed.) 2003 : Il s'est passé quelque chose... Le 21 avril 2002, Denoël, Paris, pages 188-196.

Duverger, Maurice 1959: La Cinquième République, Presses Universitaires de France, Paris.

Engelkes, Heiko 2005: König Jacques. Chiracs Frankreich, Aufbau-Verlag, Berlin.

Giesbert, Franz-Olivier 2006 : La tragédie du Président. Scènes de la vie politique 1986-2006, Éditions Flammarion, Paris.

Giscard d'Estaing, Valéry 2006: Le Pouvoir et la Vie, Compagnie 12, Mesnil-sur-l'Estrée.

Grunberg, Gérard 2006: L'adaptation du système des partis. 1965-2006 ; dans : Culpepper, Pepper D. ; Peter A. Hall ; Bruno Palier (ed.) 2006 : La France en mutation. 1980-2005, Sciences Po Les Presses, Paris, pages 449-477.

Harth, Thilo 2003: Zum Spannungsverhältnis zwischen nationaler und europäischer Identität, dans: Harth, Thilo; Joachim Schild (ed.) 2003: Nationalstaaten in der EU – Identität und Handlungsmöglichkeiten. Eine deutsch-französische Zukunftswerkstatt für politische Bildung, Leske+Budrich, Opladen, pages 29-40.

Hendriks, Gisela; Annette Morgan 2001: The Franco-German Axis in European Integration, Edward Elgar, Cheltenham.

Jospin, Lionel 1997: Discours d'ouverture de la séance d'installation du Conseil d'Analyse Économique ; dans : Jacquet, Pierre ; Jean Pisani-Ferry ; Jacques Le Cacheux ; Tony Atkinson et. al. 2000 : Questions européennes, La documentation française, Paris, page 3.

Keiger, John 2005 : Foreign and Defence Policy. Constraints and Continuity; dans: Cole, Alistair; Patrick Le Galès ; Jonah Levy (ed.) 2005 : Development in French Politics 3, Palgrave Macmillan, New York, pages 138-153.

Lacouture, Jean 1986: De Gaulle. Le souverain, Éditions du seuil, Paris.

La Loyère, Georges de 2008: Europe. Le défi français, Les Quatre Chemins, Paris.

Lefèvre, Sylvie 1998 : Les relations économiques franco-allemandes de 1945 à 1955. De l'occupation à la coopération, Comité pour l'histoire économique et financière, Paris.

- Marhold, Hartmut (ed.) 2004: Europa auf dem Weg zur Verfassung. Valéry Giscard d'Estaings Reden und Beiträge als Präsident des europäischen Verfassungskonvents, Nomos, Baden-Baden.
- Mayaffre, Damon 2004: Paroles de président. Jacques Chirac (1995-2003) et le discours présidentiel sous la V^e République, Honoré Champion, Paris.
- Müller-Brandeck-Bocquet, Gisela 2004 : Frankreichs Europapolitik, Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden.
- Ollivier, Jean-Paul 2002: Président de la République. Les vingt-deux chefs d'État français 1848-2002, Sélection du Reader's Digest, Paris.
- Palmer, Christoph E. 2003: Die Mitgestaltung des europäischen Verfassungsprozesses durch die deutschen Länder – grenzüberschreitende Impulse mit Frankreich; dans: Katja Meintel 2004: Symposien, Edition Isele, Freiburg, pages 61-70.
- Pfimlin, Pierre 1991: Mémoires d'un Européen. De la IV^e à la V^e République, Fayard, Mesnil-sur-l'Estrée.
- Probst, Jean-François 2006: Chirac et dépendances, Ramsay, Paris.
- Saint-Ouen, François 1997 : Les grandes figures de la construction européenne, Georg éditeur, Genève.
- Scharpf, Fritz W. 2000: Interaktionsformen. Akteurszentrierter Institutionalismus in der Politikforschung, Leske+Budrich, Opladen.
- Schieder, Theodor 1992: Handbuch der europäischen Geschichte. Band 7, Verlag Klett-Cotta, Stuttgart.
- Schild, Joachim 2003: Europäischer Anspruch und nationale Differenzen: Frankreich, Deutschland und die Europäische Union in der Bewährungsprobe; dans: Harth, Thilo; Joachim Schild (ed.) 2003: Nationalstaaten in der EU – Identität und Handlungsmöglichkeiten. Eine deutsch-französische Zukunftswerkstatt für politische Bildung, Leske+Budrich, Opladen, pages 83-93.
- Smith, Andy 2006: Le gouvernement de l'Union Européenne et une France qui change ; dans : Culpepper, Pepper D. ; Peter A. Hall ; Bruno Palier (ed.) 2006 : La France en mutation. 1980-2005, Sciences Po Les Presses, Paris, pages 343-374.
- Stanat, Markus 2006: Die französische Nationalversammlung und die Europäische Union, Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden.
- Stock, Richard 2003: Kollektive Großmacht Europa? Gegengewicht, Partner oder Rivale der Vereinigten Staaten von Amerika?; dans: Harth, Thilo; Joachim Schild (ed.) 2003: Nationalstaaten in der EU – Identität und Handlungsmöglichkeiten. Eine deutsch-französische Zukunftswerkstatt für politische Bildung, Leske+Budrich, Opladen, pages 111-122.

Verheugen, Günter 2003: Frankreich und Deutschland in einer erweiterten EU, dans: Katja Meintel 2004: Symposien, Edition Isele, Freiburg, pages 24-42.

Wagner, Wolfgang 2001: Die Konstruktion einer europäischen Außenpolitik. Deutsche, französische und britische Ansätze im Vergleich, Campus Verlag, Frankfurt/Main.

Weidenfeld, Werner; Wolfgang Wessels (ed.) 2007: Europa von A bis Z. Taschenbuch der Europäischen Integration, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn.

Articles dans des revues spécialisées

Duval, Marcel 1995 : Situation actuelle de la doctrine française de dissuasion ; dans : Géopolitique, hiver 1995-1996 N° 52, page 14.

Kersbergen, Kees van 2000 : Political Allegiance and European integration ; dans : European Journal of Political Research, janvier 2000 volume 37, pages 1-17.

Kimmel, Adolf 2007: Die französischen Wahlen vom Frühjahr 2007; dans: Aus Politik und Zeitgeschichte, 38/2007, pages 3-11.

Müller-Brandeck-Bocquet, Gisela 2007: Frankreich: zurück in Europa, aber mit welchem Kurs?; dans: Aus Politik und Zeitgeschichte, 38/2007, pages 11-18.

Schmuck, Otto 2005: Auf dem Weg zur Europäischen Verfassung; dans: Informationen zur politischen Bildung. Europäische Union, N° 279/2005, pages 58-67.

Stark, Hans 2004: Frankreichs Rolle in der Welt; dans: Informationen zur politischen Bildung. Frankreich, No 285/2004, pages 49-57.

Thomas, Robert; Jovanka Boerefijn; Frans Stokman 2004: Actor alignment in EU decision making; dans: European Journal of Political Research, mars 2004 volume 43, pages 237-262.

Vogel, Wolfram 2004: Charakteristika des politischen Systems; dans: Informationen zur politischen Bildung. Frankreich, No 285/2004, pages 37-43.

Articles de presse

Avril, Pierre ; Alexandrine Bouilhet 2004 : Un géant à la puissance toute relative ; dans : Le Figaro, le 30 avril 2004.

Balladur, Edouard 2003 : Union Européenne. Une ou deux Europe ; dans : Le Figaro, le 29 octobre 2003.

Barochez, Luc de 2003 : Paris et Berlin fêtent leurs noces d'émeraude ; dans : Le Figaro, le 20 janvier 2003.

Barochez, Luc de 2004 : Paris, Berlin et Londres veulent diriger l'Europe ; dans : Le Figaro, le 18 février 2004.

Besson, Sylvain 2007 : Les traces que Chirac laissera dans l'Histoire ; dans : Le Temps, le 10 mars 2007.

Bollaert, Baudouin 2002 : La France est-elle eurosceptique ? ; dans : Le Figaro Économie, le 13 mai 2002.

Bouilhet, Alexandrine 2007 : Le non des Français, sa plus grande déception ; dans : Le Figaro, le 16 mai 2007.

Bresson, Henri de; Béatrice Gurrey 2003a : L'idée de consulter les Français sur la Constitution recule ; dans : Le Monde, le 30 octobre 2003.

Bresson, Henri de 2003b : Dominique de Villepin veut une Constitution en 2004 ; dans : Le Monde, le 18 décembre 2003.

Ceaux, Pascal 2004 : M. Raffarin juge « très difficile » un référendum rapide sur l'Europe ; dans : Le Monde, le 29 octobre 2004.

Delattre, Lucas 2000 : Les Européens lèvent les sanctions contre Vienne, mais restent « vigilants » ; dans : Le Monde, le 14 septembre 2000.

Frachon, Alain 1995a : M. Balladur veut une Europe forte mais respectueuse de l'Etat-nation à la française ; dans : Le Monde, le 14 février 1995.

Frachon, Alain 1995b : L'Europe superbement ignorée ; dans : Le Monde, le 4 mai 1995.

Fulda, Anne 2004 : Jacques Chirac défend « une vision française » de l'UE ; dans : Le Figaro, le 30 avril 2004.

Huet, Sophie 2005 : Balladur souhaite une « pause » dans l'élargissement de l'Union ; dans : Le Figaro, le 12 octobre 2005.

Jarreau, Patrick ; Sylvie Kauffmann ; Corine Lesnes 2003 : Paris-Washington les dessous d'une rupture ; dans : Le Monde, le 27 mars 2003.

Lambroschini, Charles 2001 : Wolfgang Schäussel : « Les sanctions ont rendu l'Autriche plus forte » ; dans : Le Figaro, le 3 février 2001.

Lecomte, Claude 1995 : Jacques Chirac, sabre au clair ; dans : L'Humanité, le 8 mai 1995.

Lemaître, Philippe 2000 : Europe : l'arrogance française en procès ; dans : Le Monde, le 20 décembre 2000.

Nougayrède, Natalie 2006a : M. Chirac veut relancer un axe Paris-Berlin-Moscou ; dans : Le Monde, le 25 septembre 2006.

Nougayrède, Natalie 2006b : Jacques Chirac et la « Nouvelle Europe » ; dans : Le Monde, le 12 décembre 2006.

Robert Diard, Pascale 2000 : Le pas de deux Chirac-Jospin ; dans : Le Monde, le 12 juin 2000.

Serfaty, Simon 2007 : Pour Washington, la France est de retour ; dans : Le Monde, le 19 mai 2007.

Trean, Claire 1995 : Jacques Chirac prend le risque d'ouvrir une crise européenne ; dans : Le Monde, le 20 novembre 1995.

Trean, Claire 2000 : Le rôle moteur de la France dans le démarche des Quatorze ; dans : Le Monde, le 11 février 2000.

Vernet, Daniel 2003 : Dominique de Villepin ou le gaullisme ressuscité ; dans : Le Monde, le 11 décembre 2003.

Waintraub, Judith ; Nicolas Barotte ; Alexis Brézet 2003 : Juppé : « Consulter les Français sur la Constitution européenne » ; dans : Le Figaro, le 6 septembre 2003.

Zecchini, Laurent 2002 : Paris réaffirme les ambitions européennes de la France ; dans : Le Monde, le 15 mai 2002.

Articles de presse sans auteur

« Europe : les déceptions de l'année 2000 » ; dans : Le Figaro, le 30 décembre 2000.

« Jacques Chirac : 'Cette Constitution est accord historique' » ; dans : Le Figaro, le 19 juin 2004.

« Jacques Chirac exhorte l'Europe à s'affirmer comme 'un grand acteur du monde' » ; dans : Le Monde, le 10 juin 1996.

« Jacques Chirac veut convaincre les Quinze de financer des grands travaux européens » ; dans : Le Monde, le 21 juin 1995.

« Le non de Chirac à la cohabitation » ; dans : Le Monde, le 7 juin 2002.

« L'Europe de M. Chirac », dans : Le Monde, le 17 mars 1995.

« M. Chirac défend une vision 'centriste' de l'Europe » ; dans : Le Monde, le 21 février 1996.

Discours politiques

Chirac, Jacques 1978 : « Appel de Cochin », Paris, le 6 décembre 1978 ; dans : Giscard d'Estaing, Valéry 2006: Le Pouvoir et la Vie, Compagnie 12, Mesnil-sur-l'Estrée, p.513-516.

Chirac 1995a : Discours d'investiture de M. Jacques Chirac Président de la République, Paris, le 17 mai 1995.

Chirac, Jacques 1995b : « Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République : Hommage solennel aux deux casques bleus tués en Bosnie », Vannes, le 1^{er} juin 1995.

Chirac, Jacques 1995c : « Point de presse de M. Jacques Chirac Président de la République, avec la presse accréditée », Paris, le 13 juin 1995.

Chirac, Jacques 1995d : « Discours de M. Jacques Chirac Président de la République à l'occasion de la tenue à Paris de la Conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie », Paris, le 14 décembre 1995.

Chirac, Jacques 2000a : « Discours prononcé par Jacques Chirac, Président de la République française, devant le Bundestag », Berlin, le 27 juin 2000.

Chirac, Jacques 2000b : « Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, devant le Parlement européen au terme de la présidence française de l'Union européenne, suivi de ses réponses aux interventions des Présidents de groupes parlementaires », Strasbourg, le 12 décembre 2000.

Chirac, Jacques 2003a : « Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, devant les députés allemands et français réunis à Versailles », Versailles, le 22 janvier 2003.

Chirac, Jacques 2003b : « Conférence de Presse du Président de la République à l'issue de la réunion informelle extraordinaire du Conseil européen », Bruxelles, le 17 février 2003.

Chirac, Jacques 2003c : « Déclaration sur l'Iraq de M. Jacques Chirac, Président de la République », Paris, le 18 mars 2003.

Chirac, Jacques 2004 : « Conférence de presse du Président de la République sur l'Europe », Paris, le 29 avril 2004.

Chirac, Jacques 2005a: « Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, à la suite du référendum sur le Traité constitutionnel européen », Paris, le 29 mai 2005.

Chirac, Jacques 2005b: « Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005 : Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République », Paris, le 17 décembre 2005.

Chirac, Jacques 2006: « Éléments d'intervention de M. Jacques Chirac, Président de la République, concernant l'élargissement de l'Union », Bruxelles, les 15 et 16 juin 2006.

Jospin, Lionel 2001 : « Discours sur l'avenir de l'Europe élargie », Paris, le 28 mai 2001.

Monnet, Jean 1952 : « Discours de Jean Monnet », Washington, le 30 avril 1952.

Sarkozy, Nicolas 2007 : « Premier discours de Nicolas Sarkozy après les élections présidentielles », Paris, le 6 mai 2007.

Documents

La Constitution de la République française, <http://www.assemblee-nationale.fr/connaissance/constitution.asp>, trouvé le 20 mars 2010.

Sources électroniques

Unterberger, Andreas 2001 : Österreich und die Europäische Union nach den Sanktionen, www.bmlv.gv.at/pdf_pool/publikationen/03_jb01_47_unt.pdf, trouvé le 10 février 2010.

Dubslaff, Étienne 2007: Frankreich-Info. Das Wahlprogramm von Ségolène Royal, <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/04327.pdf>, trouvé le 17 mars 2010.

Deloy, Corinne 2007: L'Europe dans la campagne présidentielle française, http://www.robert-schuman.eu/question_europe.php?num=qe-57, trouvé le 19 mars 2010.

Tableau des illustrations

Les élections présidentielles de 1995 – Premier tour : p. 41.

Les élections présidentielles de 1995 – Deuxième tour : p. 41.

Répartition des sièges au Parlement européen après les élections en 1999 : p. 60.

Les élections présidentielles de 2002 – Premier tour : p. 74.

Les élections présidentielles de 2002 – Deuxième tour : p. 75.

Répartition des sièges au Parlement européen après les élections en 2004 : p. 91.

Référendum français sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe en 2005 : p. 96.

Les élections présidentielles de 2007 – Premier tour : p. 103.

Les élections présidentielles de 2007 – Deuxième tour : p. 103.

Les acteurs essentiels de la politique européenne de la France sous la présidence de Jacques Chirac : p. 107.

Deutsche Zusammenfassung

Welchen Einfluss üben die politischen Akteure auf die Europapolitik Frankreichs aus, und wer sind diese Akteure? Um diese Forschungsfrage kreist meine Diplomarbeit, die sich auf die Zeit der Präsidentschaft Jacques Chiracs in den Jahren 1995 bis 2007 konzentriert. Der Akteursbegriff folgt hier der eingeschränkten Definition der individuellen Akteure, die somit komplexe und korporative Akteure ausschließt.

Meine Arbeit stützt sich auf verschiedenste Quellen, die das Ergebnis einer ausgedehnten Literaturrecherche in den Bibliotheken Wiens sowie in der *Bibliothèque nationale de France* in Paris sind. Dies sind vor allem wissenschaftliche Abhandlungen, vor allem aus den Bereichen Politikwissenschaft und Zeitgeschichte, weiters politische Reden der relevanten Akteure sowie Zeitungsartikel aus den beiden französischen Tagesblättern *Le Monde* und *Le Figaro*.

Um die Einflussmöglichkeiten potentieller Akteure abschätzen zu können, ist es zuallererst notwendig, einen Blick auf die Beschaffenheit des politischen Systems Frankreichs zu werfen. Betrachtet man sowohl die verfassungsrechtlichen Gegebenheiten als auch die politischen Realitäten in der V. Republik, so erkennt man sehr schnell, dass es eine klare Vormachtstellung des Präsidenten im Hinblick auf die Europapolitik gibt. Der Premierminister hat als Regierungschef nur sehr eingeschränkte Möglichkeiten, die französische Europapolitik entscheidend mitzugestalten. Allerdings zeigt sich im historischen Rückblick eine latente Auseinandersetzung zwischen den Definitionen *domaines réservés* (alleinige Vormachtstellung des Präsidenten) und *domaines partagés* (Machtteilung zwischen Präsident und Premierminister) in der französischen Außen- und Europapolitik, die immer mehr dazu übergeht, dem Premierminister mehr Rechte einzuräumen.

Um die französische Europapolitik unter der Präsidentschaft Jacques Chiracs begreifen zu können, scheint es unerlässlich, einen kurzen Blick auf die Entwicklung der französischen Europapolitik zu werfen. Meine Arbeit beginnt hier nach dem Ende des Zweiten Weltkriegs und skizziert in gegebener Kürze die

wichtigsten Schritte der europäischen Integration. Den Beginn machen die französischen Väter Europas, die in den frühen 50ern das vereinte Europa aus der Taufe heben: Jean Monet und Robert Schuman. Danach beginnt mit der V. Republik und der Präsidentschaft Charles de Gaulles eine Zeit des Euroskeptizismus in der französischen Europapolitik, die in der Ablehnung des Beitrittsgesuchs Großbritanniens durch den General höchstpersönlich gipfelt. Diese gaullistische, dem Dogma des Europas der Nationen untergeordnete Europapolitik, die auch unter Georges Pompidou im Großen und Ganzen die französische Linie in Europa bestimmt, dauert bis 1974. Die Präsidentschaftswahlen dieses Jahres bringen Valéry Giscard d'Estaing, einen ausgewiesenen Pro-Europäer, in den Elysée-Palast. Die sieben Jahre seiner Präsidentschaft werden gerne als *vraie relance européenne* bezeichnet, also als wirklicher Aufbruch zu einem neuen Europa, das nicht mehr den alten nationalistischen Vorstellungen De Gaulles gehorcht, sondern sich langsam aber sicher zu einem Staatenbündnis *sui generis* entwickelt. Die Präsidentschaft François Mitterrands von 1981-1995 bringt europapolitisch keine großen Neuerungen. Zwar versucht der erste sozialistische Präsident der V. Republik, auch in Europa sozialistische Ideale umzusetzen und forciert so vor allem die Sozial-, Bildungs- und Forschungspolitik. Er führt jedoch weitgehend die pro-europäischen Ansätze Giscard's fort und setzt als überzeugter Befürworter der europäischen Einigung viele wegweisende Schritte in Richtung eines politisch geeinten Europas. Exemplarisch genannt seien hier nur die Einheitliche Europäische Akte sowie der Vertrag von Maastricht, die unter seiner Ägide ihre Umsetzung erfahren.

Da, wie bereits einleitend erwähnt, der Präsident die bestimmende Figur auf der europapolitischen Bühne Frankreichs darstellt, bedarf es zuvor noch einer kurzen Analyse des (europa-)politischen Werdegangs Jacques Chirac. Dieser verdient sich seine ersten Sporen im Kabinett der Regierung Pompidou und wechselt dann in verschiedene Ämter, wobei jenes des Landwirtschaftsministers, das er von 1972 bis 1974 innehat, wohl das europapolitisch prägendste darstellt. Hier lernt er durch die Gemeinsame Agrarpolitik (GAP), die Europäische Gemeinschaft als riesigen Fördertopf für französische Interessen zu begreifen und diesen auch effizient zu nutzen. Unter Giscard steigt Chirac zum Premierminister auf, verlässt

diesen Posten jedoch schon nach zwei Jahren auf Grund der unüberbrückbaren Differenzen, die sich durch die grundverschiedenen Auffassungen des flammenden Europäers Giscard und des auf größtmöglichen französischen Nutzen orientierten Euroskeptiker Chirac ergeben. Die darauf folgenden Jahre sind vor allem durch eine wachsende Europa-Kritik Chiracs gekennzeichnet, die schließlich 1978 im berühmten *appel de Cochin* endet, in dem Chirac ohne jegliches Maß gegen den Prozess der europäischen Einigung als Bedrohung für die Souveränität Frankreichs polemisiert. Erst seine zweite Periode als Premierminister unter Mitterrand bringt ihn auf einen pro-europäischen Kurs, und Chirac bekennt sich sowohl zu der Einheitlichen Europäischen Akte als auch zum Vertrag von Maastricht. Dass hinter diesem Gesinnungswandel wahlstrategische Motive stehen und seine pro-europäische Haltung vor allem der Tatsache geschuldet scheint, dass er das von ihm angestrebte Präsidentenamt in Europa nicht in Misskredit zu bringen sucht, kann als offenes Geheimnis betrachtet werden.

Bei den Präsidentschaftswahlen 1995 präsentiert sich Jacques Chirac als der europafreundlichste Kandidat. Seine beiden Mitbewerber, der konservative Edouard Balladur und der Sozialist Lionel Jospin, zeigen sich durchaus europakritisch und plädieren gegen eine Fortsetzung der auf tiefere gemeinschaftliche Integration ausgerichteten Europapolitik Frankreichs, wie sie unter Mitterrand praktiziert wurde.

Mit Übernahme der Amtsgeschäfte nach der erfolgreichen Wahl im Mai 1995 wird der frisch gekürte Präsident Jacques Chirac gleich von der ersten Krise eingeholt: Der Bürgerkrieg in Bosnien fordert zunehmend auch Opfer unter den französischen Truppen, die im Rahmen einer UN-Mission die Region befrieden und stabilisieren sollen. Obwohl dieser Militäreinsatz ohne US-amerikanische Truppen unvorstellbar wäre, bemüht sich Jacques Chirac unnachgiebig, das Engagement der europäischen Truppen hervorzuheben und als Ansatz einer gemeinsamen europäischen Sicherheitspolitik zu verkaufen. Dies solle gemäß der Idee des französischen Präsidenten mit der Schaffung eines *Europe Puissance*, eines politisch, aber vor allem militärisch schlagkräftigen Europas, einhergehen.

Die Ankündigung Chiracs, die 1992 gestoppten Atomversuche im Pazifik wieder aufzunehmen, stößt international auf vehementen Widerstand. Auch zehn der

fünfzehn EU-Staaten stimmen einer UN-Resolution zu, die das französische Vorgehen scharf verurteilt. Jacques Chirac reagiert prompt und reduziert die diplomatischen Beziehungen zu den betreffenden Staaten auf ein Minimum – und löst damit eine vorübergehende europapolitische Eiszeit aus, die nur durch ein Einlenken der zehn EU-Staaten beendet werden kann. In einer gemeinsamen Erklärung betonen sie die Wichtigkeit der britischen, aber auch der französischen Atomwaffen für die europäische Verteidigung und glätten somit erst einmal die Wogen.

Nach zwei Jahren beinahe uneingeschränktem europapolitischem Gestaltungsspielraum Jacques Chiracs, der im Gegenzug seinem Premierminister Alain Juppé große Freiheiten in der Innenpolitik erlaubte, bringt die Cohabitation Chirac-Jospin nach den Parlamentswahlen 1997 eine schwierigere Situation mit sich. Jospin fordert sein Recht auf Mitbestimmung in den seiner Meinung nach *domaines partagés* ein und akzeptiert keineswegs die alleinige Vormachtstellung des Präsidenten in der Außen- und Europapolitik. Nichtsdestotrotz akzeptiert er die gleich am Beginn seiner Amtszeit ausgesprochene Mahnung des Präsidenten, alle bis dato geschlossenen europäischen Verträge anzuerkennen, um nicht gleich am Anfang seiner Funktionsperiode eine europäische Krise heraufzubeschwören. Bei den Verhandlungen am Gipfel in Amsterdam spielt Jospin, erst wenige Wochen im Amt, eine untergeordnete Rolle. Im Nachhinein stellt sich dies als keine schlechte Entscheidung heraus, da so der Misserfolg des Gipfels, vor allem aus französischer Sicht, einzig und alleine dem Präsident angelastet wird.

Eine weitaus konfliktorientiertere Linie nimmt der neue Premier allerdings bei den Verhandlungen um die Einführung der europäischen Einheitswährung ein. Er wendet sich gegen die vorgesehene, nach deutschem System ausgerichtete Geldpolitik der Europäischen Zentralbank und plädiert für klare arbeitsmarktpolitische Zielsetzungen der europäischen Geldpolitik. Den Euro lehnt er jedoch nicht prinzipiell ab, was Jospin mit dem Slogan *L'Euro oui, mais pas comme ça* prägnant zusammenfasst. Diese europapolitisch sehr skeptische Haltung des Premierministers drängt den französischen Präsidenten zu einer offensiveren und zugleich auch konfrontativeren Europapolitik, um sich bereits in Hinsicht auf die nächsten Wahlen in Europa zu profilieren und das Feld nicht alleine den Europakritikern zu überlassen. So erzwingt er unter anderem die Ernennung des Franzosen Jean-Claude Trichet zum Chef der Europäischen

Zentralbank, was zu nicht unwesentlichen Zerwürfnissen mit den europäischen Partnern Frankreichs führt. Letztendlich geht die Einführung des Euro allerdings ohne große Einbußen in den zentralen Themen über die Bühne, da die französischen Entscheidungsträger wissen, dass Frankreich einer der größten Profiteure des einheitlichen europäischen Währungsraumes sein wird.

Die Krise im Kosovo im Jahr 1999 offenbart einmal mehr die militärische Unfähigkeit Europas. Ohne das abermalige Eingreifen des großen amerikanischen Bruders wäre eine Beendigung des Konflikts nicht möglich gewesen. Jacques Chirac nutzt diesen Anlass, um erneut für sein Konzept des *Europe Puissance* zu werben, wobei er erstmals nicht mehr auf eine völlig unabhängige europäische Verteidigungsstruktur besteht, sondern eine in das transatlantische Militärbündnis integrierte Variante akzeptiert.

Die Wahlen zum Europäischen Parlament im Frühjahr 1999 bringen einen starken Zugewinn der europakritischen bis europafeindlichen Kräfte, was als Abrechnung mit der Europapolitik Jacques Chiracs interpretiert werden kann. Der Machtgewinn rechter Kräfte in Frankreich, aber auch im Rest Europas ist es auch, der die nächste europäische Krise einleitet. Als die Rechtsaußen-Partei FPÖ in Österreich durch ein Mitte-Rechts Bündnis an die Regierung kommt, ergreift der französische Präsident diese Chance, um allen rechtsradikalen Parteien in Europa, aber insbesondere in Frankreich selbst zu zeigen, dass sie nicht mit der Akzeptanz der europäischen Partner rechnen können. Gemeinsam mit dem portugiesischen Ratsvorsitz verhängt er bilaterale Sanktionen gegen Österreich, denen sich alle 14 EU-Mitglieder anschließen. Der Verlauf der Boykottmaßnahmen gestaltet sich allerdings nicht nach den Vorstellungen der Erfinder, denn im Gegenteil fühlen sich viele rechtsradikale Bewegungen in Europa, darunter auch die FPÖ selbst, in ihrem europafeindlichen Urteil bestätigt und verstärken nur ihre Hasstiraden gegen das „Diktat“ der europäischen Union. Da sich die Sanktionen auch rechtlich gesehen auf wackligem Untergrund befinden, zieht sich der Hauptinitiator, Jacques Chirac, zusehends von der Front zurück und überlässt dem Premierminister oder den zuständigen Ministern das Wort. Aus dieser Situation heraus entsteht auch die kurze Phase im ersten Semester 2000, die eine Beteiligung des Außenministers Hubert Védrine und des Ministers für Europäische Angelegenheiten, Pierre Moscovici, an den europäischen Agenden erkennen lässt.

Diese Phase endet allerdings mit dem Beginn der französischen Präsidentschaft im zweiten Halbjahr 2000, zu der sich Jacques Chirac wieder mit vollem Einsatz zurückmeldet und die Europapolitik wieder als alleinige Domäne des Präsidenten beansprucht. Der abschließende Gipfel von Nizza, der die Versäumnisse von Amsterdam korrigieren hätte sollen, bleibt allerdings in den Kinderschuhen stecken und geht eher deswegen in die Geschichte ein, weil der französische Präsident sich nicht auf seine ihm gebührende Maklerrolle beschränkt, sondern vehement nationale Interessen Frankreichs vertritt.

Die Präsidentschaftswahlen im Frühjahr 2002 versetzen nicht nur Frankreich, sondern ganz Europa in einen Ausnahmezustand. Nach dem ersten Urnengang steht fest, dass nicht wie erwartet der Kandidat der Sozialisten, Lionel Jospin, in der Stichwahl gegen den amtierende Präsidenten Jacques Chirac antreten wird, sondern der Chef des rechtsradikalen *Front National*, Jean-Marie Le Pen. Ein Präsident Le Pen, der in seinem Wahlkampf immer offen gegen den Prozess der europäischen Einigung auftrat und jede Fremdbestimmung kategorisch ablehnt, wäre wohl das Ende einer 50-jährigen Geschichte der Europäischen Integration. Durch den Zusammenschluss aller gemäßigten politischen Kräfte Frankreichs gelingt es allerdings, Le Pen unter der zwanzig Prozent-Grenze einzuzementieren und Jacques Chirac mit über achtzig Prozent den höchsten Sieg in der Geschichte der V. Republik zu bescheren. Die anschließenden Parlamentswahlen bringen einen Sieg der gemäßigten Rechten und beenden somit die fünf Jahre währende *Cohabitation* Chirac-Jospin.

Die fünf Jahre währende zweite Amtszeit beginnt europapolitisch so, wie auch die erste begonnen hat: mit einer beinahe uneingeschränkten Entscheidungsgewalt des Präsidenten und mit einem ihm politisch ergebenen Premier, Jean-Pierre Raffarin. Dennoch ist die Macht des Präsidenten auf Grund der vielen Misserfolge während seiner ersten Amtszeit bedeutend eingeschränkt. Ganz nebenbei beeinflusst auch ein weiterer Akteur in den Jahren 2001-2003 das europapolitisch Geschehen in Frankreich: der ehemalige Präsident Valéry Giscard d'Estaing nimmt als Präsident des Konvents für die Zukunft Europas, der mit der Ausarbeitung einer Verfassung für Europa betraut ist, nicht unbedeutend Einfluss auf die französische Europapolitik. Als glühender Europäer entwirft er auch eine Verfassung, die einerseits sehr ambitioniert angelegt ist, jedoch so konzipiert ist,

dass sie vor allem auch das zunehmend europakritischer werdende Frankreich noch mit ins Boot nehmen kann.

Die erste Phase der zweiten Amtszeit Chiracs ist geprägt von der Erstarrung des deutsch-französischen Integrationsmotors, was vor allem auf das anfänglich eher kühle Verhältnis zwischen Chirac und Schröder zurückzuführen ist. Mit Ende 2002 und dem überraschenden Wahlsieg Schröders, der ihm den aufrichtigen Respekt Chiracs einbringt, kommt der Motor allerdings langsam wieder in Schwung. Die völlige Aussöhnung, die die beiden Partner enger als je zuvor zusammenschweißt, kommt allerdings erst mit der Irak-Krise, die jedoch im Gegenzug Europa in zwei Hälften teilt: einerseits in das *Alte Europa* um Frankreich und Deutschland, das sich gegen eine militärische Intervention im Irak ausspricht, und andererseits das *Neue Europa*, das bereit ist, mit den USA in den bevorstehenden Krieg zu ziehen. Die Trennung wird auch noch durch die harten und brüskten Worte des französischen Präsidenten unterstrichen, der vor allem die Kandidatenstaaten, die sich dem Pro-Irakkriegslager angeschlossen haben, ob ihrer fehlenden Solidarität geißelt. Dies unterstreicht ein anderes Mal das Misstrauen Chiracs gegenüber der Osterweiterung, von der er eine Mächteverschiebung von Frankreich hin zu Deutschland befürchtet. Tatsächlich wird das Verhältnis Chiracs zu den Staaten des ehemaligen Ostblocks bis an das Ende seiner Regierungszeit gespannt bleiben.

Die Europawahlen 2004 in Frankreich bringen sowohl Gewinne für die Europakritiker als auch für die Europabefürworter. Allerdings zeigt sich, dass die europapolitische Linie Chiracs langsam aber sicher auch auf Kritik aus den eigenen Reihen stößt. Dies manifestiert sich vor allem im Ratifikationsprozess der Mitte 2003 fertig gestellten Verfassung für Europa. Parteiinterne Kritiker unter der Führung von Nicolas Sarkozy, einem politischen Intimfeind des amtierenden Präsidenten, nötigen diesen, sich für eine Volksabstimmung über den Verfassungsvertrag auszusprechen. Da 2004 die Lage sich relativ günstig darstellt und Chirac laut Umfragen mit einer breiten Akzeptanz des Vertrages in der Bevölkerung rechnen kann, lässt er sich auf diesen Deal seiner parteiinternen Widersacher ein, sicherlich nicht ohne der Absicht, seinen Kritikern ein für allemal den Wind aus den Segeln zu nehmen und sich in Europa als großer Retter feiern zu lassen. Als allerdings der Tag der Abstimmung näher rückt, beginnt sich die Stimmungslage zu ändern, und der sicher geglaubte Erfolg zerrinnt wie Sand

unter den Fingern Chiracs. Aus diesem Grund müssen auch in der Phase vor dem Referendum die engsten Vertrauten Chiracs, Premierminister Jean-Pierre Raffarin und Innenminister Dominique de Villepin, für ihren Chef in die Bresche springen und alles in ihrer Macht stehende unternehmen, um die nahende Niederlage doch noch zu verhindern. Alle Anstrengungen sind jedoch umsonst, denn am Abend des 29. Mai 2005 liegt die Europapolitik Chiracs der letzten zehn Jahre in Scherben. Mit ihrem klaren *Non* setzen die französischen Wählerinnen und Wähler allen weiteren europapolitischen Ambitionen ihres Präsidenten ein jähes Ende. Als Sieger des gescheiterten Referendums kann Nicolas Sarkozy betrachtet werden, der zwar auch für den Verfassungsvertrag eingetreten war, jedoch durch seine Forderung einer Volksabstimmung erst die nun bestehende Krise heraufbeschworen hat, die ihn allerdings zu einem relevanten Akteur in der französischen Europapolitik werden lässt.

Die letzten beiden Jahre der chirac'schen Präsidentschaft sind von einem europapolitisch in die Bedeutungslosigkeit abgleitenden Präsidenten gekennzeichnet, der, sowohl in Frankreich als auch in Europa ohne richtige Partner völlig isoliert, keine Möglichkeit entscheidender Einflussnahme mehr hat. Einer seiner letzten Verbündeten, der deutsche Bundeskanzler Schröder, wird durch Angela Merkel ersetzt, die kein Interesse zeigt, enge Kontakte zu dem französischen Präsidenten mit Ablaufdatum aufzubauen. Stattdessen versuchen die europäischen Partner Frankreichs, vor allem mit Nicolas Sarkozy, dem aussichtreichsten Bewerber um das Präsidentenamt im Jahr 2007, gute Kontakte aufzubauen. Vor allem die Monate vor der Wahl sind bereits stark von den europapolitischen Ideen Sarkozys geprägt, die teilweise mit denen Chiracs konform gehen, teilweise jedoch völlig abweichen. So tritt der neue starke Mann Frankreichs zwar für eine Ratifizierung einer abgespeckten europäischen Verfassung ein, jedoch plant er eine Abkehr vom traditionell deutsch-französischen Motor und eine Hinwendung zu den anderen großen Mitgliedsstaaten der Union. Ebenso vertritt er im Gegensatz zu Chirac freundschaftliche Beziehungen mit den Vereinigten Staaten sowie die Anerkennung der US-amerikanischen Hegemonie.

Inwieweit die Europapolitik des neuen französischen Präsidenten Nicolas Sarkozy Brüche oder Gemeinsamkeiten mit jener Jacques Chiracs aufweist, kann auf seriöse Weise wohl erst gegen Ende der ersten Amtszeit resümiert werden.

CURRICULUM VITAE

Persönliche Daten:

Thomas Lichtenwöhrer

Geburtsdatum: 16/09/1985

Geburtsort: Kirchdorf an der Krems

Staatsbürgerschaft: Österreich

Schulausbildung:

Volksschule Windischgarsten 1992-1996

Neusprachliches Stiftsgymnasium Admont 1996-2004

Teilnahme an der Sommerakademie für begabte Schülerinnen und Schüler in Oberösterreich zum Thema: «Gibt es den gerechten Krieg?» Juli 2001

Teilnahme an der Sommerakademie für begabte Schülerinnen und Schüler in Oberösterreich zum Thema: «Die US-amerikanische Hegemonie» Juli 2002

Reifeprüfung mit ausgezeichnetem Erfolg Juni 2004

Präsenzdienst:

Präsenzdienst in Kirchdorf/Krems Nov. 04-Juli 05

Studium:

Studium an der Universität Wien:
Politikwissenschaft seit Okt. 2005
Romanistik (Französisistik) seit Okt. 2005

Abschluss 1. Studienabschnitt Romanistik mit ausgezeichnetem Erfolg Jänner 2008

Abschluss 1. Studienabschnitt Politikwissenschaft mit ausgezeichnetem Erfolg April 2008

Auslandssemester an der
Université Paris IV – La Sorbonne WiSe 2008/09

Forschungsaufenthalt in der Bibliothèque nationale de France (BNF) in Paris August 2009

Leistungsstipendium der Universität Wien Februar 2010

Tutor am Institut für Romanistik SoSe 2010

Zusätzliche Kenntnisse:

Studienmodul aus „Arabistik und Islamwissenschaft“
Studienmodul aus „Lusitanistik“